

RAPPORT ANNUEL  
2016

# GAGNER GRÂCE AUX MEILLEURS



**FINISHMASTER®**  
Peintures automobile et industrielle



**Bumper to Bumper®**  
VOS EXPERTS EN PIÈCES D'AUTO

*Auto Parts Plus®*



**UNI-SELECT®**

# ÉQUIPES MARQUES ET SERVICES

FONDÉE EN 1968, **UNI-SÉLECT** EST LE CHEF DE FILE DE LA DISTRIBUTION DE PEINTURES AUTOMOBILE ET INDUSTRIELLE ET D'ACCESSOIRES CONNEXES EN AMÉRIQUE DU NORD, AINSI QU'UN CHEF DE FILE DE PRODUITS DESTINÉS AU MARCHÉ SECONDAIRE DE L'AUTOMOBILE CANADIEN.

UNI-SÉLECT, C'EST AVANT TOUT UNE ÉQUIPE FORMÉE DE PLUS DE 3 000 COLLÈGUES DESSERVANT DES CLIENTS À L'ÉCHELLE DES ÉTATS-UNIS ET DU CANADA. NOUS SOMMES FIERS D'AVOIR LA MEILLEURE ÉQUIPE DE L'INDUSTRIE, QUE NOUS CONTINUONS À DÉVELOPPER, CHAQUE ANNÉE. NOUS SAVONS QUE POUR GAGNER, NOUS AVONS BESOIN DE LA MEILLEURE ÉQUIPE ET DES MEILLEURS MARQUES ET SERVICES.

## TABLE DES MATIÈRES

Faits saillants financiers	1
Survol de l'entreprise	2
Message du président du Conseil	4
Message du chef de la direction	6
Revue opérationnelle	8
L'équipe et la communauté	12
Direction	14
Gouvernance	15
Rapport de gestion	17
États financiers consolidés	51
Renseignements aux actionnaires	90

## FAITS SAILLANTS FINANCIERS

### DONNÉES FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES

(en millions de \$US, à l'exception des montants par action, des pourcentages et d'indication contraire)

	2016	2015 <sup>(2)</sup>
<b>RÉSULTATS D'EXPLOITATION</b>		
Ventes	1 197,3	1 355,4
BAlIA <sup>(1)</sup>	106,8	(53,3)
BAlIA ajusté <sup>(1)</sup>	107,6	96,6
Marge du BAlIA ajusté <sup>(1)</sup>	9,0 %	7,1 %
Frais de restructuration et autres	(0,7)	5,3
Dépréciation et frais de transaction relatifs à la vente des actifs nets	-	145,0
Résultat net	58,3	(40,2)
Résultat ajusté <sup>(1)</sup>	58,6	56,8
Flux de trésorerie disponibles <sup>(1)</sup>	109,4	78,5
<b>DONNÉES PAR ACTION ORDINAIRE</b>		
Résultat net	1,37	(0,94)
Résultat ajusté <sup>(1)</sup>	1,38	1,33
Dividende (\$CAN)	0,335	0,315
Valeur comptable par action	11,19	10,13
Nombre d'actions en circulation	42 214 178	43 135 758
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	42 434 956	42 777 589
<b>SITUATION FINANCIÈRE</b>		
Fonds de roulement	191,5	228,8
Total des actifs	976,9	835,2
Endettement total net <sup>(1)</sup>	112,0	-
Total des capitaux propres	472,4	437,0
Rendement ajusté du total des capitaux propres moyens <sup>(1)</sup>	12,9 %	12,0 %
Ratio de la dette à long terme sur le total des capitaux propres <sup>(1)</sup>	28,4 %	20,7 %
Ratio d'endettement total net sur l'endettement total net et le total des capitaux propres <sup>(1)</sup>	19,2 %	s.o.

VENTES DE  
**1,2 G \$**  
EN 2016

FinishMaster  
États-Unis : **752,9 M \$**  
Produits automobiles  
Canada : **444,5 M \$**



BAlIA AJUSTÉ DE  
**107,6 M \$**  
EN 2016<sup>(1)</sup>

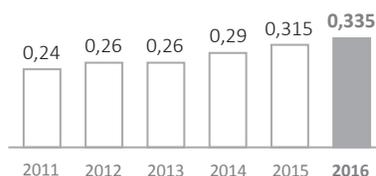
FinishMaster  
États-Unis : **93,4 M \$**  
Produits automobiles  
Canada : **26,6 M \$**



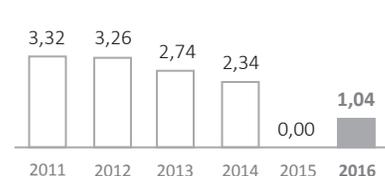
MARGE DU BAlIA  
AJUSTÉ <sup>(1)</sup>



DIVIDENDE PAR  
ACTION (\$CAN)



RATIO DE LA DETTE FINANCIÉE PAR  
EMPRUNT SUR LE BAlIA AJUSTÉ <sup>(1)</sup> (%)



1) Ces mesures financières sont non conformes aux IFRS. Pour plus de renseignements, consulter la section « Mesures financières autres que les IFRS » du présent document.

2) Les résultats financiers de l'exercice 2015 sont affectés par la vente, le 1<sup>er</sup> juin 2015, des actifs nets de Uni-Select USA, Inc. et Beck/Arnley Worldparts, Inc.

# AU PREMIER PLAN SUR DE VASTES MARCHÉS EN CROISSANCE

**11,3 MILLIONS**

SUR ENVIRON 14,5 MILLIONS  
D'ACCIDENTS DE VOITURE COUVERTS  
PAR LES ASSURANCES SONT RÉPARABLES  
AUX ÉTATS-UNIS CHAQUE ANNÉE<sup>1</sup>

LES VENTES DE NOUVEAUX VÉHICULES  
ONT ATTEINT DES SOMMETS INÉGALÉS  
AU CANADA ET AUX ÉTATS-UNIS  
COMBINÉS – PASSANT DE 13 MILLIONS  
EN 2010 À PLUS DE

**19,5 MILLIONS**

EN 2016

L'ÂGE MOYEN DES VÉHICULES N'A  
JAMAIS ÉTÉ AUSSI ÉLEVÉ :

PRÈS DE  
**10**  
**ANS**  
AU CANADA

PLUS DE  
**11**  
**ANS**  
AUX ÉTATS-UNIS

LES CONSOMMATEURS CONSERVENT  
LEURS VÉHICULES PLUS LONGTEMPS :

**24 MOIS**  
**DE PLUS**

QU'ILS NE LE FAISAIENT  
AU DÉBUT DES ANNÉES 2000

ON COMPTE  
**PLUS DE 20 000**

COMBINAISONS UNIQUES DE  
MOTEURS ET DE CARROSSERIE  
SUR LA ROUTE DE NOS JOURS

1) Source : Roman's Report en date du 24 novembre 2016

## PRODUITS AUTOMOBILES CANADA

Un leader de la distribution de pièces, outils et équipements destinés au marché secondaire de l'automobile, de peinture automobile et industrielle, et d'accessoires connexes. Nous exerçons nos activités à travers le Canada.



Auto Parts Plus



ENVIRON  
**20 %**  
DU SECTEUR DE LA DISTRIBUTION  
ET DE L'ENTREPOSAGE DU  
MARCHÉ SECONDAIRE DE  
L'AUTOMOBILE AU CANADA  
ÉVALUÉ À 2,6 G \$CAN

**NUMÉRO  
DEUX**  
AU CANADA

**10** CENTRES DE  
DISTRIBUTION À L'ÉCHELLE  
DU PAYS

RÉSEAU COMPTANT  
**+ 1 100**  
GROSSISTES  
INDÉPENDANTS ET  
MAGASINS CORPORATIFS

PLUS DE  
**2 MILLIONS**  
DE PRODUITS AUTOMOBILES  
DISPONIBLES

**+ 150** MAGASINS BUMPER TO  
BUMPER®, DONT ENVIRON LE TIERS  
SONT DES MAGASINS CORPORATIFS

**+ 16 000**  
ATELIERS DE SERVICE AUTOMOBILE  
ET DE RÉPARATION DE CARROSSERIE  
DESSERVIS, DONT 3 900 MAGASINS  
ET ATELIERS SOUS NOS BANNIÈRES

**+ 1 150**  
MEMBRES AU SEIN  
DE L'ÉQUIPE

## FINISHMASTER ÉTATS-UNIS

Principal distributeur nord-américain de peintures automobile et industrielle et d'accessoires connexes. Nous exerçons nos activités dans 32 États, d'un océan à l'autre, à l'échelle des États-Unis.



ENVIRON  
**27 %**  
DU MARCHÉ AMÉRICAIN DE  
LA PEINTURE AUTOMOBILE  
ET INDUSTRIELLE ÉVALUÉ À  
2,7 G \$US

**NUMÉRO  
UN**  
AUX ÉTATS-UNIS

**+ 205**  
MAGASINS CORPORATIFS  
FINISHMASTER

FOURNISSEUR PRINCIPAL DE  
**+ 6 000**  
ATELIERS DE RÉPARATION  
DE CARROSSERIE

**4**  
CENTRES DE DISTRIBUTION  
POSITIONNÉS  
STRATÉGIQUEMENT

**+ 30 000**  
PEINTURES AUTOMOBILE ET  
INDUSTRIELLE, ET ACCESSOIRES  
CONNEXES DISPONIBLES

**+ 1 850**  
MEMBRES AU SEIN  
DE L'ÉQUIPE

# ENGAGÉE À ASSURER UNE SAINTE GOUVERNANCE

Sous la gouverne de l'équipe de direction, Uni-Sélect a enregistré de solides résultats en 2016. Le Conseil d'administration est ravi des progrès accomplis dans l'application de la stratégie corporative et se réjouit à l'idée de franchir de nouvelles étapes importantes dans les années à venir.

Le Conseil a la responsabilité de s'assurer que la Société dispose des bons éléments pour poursuivre sa croissance rentable et la création de valeur à long terme pour ses actionnaires. Pour ce faire, nous devons avant tout adhérer à des normes élevées de gouvernance, et le Conseil, que j'ai l'honneur de présider, est entièrement dévoué à cet égard.

Au cours des dernières années, de nombreuses mesures ont été prises, dont plusieurs en 2016, visant à consolider davantage notre structure et nos processus de gouvernance à la lumière des changements apportés à la composition des activités de la Société, à l'évolution des meilleures pratiques, à la réglementation, ainsi qu'à la rétroaction des actionnaires.

## RENOUVELLEMENT DU CONSEIL

La composition du Conseil et de ses comités est au cœur d'une saine gouvernance. Notre Conseil est formé d'une variété de professionnels accomplis dont l'expérience et les compétences professionnelles sont adaptées aux activités de la Société et aux régions dans lesquelles elle les exerce. Chacun procure un point de vue unique qui contribue aux réflexions du Conseil.

Huit des dix membres actuels se sont joints au Conseil au cours des cinq dernières années, dont deux en 2016. Trois administrateurs sont citoyens des États-Unis, le plus grand marché de la Société.

De plus, deux de ses membres sont des femmes, ce qui positionne Uni-Sélect parmi les meilleures sociétés ouvertes sur le plan de la diversité des genres au Canada.

La majorité des administrateurs sont indépendants. Le renouvellement du Conseil au cours des dernières années a également entraîné la nomination de nouveaux présidents indépendants à la tête du Comité d'audit, du Comité des ressources humaines et de la rémunération, et du Comité de régie d'entreprise et de nomination.

Afin de s'assurer que le Conseil continue de répondre aux besoins de la Société au fil du temps, un processus officiel est mis en œuvre annuellement pour évaluer le rendement des administrateurs. De plus, nous continuons de revoir les aptitudes présentes au sein du Conseil en fonction de notre matrice de compétences et de l'évolution des besoins de l'entreprise. Nous avons également un programme de formation pour les nouveaux administrateurs, et nous offrons une formation continue pour tous les membres déjà en place.

En 2016, j'ai personnellement rencontré de nombreux actionnaires institutionnels afin de discuter de gouvernance et d'autres dossiers. Ces rencontres m'ont permis d'acquérir des renseignements précieux au sujet de leurs principaux secteurs d'intérêt et j'ai l'intention de poursuivre cette forme d'engagement envers les actionnaires dans les années à venir.

## RESPONSABILITÉS DU CONSEIL

L'objectif de Uni-Sélect est de croître dans les deux secteurs précis du marché offrant tous deux des occasions différentes, mais

comportant également divers risques pour l'entreprise. L'une des principales responsabilités du Conseil est d'approuver le plan stratégique et de déterminer la tolérance aux risques, en particulier au niveau des acquisitions qui devraient continuer de tenir un rôle important dans l'accélération de la croissance de la Société. Nous nous assurons également que les mesures d'atténuation appropriées sont en place pour contrer les risques potentiels, sans trop nuire à la capacité de la Société de saisir les occasions offertes sur le marché.

Le Conseil d'administration et l'équipe de direction travaillent étroitement sur les priorités stratégiques de la Société, passant en revue et explorant les objectifs de croissance à court et à long terme, ainsi que la contribution attendue de la croissance organique et des acquisitions. En 2016, le Conseil a entrepris d'effectuer des revues stratégiques officielles sur une base trimestrielle. Compte tenu de l'évolution rapide de notre industrie, la revue de nos priorités stratégiques doit s'inscrire dans un processus continu.

À la demande du Conseil, la Société a également entrepris un examen approfondi de la gestion du risque de l'entreprise et a depuis mis en place des mécanismes et des processus de gestion du risque plus exhaustifs. Ainsi, nous pourrions nous assurer que les initiatives stratégiques continueront d'être soutenues par une gestion du risque appropriée et qu'elles cibleront la création d'une valeur à long terme pour nos actionnaires.

De plus, dans le but d'harmoniser les objectifs de croissance de la Société avec les intérêts des actionnaires, le Conseil procède à des examens annuels de la

---

---

rémunération de la direction, et consigne ses conclusions et décisions dans la circulaire d'information de la direction.

Enfin, le Conseil et le Comité des ressources humaines et de la rémunération surveillent attentivement les processus de recrutement et de planification de la relève de la Société, relativement aux postes au sein de la haute direction et de l'ensemble de l'entreprise. Le Conseil et la direction croient tous deux que la Société compte l'une des meilleures équipes de l'industrie et que les ressources appropriées sont mobilisées pour maintenir cette position.

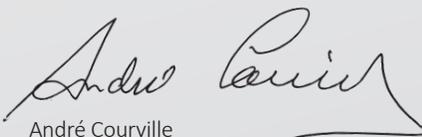
**NOTRE CONSEIL EST FORMÉ D'UNE VARIÉTÉ DE PROFESSIONNELS ACCOMPLIS DONT L'EXPÉRIENCE ET LES COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES SONT ADAPTÉES AUX ACTIVITÉS DE LA SOCIÉTÉ ET AUX RÉGIONS DANS LESQUELLES ELLE LES EXERCE.**

#### REMERCIEMENTS

De nombreuses personnes ont contribué au succès de la Société au cours de la dernière année. Je suis honoré d'avoir pris le relais à titre de président du Conseil en 2016 et, au nom du Conseil, j'aimerais souligner le leadership de l'équipe de direction, sous la gouverne de Henry Buckley, et le dévouement des membres de l'équipe Uni-Sélect au Canada et aux États-Unis. Merci également à tous nos clients, fournisseurs et partenaires nord-américains.

Mes collègues administrateurs mettent à contribution leur bagage impressionnant d'expérience et de compétences, et j'aimerais souligner l'apport de leur rigueur et de leur engagement dans le succès de la Société.

En terminant, j'aimerais réitérer aux actionnaires notre engagement à assurer des normes de gouvernance élevées et une création de valeur. Merci pour votre confiance.

  
André Courville



# GAGNER GRÂCE À LA MEILLEURE ÉQUIPE

Uni-Sélect a obtenu de solides résultats financiers en 2016 et a grandement progressé dans l'application de sa stratégie de croissance. Mentionnons également un point encore plus important à long terme : nos équipes ont franchi plusieurs étapes cruciales grâce à nos efforts continus pour consolider les fondements de notre réussite future.

Tout au long de 2016, nous avons concentré nos efforts sur la croissance rentable. À la fois aux États-Unis et au Canada, de nombreuses mesures ont été prises pour améliorer le service à la clientèle, accroître la portée de la distribution et réaliser un rendement plus élevé à l'aide des actifs existants. Ces initiatives se sont ajoutées à plusieurs acquisitions rentables au nord et au sud de la frontière, visant à accroître notre couverture géographique et à développer les principaux marchés dans lesquels nous sommes déjà présents.

Cette approche équilibrée de croissance, organique et par acquisitions, est essentielle à notre stratégie. Elle est soutenue par un processus efficace d'intégration post-acquisition et dirigée par des ressources dédiées qui s'assurent d'accueillir efficacement les nouveaux membres au sein de notre équipe, de capturer les synergies, ainsi que de maintenir et d'accroître la croissance des ventes. En outre, notre stratégie repose fortement sur le service exceptionnel que nous offrons à nos clients, lequel se reflète également dans notre engagement à attirer, à développer et à retenir la meilleure équipe de l'industrie. Nous créons de la valeur pour nos actionnaires et les autres parties prenantes en nous investissant dans ces priorités stratégiques.

## S'APPUYER SUR LE LEADERSHIP

À l'heure actuelle, Uni-Sélect est solidement positionné comme distributeur dans deux immenses marchés du secteur de l'automobile, soit celui de la peinture et ses produits connexes, et celui du marché secondaire de l'automobile. Aux États-Unis, notre segment de peinture et de produits connexes exploite ses activités sous le nom de FINISHMASTER® et détient la première position sur le marché. Notre segment canadien distribue des pièces par l'entremise de notre réseau pancanadien de magasins indépendants et corporatifs sous les bannières BUMPER TO BUMPER® et AUTO PARTS PLUS®, et détient la deuxième position à l'échelle nationale. Ce segment est également un chef de file dans la distribution de peinture et de produits connexes au Canada.

Les tendances relativement à la demande dans nos deux principaux segments sont favorables et la fragmentation du marché offre de nombreuses occasions de consolidation. Forts de notre solide bilan, de notre feuille de route couronnée de succès en matière d'intégration des acquisitions ainsi que de nos marques reconnues dans les deux segments, nous sommes très bien positionnés pour poursuivre sur cette lancée de croissance rentable.

En 2016, nous avons fait progresser notre stratégie sur plusieurs fronts.

## ÉTATS-UNIS

Notre filiale FinishMaster a enregistré des ventes et résultats excellents. Nous avons effectué plusieurs transactions en 2016, ajoutant ainsi des magasins aux marchés régionaux, nouveaux et existants. Nous avons aussi été actifs au début de l'année 2017. L'accent que nous mettons

sur des processus solides d'acquisition et d'intégration, conjugué à une exécution très efficace, ont contribué à la réussite des intégrations, ce qui a entraîné des résultats positifs ainsi qu'une équipe et des clients fortement mobilisés.

Vers la fin de 2016, le service à la clientèle a été amélioré grâce à l'ouverture d'un quatrième centre de distribution à Moorestown, au New Jersey. Nous continuons d'optimiser nos processus en mettant l'accent sur la prestation d'un service à la clientèle exceptionnel et des taux élevés de service.

## CANADA

Nos activités canadiennes ont été confrontées à plusieurs obstacles en 2016, notamment la faiblesse économique dans les Prairies, des ralentissements sur d'autres marchés et une devise plus faible. Nous avons continué à faire des progrès importants au niveau d'initiatives majeures afin de stimuler la croissance future des ventes, l'efficacité et la satisfaction de la clientèle.

À l'échelle du pays, nous avons revampé notre programme unifié et lancé notre marque pour les magasins du marché secondaire : BUMPER TO BUMPER - VOS EXPERTS EN PIÈCES D'AUTO<sup>MC</sup>. Ce programme vise à la fois nos clients indépendants et nos magasins corporatifs. Tous nos grossistes indépendants ont maintenant le choix entre notre marque BUMPER TO BUMPER qui offre une solution de marketing clé en main et notre solution à la carte AUTO PARTS PLUS.

Nous avons accéléré notre initiative pour les magasins corporatifs, lesquels complètent notre réseau de clients indépendants.



Bien que nous avons plus de 150 magasins BUMPER TO BUMPER au Canada à l'heure actuelle, nous voulons nous concentrer en ce moment à bâtir les fondements et une plateforme solides pour la croissance. Nous avons mis en place une équipe de direction de premier plan et avons normalisé nos processus, et procédons actuellement à l'installation d'un nouveau système de points de vente en magasin. Ce système, qui s'ajoute à notre plateforme de gestion intégrée existante, devrait non seulement contribuer à augmenter les ventes, mais aussi permettre d'accélérer la réalisation de synergies dans nos magasins corporatifs existants et aider aux acquisitions futures. De plus, ce système moderne créera de la valeur pour nos grossistes indépendants qui choisiront de l'adopter.

L'année a également été marquée par le lancement de la marque FINISHMASTER au Canada par notre segment Produits automobiles Canada. L'ajout de cette marque éprouvée à notre actuel programme canadien de peinture, de carrosserie et d'équipements consolidera notre position sur le marché en améliorant le service offert dans le secteur de la réparation de carrosserie au pays.

**GRÂCE À NOS EXCELLENTS  
RÉSULTATS FINANCIERS,  
NOTRE BILAN SOLIDE  
ET NOTRE ACCÈS À  
DE LA LIQUIDITÉ,  
NOUS SAISISSEMS  
AVEC DYNAMISME  
LES MEILLEURES  
OCCASIONS OFFERTES  
DANS NOS DEUX  
PRINCIPAUX  
SECTEURS  
D'ACTIVITÉS ET  
NOUS ÉVALUONS  
D'AUTRES OPTIONS  
DE CROISSANCE.**

#### **TOURNÉS VERS L'AVENIR**

Notre objectif principal demeure l'accélération de notre croissance rentable en 2017. Nous maintenons le cap et continuons de cibler un équilibre entre la croissance organique et par acquisitions. Notre portefeuille d'acquisitions est sain et nos initiatives de croissance organique sont robustes. Nous demeurons pleinement concentrés sur l'établissement de fondements solides pour notre croissance future.

Grâce à nos excellents résultats financiers, notre bilan solide et notre accès à de la liquidité, nous saisissons avec dynamisme les meilleures occasions offertes dans nos deux principaux secteurs d'activités et nous évaluons d'autres options de croissance. Nous continuerons également de viser l'excellence dans le service offert à nos clients – les grossistes indépendants, les installateurs, et les petits et grands ateliers de réparation de carrosserie – en procurant des produits de qualité, en maintenant des taux élevés de service et en leur offrant des services diversifiés pour les aider à faire croître leur entreprise. Dans tout ce que nous faisons, la discipline en matière de coûts et la gestion des dépenses figurent aux premiers plans de notre matrice décisionnelle, afin que nous soyons le plus avantageux possible pour nos clients et pour Uni-Sélect.

J'aimerais remercier nos actionnaires pour leur soutien et réitérer notre engagement à créer de la valeur. En avril 2016, le Conseil d'administration a approuvé une hausse de 6,25 % du dividende trimestriel. Nous avons retourné aux actionnaires un montant additionnel de 22 millions de dollars sous forme de rachats d'actions, et avons élargi notre programme pour une autre année. Au deuxième trimestre, nous avons procédé à un fractionnement d'actions à raison de deux actions pour une.

J'aimerais remercier tout spécialement les plus de 3 000 membres de notre équipe à l'échelle du réseau pour leur dévouement. Si l'on veut gagner dans notre secteur d'activités, nous devons avoir les meilleures marques, offrir le meilleur service et compter sur la meilleure équipe. Chez Uni-Sélect, nous avons tous les bons ingrédients pour avoir du succès, soutenu par la meilleure équipe de l'industrie.

Henry Buckley

# FINISHMASTER ÉTATS-UNIS

## STIMULER LA CROISSANCE

Les acquisitions et les ventes organiques sont demeurées les principaux leviers de croissance de FinishMaster en 2016, ce qui a permis de consolider davantage notre leadership en Amérique du Nord dans la distribution de peintures automobile et industrielle et d'accessoires connexes. Nous avons élargi notre présence et notre couverture géographique grâce à l'ouverture de notre première succursale en Louisiane, ainsi qu'à celles ouvertes dans l'État de Washington, au Texas, au Michigan, au Minnesota, au Missouri, en Californie et en Ohio. Notre croissance en 2016 fut également attribuable aux nombreuses initiatives, nouvelles et existantes, qui visaient à améliorer notre offre de produit, notre distribution et l'expérience client, tant en magasin qu'en ligne.

Au début de 2017, nous avons annoncé deux acquisitions qui permettront d'élargir notre présence au nord-est du pays. De plus, nous avons ouvert notre première succursale à Portland, en Oregon, un tout nouvel emplacement. Nous avons également réalisé une acquisition qui accroît considérablement notre présence en Californie, à Las Vegas, au Nevada, et à Phoenix, en Arizona.

Les acquisitions demeureront un levier important en 2017 puisque nous prévoyons que la consolidation du marché se poursuivra, mais nous investirons nos efforts également dans la croissance du marché de la peinture industrielle et l'amélioration continue de l'expérience client.

## INAUGURATION DU QUATRIÈME CENTRE DE DISTRIBUTION

À la fin de 2016, nous avons ouvert notre nouveau centre de distribution à Moorestown, au New Jersey, nous permettant de maintenir les meilleurs taux de service de l'industrie. Cette nouvelle installation donnera la possibilité d'assurer le transit des marchandises vers nos succursales du nord-est des États-Unis en une seule journée, nous assurant ainsi d'offrir aux clients les produits dont ils ont besoin, lorsqu'ils en ont besoin.

## CROISSANCE DE LA MARQUE SMART®

Notre gamme de produits exclusive SMART a poursuivi sa croissance en 2016 avec l'ajout de plus de 70 nouveaux produits issus de neuf catégories. SMART est la quatrième marque en importance de Uni-Sélect. Ses produits couvrent plus de 80 % des processus de réparation communs dans un atelier de carrosserie, à l'exception de la peinture.

En 2017, nous continuerons de lancer de nouveaux produits sous cette bannière et d'afficher nos produits bien en évidence dans nos succursales. Grâce aux lancements prévus en début d'année de dix nouveaux produits provenant de trois catégories, nous visons à couvrir 95 % des processus de réparation communs dans un atelier de carrosserie.

## CONSOLIDER NOS RELATIONS AVEC LES FOURNISSEURS

Les fournisseurs demeurent la clé de notre succès. Nous avons établi de solides relations à long terme avec des fabricants de classe mondiale. Nous nous appliquons activement à accroître et à consolider les relations avec des partenaires dont les objectifs s'harmonisent à nos stratégies de croissance à long terme.

En 2016, nous avons effectué des changements dans notre gamme de produits offerts, lesquels ont eu des répercussions sur nos ventes à court terme. En 2017, nous voulons stimuler la croissance de cette part de marché à l'aide de nos principaux fournisseurs de peinture – Axalta et PPG –, tout en approfondissant notre relation avec Akzo Nobel, un fournisseur de peinture avec qui nous collaborons depuis peu. Prendre de l'expansion avec ces fournisseurs nous donne les outils pour profiter d'occasions sur le marché de la peinture automobile et industrielle qui connaît une croissance rapide en Amérique du Nord.

## ACCÉDER AU MARCHÉ INDUSTRIEL

L'an dernier, nous avons peaufiné nos plans d'expansion dans le secteur industriel pour 2017. Nous avons choisi les principaux marchés cibles, ainsi que des segments précis, et avons prévu tirer parti de la couverture de notre réseau existant et de son expertise, comme le mélangeage, pour stimuler la majeure partie de la croissance. Cette initiative sera dirigée par un cadre chevronné qui s'est joint à nous en janvier.

## ENGAGEMENT ENVERS LA CLIENTÈLE

Nous continuerons de prendre des mesures qui s'harmonisent à nos valeurs fondamentales et à promouvoir une culture





axée sur le client. Les besoins et les exigences en matière de service à la clientèle – chaînes d'ateliers, ateliers de réparation de carrosserie traditionnels et clients individuels – varient, mais nous sommes prêts à fournir le soutien dont ils ont besoin pour réussir.

En 2016, nous avons restructuré et consolidé notre équipe de la chaîne d'ateliers afin de nous assurer que les clients ont un support adéquat et un service uniforme. Dans le but de mieux soutenir nos activités traditionnelles, nous avons mis en place un nouveau processus de ventes conçu pour aider à fidéliser notre clientèle existante.

Nous avons mis en place, à l'échelle de l'organisation, une philosophie selon laquelle tout le monde est mis à profit lorsque vient le temps de vendre nos produits à la clientèle de passage. À la fin de 2016, nous avons aussi lancé un nouveau site Web pour le commerce électronique, offrant au client de passage une plateforme virtuelle. Accessibles à partir de tous les appareils, les nouvelles solutions offertes amélioreront considérablement l'expérience des clients en ligne.

Tout au long de 2017, nous continuerons de développer nos talents et de mettre en place les processus de formation en ventes et en leadership lancés dans le passé. Ces démarches renforceront davantage notre culture orientée vers les ventes et la clientèle.

#### PLUS DE CROISSANCE

Les tendances du marché demeurent favorables pour 2017 et les années suivantes, soutenues par la croissance importante des ventes de nouveaux véhicules au cours des sept dernières années et de la préférence des consommateurs à conserver leurs véhicules plus longtemps. En tant que chef de file, FinishMaster est bien positionnée pour accélérer la croissance rentable au sein d'une industrie en consolidation et au moyen de l'application réussie des initiatives internes mises en place par les membres mobilisés de son équipe.

## SURVOL DE LA CROISSANCE AUX ÉTATS-UNIS

### Janvier 2016

Acquisition de ColorMaster Automotive Paint, Inc., comptant 15 succursales en Illinois, au Missouri, au Texas et en Louisiane.

### Février 2016

Acquisition de Johnson Michigan Automotive & Industrial Coatings, établie à l'est et au centre du Michigan.

### Mars 2016

Acquisition de CPCO, Inc. – City Paints, à San Francisco, en Californie.

### Avril 2016

Acquisition de Annex Group Inc., comptant neuf succursales, notamment à Seattle, à Everett et à Tacoma, dans l'État de Washington et en Californie, ainsi que de Zitco, Inc. – Lowell's PCE, dans la région de Minneapolis et St. Paul.

### Mai 2016

Acquisition de Gladwin Paint Company, comptant huit succursales à Austin, à Dallas, à Houston et à San Antonio, au Texas.

### Novembre 2016

Acquisition de Autobody Supply Co., comptant neuf succursales au centre et au sud-ouest de l'Ohio, notamment à Columbus.

### Janvier 2017

Acquisition de Blaise of Color Inc. à South Plainfield, au New Jersey, et de Crown Auto Body Supply LLC, à Salem, au Massachusetts.

Ouverture de la première succursale à Portland, en Oregon.

Acquisition de A. D'Angelo & Sons, Inc., comptant 14 succursales en Californie, à Las Vegas, au Nevada, et à Phoenix, en Arizona.

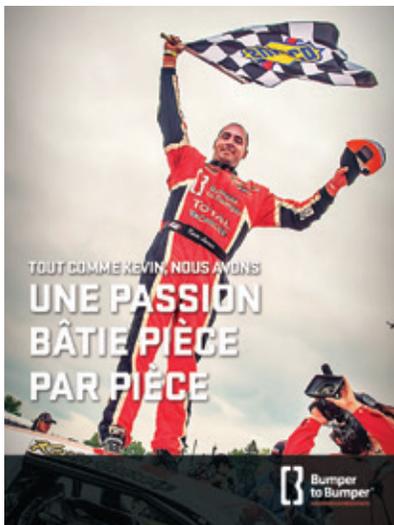


# PRODUITS AUTOMOBILES CANADA

## FAIRE CROÎTRE L'ENTREPRISE

Tout au long de 2016, Produits automobiles Canada a maintenu son attention plus que jamais sur la croissance des activités avec nos grossistes indépendants et nos magasins corporatifs, qui exercent désormais leurs activités sous une bannière nationale reconnue. Nous avons également accompli d'importants progrès dans la conception de la plateforme canadienne afin d'accélérer l'intégration des acquisitions et de promouvoir la croissance rentable. Ces efforts se poursuivront tout au long de 2017.

Malgré de nombreux obstacles, nous avons su maintenir le cap en 2016 sur la croissance organique et les acquisitions, notamment dans les régions de Montréal et de Vancouver. Nous avons également lancé la marque FINISHMASTER au Canada en convertissant des magasins à Toronto et à Ottawa, et en acquérant des succursales en Ontario et en Colombie-Britannique qui seront convertis à cette bannière.



## VOS VÉRITABLES EXPERTS EN PIÈCES D'AUTO

L'année 2016 a permis à notre bannière BUMPER TO BUMPER de franchir une étape importante grâce à la mise en place de notre marque unifiée de distribution de pièces automobiles à l'échelle du pays. Déjà présents au Manitoba, en Saskatchewan et en Alberta, nous avons converti nos magasins corporatifs canadiens existants et nous avons poursuivi la croissance via des acquisitions qui seront également converties. Toutes les étapes de la conversion de nos magasins corporatifs seront achevées en 2017.

Notre nouvelle marque nationale illustre clairement notre engagement à couvrir toutes les pièces pour une panoplie de véhicules et à être VOS EXPERTS EN PIÈCES D'AUTO. Cette nouvelle image nous aide à démontrer que nous chérissons nos racines et nos valeurs canadiennes.

Nous avons également converti des grossistes indépendants qui reconnaissent la valeur que procure le service complet qu'offre la bannière BUMPER TO BUMPER, notamment des solutions personnalisées et un programme de marketing clé en main.

Les clients qui souhaitent conserver leur indépendance et qui préfèrent une approche à la carte demeureront avec notre bannière AUTO PARTS PLUS, dont l'offre a été redéfinie en 2016 pour

---

BUMPER TO BUMPER a fait équipe avec Kevin Lacroix dans le cadre de la série Pinty 2016 de NASCAR, l'une des nombreuses initiatives de marketing qui a procuré de la visibilité à la marque nationale de Uni-Sélect l'an dernier.

procurer une flexibilité maximale. Notre objectif est de trouver un équilibre entre nos relations à long terme avec les grossistes indépendants et notre empreinte corporative, et il demeurera une priorité en 2017.

## SOUTENIR NOS INSTALLATEURS

Nous continuons à déployer le centre de formation mobile de Uni-Sélect, notre programme de soutien conçu pour aider nos installateurs à faire croître leur entreprise et à atteindre leur plein potentiel. En 2016, nos professionnels ont participé à 277 jours de formation offerts à 1 918 membres d'équipes d'installateurs, provenant de 63 villes au Canada.

En favorisant le succès de ces entrepreneurs, nous renforçons notre relation avec ces clients clés, tout en contribuant par extension aux collectivités dans lesquelles ces entreprises fournissent de l'emploi et achètent des biens et services.

## NOUVEAU SYSTÈME DE GESTION DES POINTS DE VENTE

À la fin de 2016, nous avons entamé l'implantation d'un système de gestion des points de vente dans nos magasins corporatifs. Ce déploiement se poursuivra tout au long de 2017. Le système PartsWatch stimulera la croissance des ventes et permettra une intégration plus rapide et une capture des synergies à la suite des acquisitions. Dès qu'il sera accessible, le système sera également offert aux grossistes indépendants qui choisiront de l'adopter.



**Auto Parts Plus**



### BIENVENUE AU CANADA, FINISHMASTER!

En 2016, nous avons lancé FinishMaster au Canada, un modèle d'affaires éprouvé, dans le but de consolider notre segment existant de peinture, de carrosserie et d'équipements, et d'améliorer le service offert dans le secteur de la réparation de carrosserie au pays. Gérée par Produits automobiles Canada et soutenue par notre solide réseau national de distribution, FINISHMASTER CANADA® offre la gamme complète de peintures et de produits connexes et les marques nationales de qualité supérieure de Uni-Sélect. La marque FINISHMASTER continuera de prendre de l'expansion au Canada au moyen de nouveaux magasins et d'acquisitions de magasins existants.

### OCCASIONS ET DÉFIS

Les tendances globales relativement à la demande sur le marché secondaire de l'automobile canadien sont favorables, celui-ci connaissant une croissance continue sur le plan du nombre total de véhicules en circulation et de distance parcourue. Ces leviers clés de la demande en service offrent de nombreuses occasions de croissance rentable, lesquelles sont atténuées par une performance économique plus faible dans certaines régions du pays.

En 2017, nous poursuivrons la normalisation de la marque et des processus dans l'ensemble de notre réseau afin d'améliorer l'expérience client et l'efficacité. Nous sommes déterminés à exploiter pleinement la valeur de notre marque BUMPER TO BUMPER et des autres marques de notre groupe, et cela, en continuant à soutenir entièrement nos grossistes indépendants. Tout en maintenant l'accent sur la croissance organique, nous avons un portefeuille bien garni d'acquisitions qui nous aidera à accélérer la pénétration dans des marchés nouveaux et existants.

### SURVOL DE LA CROISSANCE AU CANADA

#### Février 2016

Acquisition de Pièces d'autos M.A.G. Inc., située à Sherbrooke, au Québec.

#### Mars 2016

Acquisition de Jean Talon Auto Parts (1993) Ltd., qui compte six succursales à Montréal, au Québec.

Acquisition de Centre de Pièces Gagnon, à Montréal, au Québec.

#### Septembre 2016

Lancement de trois magasins FINISHMASTER CANADA en Ontario, notamment à Toronto et à Ottawa.

#### Octobre 2016

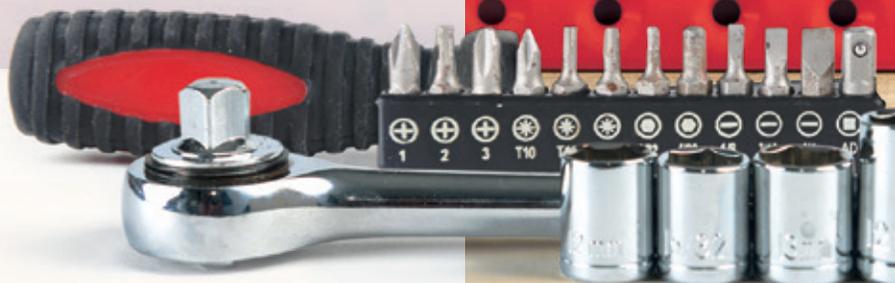
Acquisition de Guelph Paint and Bumper, en Ontario, par FINISHMASTER CANADA.

#### Novembre 2016

Acquisition de Pacific Parts Ltd., qui compte deux succursales dans la grande région de Vancouver, en Colombie-Britannique.

#### Décembre 2016

Acquisition de Vancouver Autocolor, en Colombie-Britannique, par FINISHMASTER CANADA.



# LIBÉRER LE POTENTIEL DE NOTRE ÉQUIPE

Nous savons depuis longtemps que notre plus grande force – et notre principal élément distinctif – réside au cœur de notre équipe.

Chaque jour, partout au Canada et aux États-Unis, les membres de l'équipe Uni-Sélect façonnent et renforcent les relations à long terme avec nos clients et nos fournisseurs. En premières lignes, ils s'assurent que nos bannières et nos services offrent la valeur attendue et renforcent notre position à titre de distributeur de premier plan du marché secondaire de l'automobile et de chef de file incontesté du marché de la peinture automobile. En d'autres mots, les membres de notre équipe sont la clé de notre succès continu.

Compte tenu de notre croissance rapide et de l'évolution constante de notre industrie, il est primordial que chaque membre de notre équipe grandissante ait accès au soutien, aux outils et au cadre de travail adéquats pour réussir et atteindre son plein potentiel.

## INTÉGRER DES GENS ET NON DES ACTIFS

En 2016, plus de 500 nouveaux membres se sont joints à notre équipe à la suite des acquisitions au Canada et aux États-Unis. Le succès d'une acquisition – peu importe sa taille – provient forcément de l'efficacité de son processus d'intégration. Dans un secteur orienté sur les services comme le nôtre, l'intégration de nouveaux

membres au sein de l'équipe est d'autant plus importante. La feuille de route de Uni-Sélect est riche en la matière, et nous continuons à investir en ce sens et à peaufiner le processus au fur et à mesure que notre croissance s'accélère.

À court terme, notre priorité repose sur l'exécution impeccable des aspects plus pratiques de l'intégration, mais il n'en demeure pas moins important de favoriser une expérience positive à plus long terme et de partager les meilleures pratiques. En travaillant en collaboration, nous nous assurons que tous avancent dans la même direction tout en intégrant les forces des nouveaux collègues, dans le but de devenir plus forts et meilleurs en équipe que chacun pris individuellement.

## PROMOUVOIR LE DÉVELOPPEMENT DES TALENTS

Le développement des talents et l'alimentation de notre bassin de talents sont essentiels pour assurer la stabilité au sein des principaux postes, et ce, en tout temps. Il s'agit d'un ingrédient indispensable dans la recette de notre succès qui nous permet de réussir grâce à la meilleure équipe.

Nous améliorons constamment nos pratiques de recrutement des talents et de rétention afin de nous assurer que nous employons les ressources les plus compétentes aux bons endroits et au bon moment. Nous veillons également à accorder des promotions à l'interne



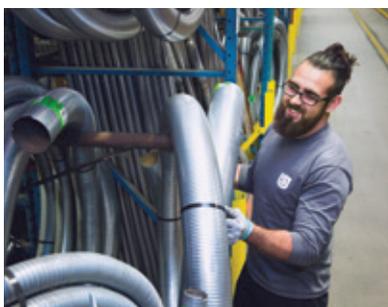
autant que possible. En 2016, nous avons continué à améliorer notre culture de développement des talents en offrant de la formation et de l'encadrement aux membres de notre équipe.

Au cours des dernières années, il y a eu énormément de changements à l'échelle de la Société, dans le but de devenir une organisation axée davantage sur les ventes, en tenant compte de l'importance du service au sein de l'entreprise et du rôle clé que jouent nos gens à titre d'ambassadeurs, chaque jour.

De plus, nous sommes fiers et engagés à maintenir la diversité au sein de l'équipe, tant sur le plan des compétences et de l'expérience professionnelle que sur le plan des genres. Forts d'une équipe formée de 24 % par des femmes – à tous les échelons de l'entreprise –, nous sommes nettement supérieurs à la moyenne de l'industrie, qui se situe environ à 9 %. La diversité demeurera une grande priorité dans les années à venir.

#### LA MOBILISATION PASSE PAR LA COMMUNICATION

La mobilisation de nos collègues est favorisée par la formation et l'encadrement, mais aussi par la reconnaissance et la communication. Avec notre équipe grandissante aux États-Unis et au Canada, il est de plus en plus nécessaire d'investir dans nos plateformes, nos outils et nos processus de communications internes, afin de nous assurer de la mobilisation



soutenue des membres de notre équipe et de leur harmonisation avec nos objectifs d'affaires.

Notre équipe de direction tient régulièrement des rencontres d'information et des conférences téléphoniques au Canada et aux États-Unis, pour discuter avec les membres de l'équipe à propos de l'entreprise, et pour partager la vision et les objectifs d'affaires de Uni-Sélect.

En 2016, nous avons lancé un magazine s'adressant à nos collègues afin que ces derniers puissent mieux comprendre le rôle

qu'ils jouent au sein de notre organisation, de notre environnement concurrentiel et de nos priorités. Au Canada, nous avons mis en place un réseau de télévision interne dans nos centres de distribution et déployé un nouvel intranet pour améliorer les communications avec les membres de l'équipe. Nous cherchons toujours de nouvelles façons de prendre contact avec notre équipe et de la mobiliser pour atteindre notre objectif qui consiste à réussir grâce à la meilleure équipe.

---

## L'ÉQUIPE ET LA COMMUNAUTÉ

---

### DANS LA COMMUNAUTÉ

Chez Uni-Sélect, nous croyons en une communauté prospère et nous sommes stimulés par notre équipe engagée à renforcer et à soutenir les communautés dans lesquelles nous vivons et travaillons.

Chaque année, des membres de l'équipe au Canada et aux États-Unis soutiennent des causes qui leur tiennent à cœur, notamment en faisant du bénévolat, en recueillant des fonds et en faisant des dons d'entreprise à des œuvres de bienfaisance à but non lucratif qui contribuent à rendre le monde meilleur.

#### DONS D'ENTREPRISE

Au Canada, nous appuyons une grande variété de causes, allant des soins de santé, au développement des jeunes et aux arts.

En 2016, nous avons offert des dons à la Société canadienne de la Croix-Rouge, la Justin Slade Youth Foundation, en partenariat avec la fondation Un coup de main pour les enfants, l'University of the Aftermarket, la Société canadienne du cancer, la Fondation CHU Sainte-Justine, la Fondation Père Sablon, la Fondation Mira et la Fondation Tel-jeunes, pour n'en nommer que quelques-unes.

De plus, nous donnons des fonds et des commandites aux écoles et équipes sportives locales dans les communautés où nous opérons.

#### JOURNÉE « GIVE BACK »

Bien que de nombreux membres de l'équipe au Canada et aux États-Unis sont des bénévoles accomplis, notre division FinishMaster aux États-Unis a mis en place la journée annuelle « Give Back » en 2015. Grâce à elle, nos collègues bénéficient d'une journée de congé payée pour effectuer du bénévolat dans un organisme de bienfaisance de leur choix.



Les membres de l'équipe de FinishMaster ont participé à la journée « Give Back » en août dernier.

---

De plus en plus populaire, cette initiative favorise le travail d'équipe et la participation de la famille. En 2016, nos collègues ont effectué plus de 450 heures de bénévolat dans les organismes à but non lucratif locaux, en participant à des banques alimentaires, des collectes de jouets et des corvées de nettoyage de parcs communautaires. FinishMaster est aussi un partenaire de longue date de United Christmas Service.

---

## DIRECTION

---

### ÉQUIPE DE DIRECTION

L'équipe de direction de Uni-Sélect fait la promotion d'une culture axée sur le travail d'équipe, la performance et l'intégrité dans l'ensemble de la Société, afin de favoriser la réussite à long terme et de maximiser la valeur pour les actionnaires.



**Henry Buckley, MBA**  
Président et  
chef de la direction



**Steve Arndt**  
Président et  
chef de l'exploitation  
FinishMaster, Inc.



**Gary O'Connor, MBA**  
Président et  
chef de l'exploitation  
Produits automobiles  
Canada



**Eric Bussièrès**  
Chef de la direction  
financière



**Annie Hotte**  
Chef du capital humain



**M<sup>re</sup> Louis Juneau**  
Chef de la direction  
des affaires juridiques  
et secrétaire

### NOTRE ENGAGEMENT À ASSURER UNE SAINTE GOVERNANCE

Les Lignes directrices sur la gouvernance d'entreprise encadrent les pouvoirs et les responsabilités du Conseil d'administration et de la direction afin de les aider à prendre des décisions efficaces et en temps opportun, qui sont favorables aux actionnaires.

À ces lignes directrices s'ajoutent des politiques, des chartes et des descriptions de postes clés qui conjointement procurent un cadre de gouvernance complet. Ces composantes sont revues régulièrement pour en assurer la conformité avec les nouveaux règlements et les meilleures pratiques émergentes.

Le Code de déontologie de la Société régit la conduite des administrateurs, des dirigeants et des membres de l'équipe de Uni-Sélect. En 2017, il fera l'objet d'une révision approfondie et d'une mise à jour par le Conseil. Le nouveau Code sera alors communiqué à l'ensemble des membres de l'équipe.

Le Conseil et la direction continuent à promouvoir les procédures de dénonciation au Comité d'audit, lesquelles permettent à la fois aux membres de l'équipe et aux personnes qui ne sont pas à l'emploi de Uni-Sélect de soulever des enjeux, de façon anonyme et confidentielle, en matière de comptabilité, de contrôles comptables internes ou de questions d'audit.

Pour en savoir plus sur les engagements de Uni-Sélect en matière d'éthique, d'intégrité et de saine gouvernance, veuillez consulter la section portant sur les pratiques de gouvernance de notre site Web à l'adresse [uniselect.com](http://uniselect.com).

### CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil a pour objectif de veiller à ce qu'il soit composé d'administrateurs dotés de parcours professionnels divers, ainsi que de compétences et de connaissances qui créent de la valeur pour la Société, et à ce que chaque administrateur s'efforce de s'acquitter de ses responsabilités au Conseil.



**André Courville**  
B.COMM, FCPA,  
FCA, IAS.A<sup>1 2 3</sup>  
Président du Conseil  
Uni-Sélect inc.  
Montréal (Québec)



**Jean Dulac**, B. COMM,  
MBA, CHRP, ADM.A.<sup>2 3</sup>  
Président  
M&M Nord Ouest Inc.  
Amos (Québec)



**Henry Buckley**, MBA  
Président et  
chef de la direction  
Uni-Sélect inc.  
Delta  
(Colombie-Britannique)



**Jeffrey I. Hall**  
B.A.Sc., P.ENG., IAS.A<sup>1 3</sup>  
Administrateur  
de sociétés  
Oakville (Ontario)



**James E. Buzzard**, AAP<sup>3</sup>  
Président  
Clarit Realty, Ltd.  
Lakewood Ranch (Floride)



**Richard L. Keister**<sup>1 2</sup>  
Administrateur  
de sociétés  
Hollywood (Floride)



**Michelle Ann Cormier**  
CPA, CA, ASC<sup>1 2</sup>  
Partenaire d'exploitation  
Wynnchurch Capital  
Canada, Ltd.  
Montréal (Québec)



**Richard G. Roy**, FCPA, FCA  
Administrateur  
de sociétés  
Verchères (Québec)



**Patricia Curadeau-Grou**  
B.COMM, IAS.A<sup>1 3</sup>  
Administratrice  
de sociétés  
Outremont (Québec)



**Dennis M. Welvaert**  
B.S. MBA, MAAP<sup>2</sup>  
Président  
Welvaert Business  
Solutions, LLC  
Leander (Texas)

1) Membre du Comité d'audit, présidé par M<sup>me</sup> Cormier

2) Membre du Comité de régie d'entreprise et de nomination, présidé par M. Courville

3) Membre du Comité des ressources humaines et de la rémunération, présidé par M<sup>me</sup> Curadeau-Grou



# RAPPORT DE GESTION 2016

Faits saillants	18
Commentaires préliminaires au rapport de gestion	19
Profil et description	20
Revue opérationnelle des 3 derniers exercices	20
Mesures financières autres que les IFRS	23
Analyse des résultats consolidés	25
Analyse des résultats par secteur	32
Flux de trésorerie	35
Financement	37
Structure de capital	39
Situation financière	41
Opérations entre parties liées	42
Événements subséquents	42
Gestion des risques	42
Changements de méthodes comptables	46
Utilisation d'estimations et recours au jugement	47
Données sur le taux de change	48
Efficacité des contrôles et des procédures de communication de l'information et des contrôles internes à l'égard de l'information financière	49
Perspectives	50



## FAITS SAILLANTS

(En millions de \$US, à l'exception des pourcentages, des montants par action et d'indication contraire)

VENTES	BAIIA <sup>(1)</sup>	BAIIA AJUSTÉ <sup>(1)</sup>	RÉSULTAT NET	RÉSULTAT AJUSTÉ <sup>(1)</sup>
<b>1 197,3 \$</b>	<b>106,8 \$</b>	<b>107,6 \$</b> 9,0 %	<b>58,3 \$</b> 1,37 \$/ACTION	<b>58,6 \$</b> 1,38 \$/ACTION

Les données en dollars de 2016 varient comparativement à celles de 2015, puisque la période de douze mois de 2015 comprend cinq mois d'activités de Uni-Select USA, Inc. et Beck/Arnley Worldparts, Inc., vendues le 1er juin 2015. Les actifs nets étaient inclus, avant la disposition, dans le secteur des Produits automobiles aux fins de l'information sectorielle.

- Résultat par action s'élevant à 1,37 \$ comparativement à une perte de 0,94 \$ en 2015. Le résultat ajusté <sup>(1)</sup> par action s'est amélioré de 3,8 %, passant de 1,33 \$ en 2015 à 1,38 \$.
- Diminution des ventes consolidées de 11,7 %, principalement en lien à la vente des actifs nets de Uni-Select USA, Inc. et Beck/Arnley Worldparts, Inc (« actifs nets »). Les ventes ont augmenté de 13,4 % une fois les ventes des actifs nets exclues, bénéficiant des ventes des récentes acquisitions d'entreprises, lesquelles représentent une augmentation de 15,0 %. La croissance organique <sup>(1)</sup> consolidée est de 0,2 %; 1,1 % pour le secteur de la Peinture et produits connexes (États-Unis) et (1,1) % pour le secteur des Produits automobiles (au Canada).
- BAIIA <sup>(1)</sup> de 106,8 \$ comparativement à (53,3 \$) en 2015 dont les données incluaient la dépréciation et les frais de transaction relatifs à la vente des actifs nets pour 145,0 \$ et les frais de restructuration et autres pour 5,3 \$. La marge du BAIIA ajusté <sup>(1)</sup> s'est améliorée de 1,9 % passant de 7,1 % à 9,0 %, principalement en raison de la vente des actifs nets, qui avaient une marge du BAIIA moins élevée que les activités restantes, des récentes acquisitions d'entreprises rentables ainsi que de l'amélioration continue de la marge brute.
- Résultat net de 58,3 \$ comparativement à une perte nette de 40,2 \$ en 2015 dont les données incluaient la dépréciation et les frais de transaction relatifs à la vente des actifs nets, nets d'impôt de 93,5 \$ et les frais de restructuration et autres, nets d'impôt de 4,0 \$. Le résultat ajusté <sup>(1)</sup> a augmenté de 3,2 %, passant de 56,8 \$ à 58,6 \$, en lien avec le BAIIA croissant stimulé par l'amélioration continue de la marge brute et par les acquisitions d'entreprises, lesquelles ont partiellement été contrebalancées par l'amortissement de leurs immobilisations incorporelles et de leurs frais de financement, ainsi que par un taux d'impôt plus élevé relatif à une pondération géographique différente du résultat avant impôt.
- Augmentation des flux de trésorerie disponibles <sup>(1)</sup> de 39,4 %, passant de 78,5 \$ en 2015 à 109,4 \$ et découlant des activités d'opération des nouvelles acquisitions d'entreprises et de remboursements d'impôt.
- Au 31 décembre 2016, l'endettement total net <sup>(1)</sup> s'établit à 112,0 \$, comparativement à une position de trésorerie nette de 1,1 \$ en 2015. La Société dispose d'une facilité de crédit disponible de 284,0 \$ lui permettant de poursuivre son expansion.
- 14 acquisitions d'entreprises effectuées au cours de l'exercice en plus de l'ouverture d'un nouvel emplacement élargissant le réseau à plus de 250 magasins.
- Établissement de la structure et des initiatives des magasins corporatifs au Canada, dont la stratégie de marque BUMPER TO BUMPER® – VOS EXPERTS EN PIÈCES D'AUTOS.
- Lancement de la marque de commerce FINISHMASTER® au Canada par le secteur des Produits automobiles.
- Fractionnement des actions ordinaires à raison de 2 pour 1 au cours du deuxième trimestre afin d'augmenter le nombre d'actions en circulation et de faciliter l'accessibilité pour des investisseurs.

<sup>(1)</sup> Cette information représente une mesure financière autre que les IFRS. (Pour plus de renseignements, voir la section « Mesures financières autres que les IFRS ».)

# COMMENTAIRES PRÉALABLES AU RAPPORT DE GESTION

## PORTÉE DU RAPPORT DE GESTION

Ce rapport de gestion porte sur les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie pour les périodes closes le 31 décembre 2016 en comparaison avec les périodes closes le 31 décembre 2015 et sur la situation financière au 31 décembre 2016 en comparaison au 31 décembre 2015. Il devrait être lu en parallèle avec les états financiers consolidés audités et les notes complémentaires inclus dans le rapport annuel 2016. Les renseignements contenus dans le présent rapport de gestion tiennent compte de tout événement important survenu jusqu'au 8 février 2017, date de l'approbation et de l'autorisation pour publication des états financiers consolidés et du rapport de gestion par le Conseil d'administration de la Société. Ils présentent la situation de l'entreprise et son contexte commercial tels qu'ils étaient, au meilleur de la connaissance de la Direction, au moment de la rédaction de ces lignes.

De l'information additionnelle sur Uni-Sélect, y compris les états financiers audités et la notice annuelle de la Société, est disponible sur le site de SEDAR à [sedar.com](http://sedar.com).

Dans le présent rapport de gestion, « Uni-Sélect » ou la « Société » désigne, selon le cas, Uni-Sélect inc., ses filiales, divisions et coentreprises, si applicable.

Les données financières présentées dans ce rapport de gestion, dont celles incluses au sein des tableaux, sont exprimées en milliers de dollars américains, à l'exception des montants par action, des pourcentages ou du nombre d'actions. Les comparaisons se font par rapport à la période antérieure.

Les états financiers consolidés contenus dans le présent rapport de gestion ont été produits selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Ils ont fait l'objet d'un audit par l'auditeur indépendant de la Société.

## DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le rapport de gestion a pour but d'aider l'investisseur à comprendre la nature et l'importance des changements et des tendances, de même que les risques et les incertitudes liés à l'exploitation et à la situation financière de Uni-Sélect. Certaines sections du présent rapport de gestion concernant les objectifs, les projections, les estimations, les attentes ou les prédictions de la Société présentent des déclarations prospectives au sens des lois sur les valeurs mobilières.

Ces déclarations prospectives comportent des risques et des incertitudes, si bien que les résultats réels pourraient différer significativement de ceux qui sont indiqués ou sous-entendus dans ces déclarations. Les principaux facteurs pouvant entraîner une différence significative entre les résultats réels et les attentes formulées dans les déclarations prospectives sont décrits à la rubrique « Gestion des risques ». En dehors de ces principaux facteurs, les résultats de la Société sont tributaires de l'effet de la concurrence, des habitudes d'achat des consommateurs, de l'évolution du parc automobile, de la conjoncture en général ainsi que de la capacité de financement de la Société.

Aucune assurance ne peut être donnée quant à la concrétisation des résultats, du rendement ou des réalisations telles que formulés ou sous-entendus dans les déclarations prospectives. À moins d'y être tenue en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables, la Direction n'assume aucune obligation quant à la mise à jour ou la révision des déclarations prospectives en raison de nouvelles informations, d'événements futurs ou d'autres changements.

## CONFORMITÉ AUX IFRS

L'information comprise dans ce rapport comporte certains renseignements qui ne sont pas des mesures de rendement conformes aux IFRS. Les mesures financières autres que les IFRS n'ont pas de définitions normalisées en vertu des IFRS et ne sont pas comparables à des définitions similaires présentées par d'autres sociétés. La Société considère que les lecteurs du présent document tiennent compte de ces mesures de rendement aux fins de compréhension ou d'analyse. *(Pour plus de renseignements, voir la section « Mesures financières autres que les IFRS ».)*

## PROFIL ET DESCRIPTION

Uni-Sélect est un chef de file nord-américain de la distribution de peintures automobile et industrielle et d'accessoires connexes, ainsi qu'un chef de file de la distribution de produits automobiles destinés au marché secondaire de l'automobile canadien. Au Canada, Uni-Sélect supporte plus de 16 000 ateliers de réparation/installation à travers un réseau national de plus de 1 100 grossistes indépendants et magasins corporatifs, dont plusieurs opèrent sous les programmes de bannières de Uni-Sélect incluant BUMPER TO BUMPER®, AUTO PARTS PLUS® et FINISHMASTER®. Uni-Sélect supporte également plus de 3 900 ateliers et magasins à travers ses bannières d'ateliers de réparation/installation, ainsi que ses bannières de carrosserie automobile. Aux États-Unis, FinishMaster, Inc., une filiale à part entière de Uni-Sélect, opère un réseau national de magasins corporatifs de produits de revêtement automobile sous la bannière FINISHMASTER, laquelle dessert un réseau de plus de 30 000 clients annuellement incluant plus de 6 000 ateliers de carrosserie à titre de fournisseur privilégié. Le siège social de Uni-Sélect est situé à Boucherville, Québec, Canada et ses actions sont négociées à la Bourse de Toronto (TSX) sous le symbole UNS.

## REVUE OPÉRATIONNELLE DES 3 DERNIERS EXERCICES

La Société s'est métamorphosée au cours des 3 dernières années s'adaptant aux changements de l'industrie dans laquelle elle évolue. Elle a implanté de nouvelles stratégies et initiatives d'affaires pour renforcer ses positions de leadership, optimisé ses activités dans ses deux secteurs opérationnels afin d'atteindre un niveau supérieur de productivité et a poursuivi l'amélioration des processus d'approvisionnement et l'optimisation du déroulement des opérations dans les entrepôts.

Parmi les initiatives et réalisations importantes de la Société, nous retrouvons :

- Optimiser et consolider le réseau de distribution selon le Plan d'action en 2014 et éventuellement la vente des actifs nets de Uni-Select USA, Inc. et Beck/Arnley Worldparts, Inc. en 2015.
- Établir un programme détaillé de fusions et d'acquisitions pour le secteur des Produits automobiles au Canada et pour FinishMaster aux États-Unis en renforçant ses capacités, incluant la standardisation des processus ainsi que des équipes dédiées, permettant de nombreuses acquisitions en 2015 et 2016.
- Augmenter les ventes chez FinishMaster aux États-Unis par des initiatives de croissance organique et par des acquisitions d'entreprises afin d'étendre la couverture géographique à travers les États-Unis et de créer une densité de clients dans les marchés les plus importants.
- Transformer et faire évoluer les opérations du secteur des produits automobiles au Canada afin d'être plus compétitif dans le futur, en ajoutant un réseau de magasins corporatifs, et venant compléter le réseau de grossistes indépendants. Développer et mettre en place de nouveaux programmes améliorés de bannières et de marchandisage (BUMPER TO BUMPER et AUTO PARTS PLUS). De plus, lancement de la marque FINISHMASTER au Canada avec 7 magasins corporatifs à ce jour.

**Toutes ces activités ont permis à la Société d'obtenir une situation financière solide et des flux de trésorerie importants, lui permettant d'accélérer sa croissance et de créer de la valeur dans les deux secteurs.**

## RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS SÉLECTIONNÉS

(en milliers de \$US, à l'exception des montants par action, des pourcentages et d'indication contraire)	2016	2015	2014
<b>RÉSULTATS D'EXPLOITATION</b>			
Ventes	1 197 319	1 355 434	1 784 359
BAIIA <sup>(1)</sup>	106 848	(53 322)	105 456
BAIIA ajusté <sup>(1)</sup>	107 628	96 603	111 442
Marge du BAIIA ajusté <sup>(1)</sup>	9,0 %	7,1 %	6,2 %
Frais de restructuration et autres	(746)	5 328	(1 931)
Dépréciation et frais de transaction relatifs à la vente des actifs nets	-	144 968	-
Résultat net	58 265	(40 221)	50 125
Résultat ajusté <sup>(1)</sup>	58 638	56 839	55 271
Flux de trésorerie disponibles <sup>(1)</sup>	109 355	78 532	83 610
<b>DONNÉES PAR ACTION ORDINAIRE</b>			
Résultat net	1,37	(0,94)	1,18
Résultat ajusté <sup>(1)</sup>	1,38	1,33	1,30
Dividende (\$CAN)	0,335	0,315	0,290
Valeur comptable par action	11,19	10,13	12,09
Nombre d'actions en circulation	42 214 178	41 135 758	42 431 518
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	42 434 956	42 777 589	42 507 842
<b>SITUATION FINANCIÈRE</b>			
Fonds de roulement	191 458	228 774	343 934
Total des actifs	976 917	835 150	1 190 305
Endettement total net <sup>(1)</sup>	111 973	-	260 240
Total des capitaux propres	472 362	436 978	512 996
Rendement ajusté du total des capitaux propres moyens <sup>(1)</sup>	12,9 %	12,0 %	10,9 %

<sup>(1)</sup> Cette information représente une mesure financière autre que les IFRS. (Pour plus de renseignements, voir la section « Mesures financières autres que les IFRS ».)

Une analyse détaillée de l'évolution des résultats d'exploitation et des états consolidés de la situation financière entre les exercices 2016 et 2015 est fournie dans les rubriques suivantes. Une analyse détaillée de l'évolution des résultats d'exploitation et des états consolidés de la situation financière entre les exercices 2015 et 2014 est incluse dans le rapport de gestion du rapport annuel 2015, disponible sur le site de SEDAR [sedar.com](http://sedar.com).

## EXERCICE 2016

### Réseau en expansion

La Société a connu une année de croissance et de performance stimulée par les acquisitions d'entreprises rentables tout en évoluant à travers des conditions économiques moins favorables au Canada et un changement de ligne de produits aux États-Unis.

Chaque secteur a apporté sa contribution au succès de la Société.

#### Secteur de la Peinture et produits connexes (États-Unis) :

Ce secteur a été actif du point de vue des acquisitions d'entreprises en concluant 7 ententes en cours d'année, selon la stratégie de ce secteur, ajoutant 45 emplacements avant les opportunités de synergies. Leurs intégrations progressent tel que prévu et produit déjà les résultats attendus. De plus, un nouveau centre de distribution a été ouvert sur la Côte Est afin de mieux servir les clients.

L'équipe américaine de FinishMaster continue de travailler sur des initiatives organiques afin de stimuler la croissance future. L'optimisation des conditions d'achats au courant de l'année est proportionnelle à l'augmentation de volume. De plus, ce secteur a effectué un changement de ligne de produits dans le deuxième semestre de l'année.

### **Secteur des Produits automobiles (Canada) :**

L'année 2016 a été une année de transformation au Canada avec l'accélération de la mise en place des initiatives des magasins corporatifs et le lancement du programme BUMPER TO BUMPER ainsi que de la marque FINISHMASTER. Ces initiatives sont complémentaires à l'engagement envers leurs grossistes indépendants.

Ce secteur a ajouté 12 emplacements corporatifs BUMPER TO BUMPER et 4 emplacements FINISHMASTER à son réseau national en croissance. BUMPER TO BUMPER, un nouveau programme et une nouvelle marque pour les clients indépendants et magasins corporatifs, a été lancé et accéléré au cours de l'année. Les investissements dans le programme des magasins corporatifs se poursuivent en bâtissant la structure, avec notamment une équipe de direction dédiée, l'implantation des processus et le début du déploiement d'un système de point de ventes (POS). L'élaboration de la structure se poursuivra en 2017 lorsque des emplacements de magasins seront ajoutés.

### **Secteur Corporatif et autres :**

Du côté corporatif, des stratégies ont été initiées en regard de la gestion de la trésorerie, de l'amélioration de la performance, de l'atténuation des risques et ultimement d'une plus grande valeur pour les investisseurs, telle que :

- le renouvellement et l'ajout d'ententes de financement des comptes fournisseurs, qui devraient affecter positivement la situation de la trésorerie en 2017;
- les négociations avec les fournisseurs de technologies de l'information et le déploiement d'une solution d'internalisation des serveurs qui devraient générer des économies à partir du deuxième semestre de 2017;
- l'amendement des facilités de crédit en prolongeant la date d'échéance jusqu'au 30 juin 2020;
- la couverture de la rémunération à base d'actions ainsi que de certains créditeurs importants afin de réduire les risques financiers relatifs au prix de l'action et à la variation du taux de change; et
- le fractionnement des actions ordinaires à raison de 2 pour 1 afin d'augmenter le nombre d'actions en circulation et de faciliter l'accessibilité auprès des investisseurs ainsi que les rachats d'actions et la nouvelle offre publique de rachat d'actions afin d'améliorer la valeur pour les actionnaires.

## **EXERCICE 2015**

### ***Vente des actifs nets et libre de dettes***

*La Société continue de mettre l'accent sur la croissance de ses principales unités d'affaires afin de renforcer leur position de leader et a annoncé, le 9 février 2015, une entente visant la vente des actifs nets de Uni-Select USA, Inc. et Beck/Arnley Worldparts, Inc. Le 1er juin 2015, la Société a conclu la vente de ces actifs nets.*

À la suite de l'annonce de l'entente, la Société a rationalisé ses activités corporatives, a accéléré la réduction de la dette et était en position de trésorerie nette. Par conséquent, la Société a annoncé son intention de poursuivre sa croissance à l'aide des acquisitions afin de tirer profit de sa position financière avantageuse.

Le modèle d'affaires qui inclut des magasins corporatifs au Canada fut un tournant en 2015; 27 magasins ont été acquis au courant de l'année. Le secteur de la Peinture et des produits connexes (États-Unis) a aussi été actif avec 7 acquisitions complétées au courant de l'année. Ces acquisitions ont ajouté 34 magasins au réseau.

Les résultats de la période découlaient des diverses initiatives prises par la Société. La croissance organique de 2,6 % a été le résultat de l'approche centrée sur le client, procurant une expérience client supérieure. La marge du BAIIA ajustée s'est quant à elle améliorée de 0,9 % bénéficiant notamment de la vente des actifs nets, de la performance des opérations restantes ainsi que de la rentabilité des entreprises acquises.

## **EXERCICE 2014**

### ***Restructuration et réduction de la dette***

*La Société poursuit l'exécution de son Plan d'action afin d'optimiser ses opérations en réduisant le niveau de ses stocks et en réalisant ses objectifs de réduction de coûts.*

La Société a amélioré sa rentabilité en tirant avantage du Plan d'action, des initiatives de réductions de coûts en cours et de l'optimisation de sa chaîne d'approvisionnement. La Société a aussi profité de ses solutions technologiques et des outils additionnels pour gérer ses activités quotidiennes et obtenir de l'information en temps réel sur les opérations et les inventaires, ce qui a permis de réduire les temps de réponse. La Société a ainsi été en mesure d'améliorer son BAIIA ajusté comparativement à l'exercice précédent.

La croissance organique positive fut marquée par les efforts de recrutement de nouveaux clients, l'adhésion intensifiée aux programmes de bannières et les occasions d'affaires dans la distribution de peinture. Par-dessus tout, la Société visait à améliorer l'expérience et la satisfaction de ses clients grâce à une offre de produits sélectionnés et des solutions personnalisées.

L'amélioration de la rentabilité combinée avec l'optimisation des contrôles sur la trésorerie ont permis à la Société de réduire sa dette de 80 698 \$, en excluant les débiteurs convertibles de 44 525 \$ et les acquisitions nettes d'entreprises de 18 735 \$. Le 11 décembre 2014, la Société a annoncé le rachat de ses débiteurs convertibles aux fins d'annulation le 1er février 2015.

## MESURES FINANCIÈRES AUTRES QUE LES IFRS

L'information comprise dans ce rapport comporte certains renseignements qui ne sont pas des mesures du rendement conformes aux IFRS. Les mesures financières autres que les IFRS n'ont pas de signification normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, il est peu probable qu'elles soient comparables à des définitions similaires présentées par d'autres sociétés. La Société croit que les lecteurs du présent document tiennent compte de ces mesures de rendement aux fins de compréhension ou d'analyse.

Le tableau suivant présente les définitions des termes utilisés par la Direction qui ne sont pas définis selon les IFRS.

<b>Croissance organique</b> <sup>(1)</sup>	Cette mesure consiste à quantifier l'augmentation des ventes consolidées pro forma entre deux périodes données, en excluant l'impact des acquisitions, des ventes et fermetures de magasins, des actifs nets vendus, des variations du taux de change et, lorsqu'il y a lieu, de la différence du nombre de jours de facturation. Cette mesure aide Uni-Sélect à juger l'évolution intrinsèque des ventes générées par sa base opérationnelle par rapport au reste du marché. La détermination du taux de croissance organique, qui est fondée sur des constats raisonnables aux yeux de la Direction, pourrait différer des taux de croissance organique réels.
<b>BAIIA</b> <sup>(1)</sup>	Le BAIIA représente le résultat net excluant les charges financières, l'amortissement, la quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et l'impôt sur le résultat. Il s'agit d'un indicateur financier mesurant la capacité d'une société de rembourser et d'assumer ses dettes. Les investisseurs ne doivent pas le considérer comme un critère remplaçant les ventes ou le résultat net, ni comme un indicateur des résultats d'exploitation ou de flux de trésorerie, ni comme un paramètre de mesure de liquidité, mais comme une information additionnelle.
<b>BAIIA ajusté, résultat ajusté et résultat ajusté par action</b> <sup>(1)</sup>	<p>La Direction utilise le BAIIA ajusté, le résultat ajusté ainsi que le résultat ajusté par action pour évaluer le BAIIA, le résultat net et le résultat par action provenant des activités d'exploitation, excluant certains ajustements, nets d'impôt sur le résultat (pour le résultat ajusté et le résultat ajusté par action), qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité des résultats financiers de la Société. Selon la Direction, ces mesures sont plus représentatives de la performance opérationnelle de la Société et plus appropriées pour fournir de l'information additionnelle.</p> <p>Ces ajustements correspondent, entre autres, aux frais de restructuration et autres, à la dépréciation et frais de transaction relatifs à la vente des actifs nets et aux frais de fermeture et de cession de magasins. Le fait d'exclure ces éléments ne veut pas dire qu'ils sont non récurrents.</p>
<b>Marge du BAIIA et marge du BAIIA ajusté</b> <sup>(1)</sup>	La marge du BAIIA est un pourcentage qui correspond au BAIIA divisé par les ventes. La marge du BAIIA ajusté est un pourcentage qui correspond au BAIIA ajusté divisé par les ventes.
<b>Flux de trésorerie disponibles</b> <sup>(2)</sup>	<p>Cette mesure correspond aux flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation selon les tableaux consolidés des flux de trésorerie, ajustés des éléments suivants : la variation des éléments du fonds de roulement, la quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, les acquisitions d'immobilisations corporelles et la différence entre la somme versée relativement aux avantages postérieurs à l'emploi et la dépense de l'exercice. Uni-Sélect considère les flux de trésorerie disponibles comme un important indicateur de la solidité financière et du rendement des opérations, car ils révèlent le montant des fonds disponibles pour gérer la croissance du fonds de roulement, payer les dividendes, rembourser la dette, réinvestir dans la Société et profiter des différentes opportunités de marché qui se présentent.</p> <p>Les flux de trésorerie disponibles excluent certaines variations dans les éléments du fonds de roulement (dont les débiteurs et autres recevables, les stocks et les créditeurs et charges à payer) et autres fonds générés et utilisés selon les tableaux des flux de trésorerie. Par conséquent, ils ne devraient pas être considérés comme une alternative aux tableaux consolidés des flux de trésorerie ou comme une mesure de liquidité, mais comme une information additionnelle.</p>

<b>Endettement total net <sup>(3)</sup></b>	Cette mesure correspond à la dette à long terme incluant les versements exigibles à court terme (selon la note 18 aux états financiers consolidés), nette de la trésorerie.
<b>Ratio d'endettement total net sur l'endettement total net plus le total des capitaux propres <sup>(3)</sup></b>	Ce ratio correspond à l'endettement total net divisé par la somme de l'endettement total net et du total des capitaux propres.
<b>Ratio de la dette à long terme sur le total des capitaux propres <sup>(3)</sup></b>	Ce ratio correspond à la dette à long terme incluant les versements exigibles à court terme (selon la note 18 aux états financiers consolidés), divisée par le total des capitaux propres.
<b>Ratio de la dette financée par emprunt sur le BAIIA ajusté <sup>(3)</sup></b>	Ce ratio correspond à l'endettement total net sur le BAIIA ajusté.
<b>Rendement ajusté du total des capitaux propres moyens <sup>(3)</sup></b>	Ce ratio correspond au résultat net ajusté <sup>(1)</sup> divisé par le total des capitaux propres moyen.

<sup>(1)</sup> Voir la section « Analyse des résultats consolidés » pour un rapprochement quantitatif entre les mesures financières autres que les IFRS et celles les plus directement comparables conformément aux IFRS.

<sup>(2)</sup> Voir la section « Flux de trésorerie » pour un rapprochement quantitatif entre les mesures financières autres que les IFRS et celles les plus directement comparables conformément aux IFRS.

<sup>(3)</sup> Voir la section « Structure de capital » pour plus de renseignements.

## ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Les données en dollars de 2016 varient comparativement à celles de 2015, puisque la période de douze mois de 2015 comprend cinq mois d'activités de Uni-Select USA, Inc. et Beck/Arnley Worldparts, Inc., vendues le 1er juin 2015. Les explications sont fournies basées sur le pourcentage des ventes.

### VENTES

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2016	2015	2016	2015
États-Unis	180 758	153 558	752 864	918 078
Canada	110 228	105 663	444 455	437 356
<b>Ventes</b>	<b>290 986</b>	<b>259 221</b>	<b>1 197 319</b>	<b>1 355 434</b>
Ventes des actifs nets vendus	-	-	-	(299 267)
<b>Ventes nettes des ventes des actifs nets vendus</b>	<b>290 986</b>	<b>259 221</b>	<b>1 197 319</b>	<b>1 056 167</b>
		%		%
<b>Variation des ventes</b>	<b>31 765</b>	<b>12,3</b>	<b>141 152</b>	<b>13,4</b>
Impact de la conversion du dollar canadien	266	0,1	14 244	1,4
Nombre de jours de facturation	3 301	1,3	(979)	(0,1)
Impact des actifs nets vendus	1 405	0,5	5 430	0,5
Acquisitions et autres	(39 570)	(15,3)	(157 939)	(15,0)
<b>Croissance organique consolidée</b>	<b>(2 833)</b>	<b>(1,1)</b>	<b>1 908</b>	<b>0,2</b>

#### QUATRIÈME TRIMESTRE

La croissance de 12,3 % du trimestre, comparativement au trimestre correspondant de 2015, a été propulsée par les ventes provenant des récentes acquisitions d'entreprises, majoritairement situées aux États-Unis, lesquelles ont ajouté 39 570 \$ de ventes, soit un apport de 15,3 %.

La Société a présenté une croissance organique négative de 1,1 %. Le secteur de la Peinture et produits connexes (États-Unis) a eu une croissance organique négative de 2,5 % relative au changement de ligne de produits. Sans cet impact, ce secteur aurait eu une croissance organique d'environ 4,1 %, alors que la croissance organique consolidée serait d'environ 2,8 %. Propulsé par les provinces de l'Ouest, le secteur des Produits automobiles (au Canada) a retrouvé de la vigueur, enregistrant une croissance organique de 1,0 %.

#### PÉRIODE DE DOUZE MOIS

Les ventes ont augmenté de 13,4 %, comparativement à la période correspondante de 2015, une fois les ventes des actifs nets vendus exclues. Cette performance provient des ventes réalisées par les récentes acquisitions d'entreprises, lesquelles représentent 157 939 \$ ou 15,0 %, et qui ont surpassé l'impact de la dépréciation du dollar canadien lors de sa conversion en dollar américain, pénalisant les ventes de 14 244 \$ ou 1,4 %.

La croissance organique de 0,2 % est attribuable aux clients actuels et au recrutement net de clients dans le secteur de la Peinture et produits connexes (États-Unis), qui a été partiellement contrebalancé par le changement de ligne de produits ainsi que par les conditions économiques moins favorables, ajoutant de la pression sur la performance annuelle du secteur des Produits automobiles (au Canada).

## MARGE BRUTE

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2016	2015	2016	2015
<b>Marge brute</b>	<b>92 644</b>	77 532	<b>366 602</b>	402 617
<i>En % des ventes</i>	<b>31,8 %</b>	29,9 %	<b>30,6 %</b>	29,7 %

### QUATRIÈME TRIMESTRE

La marge brute a augmenté de 1,9 % en pourcentage des ventes, comparativement au trimestre correspondant de 2015, bénéficiant des acquisitions d'entreprises rentables ainsi que des conditions d'achats optimisées.

Ces améliorations ont été réduites par une composition différente de revenus.

### PÉRIODE DE DOUZE MOIS

L'augmentation de 0,9 % de la marge brute en pourcentage des ventes, comparativement à la période correspondante de 2015, est principalement expliquée par les acquisitions d'entreprises rentables ainsi que les conditions d'achats optimisées.

Ces facteurs favorables ont été partiellement contrebalancés par :

- les actifs nets vendus, qui avaient une marge brute plus élevée en pourcentage des ventes que les activités restantes compte tenu d'une composition différente de magasins et d'entrepôts; et
- une composition différente de revenus.

## AVANTAGES DU PERSONNEL

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2016	2015	2016	2015
<b>Avantages du personnel</b>	<b>44 974</b>	42 272	<b>175 621</b>	213 666
<i>En % des ventes</i>	<b>15,5 %</b>	16,3 %	<b>14,7 %</b>	15,8 %

### QUATRIÈME TRIMESTRE

Les avantages du personnel, en pourcentage des ventes, se sont améliorés de 0,8 % comparativement au trimestre correspondant de 2015. Cette amélioration est principalement reliée à la réduction des bonis et autres plans incitatifs en 2016, directement attribuable à la rationalisation des activités corporatives. De plus, les montants de 2015 incluait des réclamations d'assurances imprévues dans le secteur de la Peinture et produits connexes (États-Unis), lesquelles ne se sont pas reproduites en 2016.

Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par des réclamations d'assurances provenant d'anciens employés de Uni-Select USA, Inc. et Beck/Arnley Worldparts, Inc., vendus le 1er juin 2015 et pour lesquelles la Société demeure responsable après la disposition, ainsi que des dépenses de rémunération requises pour les initiatives des magasins corporatifs du secteur des Produits automobiles (au Canada).

### PÉRIODE DE DOUZE MOIS

Les avantages du personnel, en pourcentage des ventes, se sont améliorés de 1,1 % comparativement à la période correspondante de 2015, principalement en regard de la vente des actifs nets, dont les avantages du personnel étaient plus élevés en pourcentage de ventes que les activités restantes, ainsi qu'aux mêmes facteurs mentionnés dans le trimestre.

## AUTRES DÉPENSES D'EXPLOITATION

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2016	2015	2016	2015
<b>Autres dépenses d'exploitation</b>	<b>23 846</b>	11 936	<b>84 879</b>	91 977
<i>En % des ventes</i>	<b>8,2 %</b>	4,6 %	<b>7,1 %</b>	6,8 %

### QUATRIÈME TRIMESTRE

Les autres dépenses d'exploitation, en pourcentage des ventes, ont augmenté de 3,6 % comparativement au trimestre correspondant de 2015 et ont été affectées par :

- des gains nets de 3 301 \$ lors du rachat de la quote-part restante des coentreprises comptabilisé en 2015;
- des synergies négatives à la suite de la vente des actifs nets, principalement relatives au progiciel de gestion intégré et à son entretien;
- une augmentation générale des honoraires professionnels, notamment pour les frais d'acquisitions et d'intégration; et
- des dépenses d'exploitation plus élevées, en pourcentage des ventes, essentiellement relatives aux entreprises acquises, une situation temporaire jusqu'à la réalisation des intégrations et des synergies.

### PÉRIODE DE DOUZE MOIS

Les autres dépenses d'exploitation, en pourcentage des ventes, ont augmenté de 0,3 % comparativement à la période correspondante de 2015. Cette augmentation est principalement attribuable aux actifs nets vendus, qui avaient des dépenses plus élevées en pourcentage des ventes que les activités restantes et ayant été partiellement contrebalancée par les mêmes facteurs que ceux mentionnés dans le trimestre.

## FRAIS DE RESTRUCTURATION ET AUTRES

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2016	2015	2016	2015
<b>Frais de restructuration et autres</b>	<b>(746)</b>	1 932	<b>(746)</b>	5 328

À la fin de l'exercice 2016, la Société a révisé sa provision et a renversé un montant de 746 \$ relatif aux contrats déficitaires à la suite des récentes négociations avec ses fournisseurs de technologies de l'information. En 2015, à la suite de la vente des actifs nets, la Société a comptabilisé des frais de restructuration et autres de 1 932 \$ (8 234 \$ pour la période de douze mois) relativement à la rationalisation des activités corporatives, en regard d'indemnités de départ, de frais de relocalisation pour certains sites et de contrats déficitaires. Ces frais ont été partiellement contrebalancés par un renversement de 2 906 \$ relatif au Plan d'action mis en place le 11 juillet 2013, lequel s'est terminé lors de la clôture de la vente des actifs nets.

*(Pour plus de renseignements, voir la note 4 aux états financiers consolidés.)*

## DÉPRÉCIATION ET FRAIS DE TRANSACTION RELATIFS À LA VENTE DES ACTIFS NETS

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2016	2015	2016	2015
<b>Dépréciation et frais de transaction relatifs à la vente des actifs nets</b>	<b>-</b>	(2 578)	<b>-</b>	144 968

Les frais de 2015 étaient relatifs à la vente de la quasi-totalité des actifs de Uni-Select USA, Inc. et Beck/Arnley Worldparts, Inc. La Société a comptabilisé une dépréciation des immobilisations incorporelles (principalement des logiciels et relations clients) pour un montant de 65 398 \$ et une dépréciation d'une portion du goodwill pour un montant de 57 715 \$. La Société a aussi comptabilisé des frais de transaction relatifs à la vente des actifs nets de 21 855 \$. La Société a révisé ses frais de transaction au cours du quatrième trimestre de 2015, reflétant un renversement de 2 578 \$.

*(Pour plus de renseignements, voir la note 5 aux états financiers consolidés.)*

## BAIIA

	Quatrième trimestre			Période de douze mois		
	2016	2015	%	2016	2015	%
<b>Résultat net</b>	<b>12 695</b>	13 941		<b>58 265</b>	(40 221)	
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	<b>5 487</b>	5 213		<b>28 137</b>	(32 814)	
Quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence	-	629		-	533	
Amortissement	<b>5 224</b>	3 334		<b>15 962</b>	13 174	
Charges financières, montant net	<b>1 164</b>	853		<b>4 484</b>	6 006	
<b>BAIIA</b>	<b>24 570</b>	23 970		<b>106 848</b>	(53 322)	
Frais de restructuration et autres charges	<b>(746)</b>	1 932		<b>(746)</b>	5 328	
Dépréciation et frais de transaction relatifs à la vente des actifs nets	-	(2 578)		-	144 968	
Passifs additionnels relatifs à la vente des actifs nets <sup>(1)</sup>	<b>1 526</b>	-		<b>1 526</b>	-	
Gains nets lors du rachat de quotes-parts restantes dans des coentreprises <sup>(2)</sup>	-	(3 301)		-	(3 301)	
Frais liés à l'optimisation du réseau et à la fermeture et cession de magasins <sup>(3)</sup>	-	-		-	2 930	
<b>BAIIA ajusté</b>	<b>25 350</b>	20 023	26,6	<b>107 628</b>	96 603	11,4
<i>Marge du BAIIA ajusté</i>	<b>8,7 %</b>	7,7 %		<b>9,0 %</b>	7,1 %	

<sup>(1)</sup> Ces passifs sont relatifs aux réclamations d'assurances additionnelles d'anciens employés d'Uni-Select USA, Inc. et Beck/Arnley Worldparts, Inc., vendus le 1er juin 2015, pour lesquels la Société demeure responsable après la disposition.

<sup>(2)</sup> Les gains nets résultent de la réévaluation à la juste valeur, des titres de participation dans les coentreprises, détenus immédiatement avant l'obtention du contrôle.

<sup>(3)</sup> Correspondent principalement aux frais de manutention et de transport nécessaires au transfert des stocks.

QUATRIÈME TRIMESTRE	PÉRIODE DE DOUZE MOIS
La marge du BAIIA ajusté s'est améliorée de 1,0 % comparativement au trimestre correspondant de 2015 et provient des facteurs suivants :	La marge du BAIIA ajusté, comparativement à la période correspondante de 2015, s'est améliorée de 1,9 % et provient de la combinaison de :
<ul style="list-style-type: none"> <li>- l'optimisation des conditions d'achats; et</li> <li>- la réduction des bonis et des autres plans incitatifs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- la vente des actifs nets, qui avaient une marge du BAIIA moins élevée que les activités restantes;</li> <li>- l'optimisation des conditions d'achats;</li> <li>- la diminution des bonis et des autres plans incitatifs; et</li> <li>- les acquisitions d'entreprises rentables.</li> </ul>
Ces facteurs ont partiellement été contrebalancés par :	Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par les synergies négatives à la suite de la vente des actifs nets, les investissements en cours requis relativement à la mise en place des initiatives des magasins corporatifs, ainsi que les frais d'acquisition et d'intégration.
<ul style="list-style-type: none"> <li>- les synergies négatives à la suite de la vente des actifs nets;</li> <li>- l'augmentation des honoraires professionnels notamment les frais d'acquisition et d'intégration; et</li> <li>- les investissements en cours requis pour supporter les initiatives des magasins corporatifs.</li> </ul>	

## CHARGES FINANCIÈRES, MONTANT NET

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2016	2015	2016	2015
<b>Charges financières, montant net</b>	<b>1 164</b>	853	<b>4 484</b>	6 006

### QUATRIÈME TRIMESTRE

L'augmentation des charges financières, comparativement au trimestre correspondant de 2015, est principalement attribuable à une augmentation de la dette moyenne provenant des récentes acquisitions d'entreprises et générant des frais d'emprunt plus élevés.

### PÉRIODE DE DOUZE MOIS

La diminution des charges financières, comparativement à la période correspondante de 2015, est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- la résiliation des contrats de swaps au cours du deuxième trimestre de 2015; et
- le rachat des débetures convertibles pour fins d'annulation le 1er février 2015.

(Pour plus de renseignements, voir la note 6 aux états financiers consolidés.)

## AMORTISSEMENT

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2016	2015	2016	2015
<b>Amortissement</b>	<b>5 224</b>	3 334	<b>15 962</b>	13 174

### QUATRIÈME TRIMESTRE

L'augmentation de l'amortissement, comparativement au trimestre correspondant de 2015, est principalement attribuable aux récentes acquisitions d'entreprises, notamment en regard aux immobilisations incorporelles.

### PÉRIODE DE DOUZE MOIS

L'augmentation de l'amortissement, comparativement à la période correspondante de 2015, est principalement attribuable aux acquisitions d'entreprises nettes.

(Pour plus de renseignements, voir la note 7 aux états financiers consolidés.)

## CHARGE (RECouvreMENT) D'IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2016	2015	2016	2015
<b>Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat</b>	<b>5 487</b>	5 213	<b>28 137</b>	(32 814)
<i>Taux d'imposition</i>	<b>30,2 %</b>	27,2 %	<b>32,6 %</b>	44,9 %

### QUATRIÈME TRIMESTRE

La variation, comparativement au trimestre correspondant de 2015, est principalement attribuable à une pondération géographique différente du résultat avant impôt sur le résultat, ainsi qu'à des gains en capital taxable à un taux moins élevé inclus dans les résultats de 2015.

### PÉRIODE DE DOUZE MOIS

La variation, comparativement à la période correspondante de 2015, est principalement attribuable à :

- la dépréciation et les frais de transaction relatifs à la vente des actifs nets en 2015;
- une pondération géographique différente du résultat avant impôt sur le résultat en 2016; et
- une diminution des bénéfices fiscaux provenant de la structure de financement en 2016 à la suite de la vente des actifs nets en 2015.

(Pour plus de renseignements, voir la note 8 aux états financiers consolidés.)

## RÉSULTAT ET RÉSULTAT PAR ACTION

Le tableau suivant présente une conciliation du résultat ajusté et du résultat par action ajusté :

	Quatrième trimestre			Période de douze mois		
	2016	2015	%	2016	2015	%
Résultat net attribuable aux actionnaires, tel que présenté	12 695	13 941		58 265	(40 221)	
Frais de restructuration et autres, nets d'impôt	(539)	1 406		(539)	4 026	
Dépréciation et frais de transaction relatifs à la vente des actifs nets, nets d'impôt	-	(2 058)		-	93 529	
Passifs additionnels relatifs à la vente des actifs nets, nets d'impôt	912	-		912	-	
Gains nets lors du rachat de quotes-parts restantes dans des coentreprises, nets d'impôt	-	(2 245)		-	(2 245)	
Frais liés à l'optimisation du réseau et à la fermeture et cession des magasins, nets d'impôt	-	-		-	1 750	
<b>Résultat ajusté</b>	<b>13 068</b>	11 044	18,3	<b>58 638</b>	56 839	3,2
Résultat net par action attribuable aux actionnaires, tel que présenté	0,30	0,33		1,37	(0,94)	
Frais de restructuration et autres, nets d'impôt	(0,01)	0,03		(0,01)	0,10	
Dépréciation et frais de transaction relatifs à la vente des actifs nets, nets d'impôt	-	(0,05)		-	2,18	
Passifs additionnels relatifs à la vente des actifs nets, nets d'impôt	0,02	-		0,02	-	
Gains nets lors du rachat de quotes-parts restantes dans des coentreprises, nets d'impôt	-	(0,05)		-	(0,05)	
Frais liés à l'optimisation du réseau et à la fermeture et cession des magasins, nets d'impôt	-	-		-	0,04	
<b>Résultat par action ajusté</b>	<b>0,31</b>	0,26	19,2	<b>1,38</b>	1,33	3,8

La conversion du dollar canadien en dollar américain n'a pas eu d'impact sur le résultat par action comparativement au trimestre correspondant de 2015 et a eu un impact de 0,02 \$ comparativement à la période de douze mois correspondante de 2015.

## RÉSULTATS D'EXPLOITATION TRIMESTRIELS CONSOLIDÉS

Historiquement, les ventes de la Société sont plus importantes au cours des deuxième et troisième trimestres comparativement aux premiers et quatrième trimestres. Récemment, les ventes ont été affectées par les acquisitions d'entreprises, les dispositions ainsi que par l'impact de la conversion du dollar canadien au dollar américain. La Société réalise des profits dans chacun des trimestres. Il convient, toutefois, de noter que les résultats nets de certains trimestres ont été affectés par des éléments non récurrents.

Le tableau suivant résume les principales informations financières tirées des états financiers consolidés intermédiaires pour chacun des huit derniers trimestres.

	2016				2015			
	Quatrième trimestre	Troisième trimestre	Deuxième trimestre	Premier trimestre	Quatrième trimestre	Troisième trimestre	Deuxième trimestre	Premier trimestre
Ventes								
États-Unis	180 758	202 215	196 478	173 413	153 558	162 040	281 227	321 253
Canada	110 228	116 330	127 280	90 617	105 663	114 189	127 072	90 432
	290 986	318 545	323 758	264 030	259 221	276 229	408 299	411 685
BAIIA	24 570	30 836	29 739	21 703	23 970	25 938	19 035	(122 265)
BAIIA ajusté	25 350	30 836	29 739	21 703	20 023	26 038	31 051	19 491
Marge du BAIIA ajusté	8,7 %	9,7 %	9,2 %	8,2 %	7,7 %	9,4 %	7,6 %	4,7 %
Frais de restructuration et autres <sup>(1)</sup>	(746)	-	-	-	1 932	100	(1 730)	5 026
Dépréciation et frais de transaction relatifs à la vente des actifs nets <sup>(2)</sup>	-	-	-	-	(2 578)	-	13 544	134 002
Résultat net	12 695	17 281	16 806	11 483	13 941	15 747	12 373	(82 282)
Résultat ajusté	13 068	17 281	16 806	11 483	11 044	15 808	19 954	10 033
Résultat net de base par action <sup>(3)</sup>	0,30	0,41	0,40	0,27	0,33	0,37	0,29	(1,94)
Résultat ajusté de base par action <sup>(3)</sup>	0,31	0,41	0,40	0,27	0,26	0,37	0,47	0,24
Résultat net dilué par action <sup>(3)</sup>	0,30	0,41	0,40	0,27	0,32	0,36	0,29	(1,94)
Dividende déclaré par action (\$CAN) <sup>(3)</sup>	0,085	0,085	0,085	0,080	0,080	0,080	0,080	0,075
Taux de change moyen des résultats	0,75:1 \$	0,77:1 \$	0,78:1 \$	0,73:1 \$	0,75:1 \$	0,76:1 \$	0,81:1 \$	0,81:1 \$

<sup>(1)</sup> En 2016, la Société a révisé ses provisions et a renversé un montant de 746 \$ relatifs aux contrats déficitaires à la suite des récentes négociations avec ses fournisseurs d'impartition technologique. Le renversement des frais de restructuration et autres en 2015 est attribuable au Plan d'action qui a été mis en place le 11 juillet 2013 et s'est terminé lors de la clôture de la vente des actifs nets en juin 2015. En 2015, la Société a engagé d'autres charges pour rationaliser les activités corporatives ainsi que relocaliser certains emplacements.

<sup>(2)</sup> Ces charges résultent de la dépréciation d'actifs incorporels (principalement des logiciels et relations clients), de la dépréciation d'une portion du goodwill ainsi que de frais de transaction relatifs à la vente des actifs nets de Uni-Select USA, Inc. et Beck/Arnley Worldparts, Inc. le 1er juin 2015.

<sup>(3)</sup> Fractionnement des actions ordinaires à raison de 2 pour 1 le 11 mai 2016 pour les actionnaires inscrits le 6 mai 2016. Afin de refléter l'incidence de ce fractionnement, les informations portant sur le nombre d'actions ordinaires ont été retraitées de façon rétrospective.

# ANALYSE DES RÉSULTATS PAR SECTEUR

## INFORMATION SECTORIELLE

La Société a trois secteurs d'activités :

**Peinture et produits connexes (États-Unis) :** distribution de peintures automobile et industrielle et d'accessoires connexes représentant FinishMaster, Inc. au sein du marché américain.

**Produits automobiles (au Canada en 2016) :** distribution de produits destinés au marché secondaire de l'automobile, incluant la peinture automobile et industrielle et les accessoires connexes, à travers le réseau canadien (le marché secondaire de l'automobile américain était inclus en 2015 jusqu'à la clôture de la vente des actifs nets le 1er juin 2015).

**Corporatif et autres :** dépenses du siège social et aux autres dépenses principalement liées à la structure de financement.

La mesure de rentabilité utilisée par la Société pour évaluer la performance des résultats obtenus est le BAIIA.

## RÉSULTAT D'EXPLOITATION – PEINTURE ET PRODUITS CONNEXES (ÉTATS-UNIS)

### Ventes

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2016	2015	2016	2015
Ventes avant ventes intersectorielles	180 758	153 558	752 864	623 901
Ventes intersectorielles	-	-	-	(5 090)
<b>Ventes</b>	<b>180 758</b>	<b>153 558</b>	<b>752 864</b>	<b>618 811</b>
		%		%
<b>Variation des ventes</b>	<b>27 200</b>	<b>17,7</b>	<b>134 053</b>	<b>21,7</b>
Nombre de jours de facturation	2 377	1,5	-	-
Impact des actifs nets vendus	1 405	0,9	5 430	0,9
Acquisitions et autres	(34 857)	(22,6)	(132 953)	(21,5)
<b>Croissance organique</b>	<b>(3 875)</b>	<b>(2,5)</b>	<b>6 530</b>	<b>1,1</b>

### QUATRIÈME TRIMESTRE

Les ventes de ce secteur ont augmenté de 17,7 %, comparativement au trimestre correspondant de 2015, propulsées par les récentes acquisitions d'entreprises, qui représente une croissance de 22,6 %.

Ce secteur a enregistré une croissance organique négative de 2,5 % impactée par l'implantation d'un changement de ligne de produits, consolidant l'offre des produits. Sans cet impact, ce secteur aurait comptabilisé une croissance organique d'environ 4,1 %, un résultat relié aux efforts de l'équipe de ventes pour attirer des nouveaux clients ainsi qu'en bénéficiant de ses relations avec les clients existants dans un objectif de croissance commune.

### PÉRIODE DE DOUZE MOIS

L'augmentation de 21,7 % des ventes de ce secteur, comparativement à la période correspondante de 2015, est le résultat des récentes acquisitions d'entreprises, qui représente une croissance de 21,5 %.

La croissance organique de 1,1 %, comparativement à la période correspondante de 2015, résulte des efforts de l'équipe de ventes pour contrebalancer l'impact du changement de ligne de produits. Sans cet impact, le secteur aurait comptabilisé une croissance organique d'environ 3,8 %.

## BAIIA

	Quatrième trimestre			Période de douze mois		
	2016	2015	%	2016	2015	%
<b>BAIIA</b>	<b>21 686</b>	16 378		<b>93 393</b>	69 991	
Frais de restructuration et autres	-	-		-	440	
<b>BAIIA ajusté</b>	<b>21 686</b>	16 378	32,4	<b>93 393</b>	70 431	32,6
<i>Marge du BAIIA ajusté</i>	<b>12,0 %</b>	10,7 %		<b>12,4 %</b>	11,4 %	

### QUATRIÈME TRIMESTRE

### PÉRIODE DE DOUZE MOIS

La marge du BAIIA a augmenté de 1,3 %, comparativement au trimestre correspondant de 2015, à la suite de l'optimisation des conditions d'achats qui ont été en partie contrebalancées par l'évolution de la composition de revenus, les frais d'acquisition et d'intégration ainsi que la diminution de l'absorption des coûts en raison de la croissance organique négative.

L'intégration des acquisitions progresse au rythme attendu et 5 emplacements ont été consolidés au cours du trimestre, comme prévu au plan d'intégration.

La marge du BAIIA ajusté a augmenté de 1,0 %, comparativement à la période correspondante de 2015 et reflète essentiellement les mêmes facteurs que ceux mentionnés dans le trimestre ainsi que la contribution des récentes acquisitions d'entreprises rentables.

## RÉSULTAT D'EXPLOITATION – PRODUITS AUTOMOBILES (AU CANADA EN 2016)

Les données en dollars de 2016 varient comparativement à celles de 2015, puisque la période de douze mois de 2015 comprend cinq mois d'activités de Uni-Select USA, Inc. et Beck/Arnley Worldparts, Inc., vendues le 1er juin 2015.

### Ventes

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2016	2015	2016	2015
<b>Ventes totales</b>	<b>110 228</b>	105 663	<b>444 455</b>	736 623
Ventes des actifs nets vendus	-	-	-	(299 267)
<b>Ventes nettes des ventes des actifs nets vendus</b>	<b>110 228</b>	105 663	<b>444 455</b>	437 356
		%		%
<b>Variation des ventes</b>	<b>4 565</b>	<b>4,3</b>	<b>7 099</b>	<b>1,6</b>
Impact de la conversion du dollar canadien	266	0,3	14 244	3,2
Nombre de jours de facturation	924	0,9	(979)	(0,2)
Acquisitions et autres	(4 713)	(4,5)	(24 986)	(5,7)
<b>Croissance organique</b>	<b>1 042</b>	<b>1,0</b>	<b>(4 622)</b>	<b>(1,1)</b>

### QUATRIÈME TRIMESTRE

### PÉRIODE DE DOUZE MOIS

La croissance des ventes de ce secteur a atteint 4,3 %, comparativement au trimestre correspondant de 2015, principalement attribuable aux récentes acquisitions d'entreprises.

La croissance organique a repris de la vigueur vers la fin de l'exercice atteignant 1,0 % pour le trimestre grâce à la performance des provinces de l'Ouest. Cette amélioration a été contrebalancée par une diminution du volume des clients existants en raison des conditions économiques moins favorables dans le reste du Canada.

Les ventes ont augmenté de 1,6 %, comparativement à la période correspondante de 2015, une fois les ventes des actifs nets exclues. Les ventes générées par les récentes acquisitions d'entreprises ont surpassé l'impact de la dépréciation du dollar canadien lors de sa conversion en dollar américain, pénalisant les ventes de 14 244 \$ ou 3,2 % et la croissance organique négative.

La croissance organique est en deçà des attentes en raison d'un volume d'achats réduit provenant des clients actuels et découlant des conditions économiques moins favorables, de délais de livraison sur certains produits ainsi qu'une réduction des avantages provenant de l'augmentation des prix comparativement à 2015.

**BAIIA**

	Quatrième trimestre			Période de douze mois		
	2016	2015	%	2016	2015	%
<b>BAIIA</b>	<b>5 513</b>	13 019		<b>26 611</b>	(103 917)	
Frais de restructuration et autres	-	(433)		-	(3 339)	
Dépréciation et frais de transaction relatifs à la vente des actifs	-	(2 214)		-	144 523	
Gains nets lors du rachat de quotes-parts restantes dans des coentreprises <sup>(1)</sup>	-	(3 301)		-	(3 301)	
Frais liés à l'optimisation du réseau et à la fermeture et cession de magasins <sup>(2)</sup>	-	-		-	2 930	
<b>BAIIA ajusté</b>	<b>5 513</b>	7 071	(22,0)	<b>26 611</b>	36 896	(27,9)
<i>Marge du BAIIA ajusté</i>	<b>5,0 %</b>	6,7 %		<b>6,0 %</b>	5,0 %	

<sup>(1)</sup> Ces gains nets ont été réalisés lors de la réévaluation, à la juste valeur, des titres de participation dans les coentreprises, détenus immédiatement avant l'obtention du contrôle.

<sup>(2)</sup> Correspondent principalement aux frais de manutention et de transport nécessaires au transfert de stocks.

**QUATRIÈME TRIMESTRE**

La diminution de 1,7 % de la marge du BAIIA ajusté, comparativement au trimestre correspondant de 2015, est principalement attribuable à :

- une composition différente de revenus affectant la marge brute;
- des investissements en cours pour supporter les initiatives des magasins corporatifs incluant la stratégie de marque (BUMPER TO BUMPER – VOS EXPERTS EN PIÈCES D'AUTOS);
- et
- des frais d'intégration, nets des synergies, liés aux récentes acquisitions d'entreprises.

Des progrès ont été faits, comme planifiés, dans l'intégration des magasins corporatifs au Canada, incluant la stratégie de marque, les processus ainsi que l'implantation d'un nouveau système POS. Une fois complétées, ces activités devraient permettre des synergies additionnelles et une plus grande efficacité.

**PÉRIODE DE DOUZE MOIS**

L'amélioration de la marge du BAIIA ajusté de 1,0 %, comparativement à la période correspondante de 2015, est principalement attribuable à une performance plus faible en 2015 provenant des activités vendues le 1er juin 2015. Cette amélioration a été partiellement contrebalancée par :

- une absorption réduite des coûts fixes provenant de la croissance organique négative;
- des investissements en cours liés à la mise en place des initiatives des magasins corporatifs;
- une réduction des avantages provenant de l'augmentation des prix comparativement à 2015 ; et
- des frais d'acquisition et d'intégration liés aux récentes acquisitions d'entreprises.

## RÉSULTAT D'EXPLOITATION – CORPORATIF ET AUTRES

	Quatrième trimestre			Période de douze mois		
	2016	2015	%	2016	2015	%
<b>BAIIA</b>	<b>(2 629)</b>	(5 427)		<b>(13 156)</b>	(19 396)	
Frais de restructuration et autres	(746)	2 365		(746)	8 227	
Dépréciation et frais de transaction relatifs à la vente des actifs	-	(364)		-	445	
Passifs additionnels relatifs à la vente des actifs nets <sup>(1)</sup>	<b>1 526</b>	-		<b>1 526</b>	-	
<b>BAIIA ajusté</b>	<b>(1 849)</b>	(3 426)	46,0	<b>(12 376)</b>	(10 724)	15,4

<sup>(1)</sup> Ces passifs sont relatifs aux réclamations d'assurances additionnelles d'anciens employés d'Uni-Select USA, Inc. et Beck/Arnley Worldparts, Inc., vendues le 1er juin 2015.

QUATRIÈME TRIMESTRE	PÉRIODE DE DOUZE MOIS
<p>La variation positive, comparativement au trimestre correspondant de 2015, est principalement expliquée par la diminution des bonis et d'autres plans incitatifs à la suite de la rationalisation.</p> <p>Cette amélioration a été partiellement contrebalancée par les synergies négatives à la suite de la vente des actifs nets, incluant le progiciel de gestion intégré et son entretien. Par contre, la Société prévoit des économies à partir du deuxième semestre de 2017 à la suite des négociations avec ses fournisseurs de technologies de l'information et de l'internalisation des serveurs.</p>	<p>La variation, comparativement à la période correspondante de 2015, a été affectée par les synergies négatives à la suite de la vente des actifs nets.</p> <p>Ces dépenses ont été partiellement contrebalancées par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une diminution des bonis relatifs à la rationalisation des activités corporatives; et</li> <li>- une diminution de la dépense de rémunération à base d'actions relative au prix de l'action ainsi qu'à une diminution du nombre d'options, des UAD et UAP en circulation.</li> </ul>

## FLUX DE TRÉSORERIE

### FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2016	2015	2016	2015
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>	<b>54 931</b>	(17 290)	<b>136 905</b>	19 186

QUATRIÈME TRIMESTRE	PÉRIODE DE DOUZE MOIS
<p>Les activités d'exploitation ont généré des flux de trésorerie comparativement à une utilisation au trimestre correspondant de 2015. La variation est principalement expliquée par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une augmentation de l'utilisation du programme de financement des comptes fournisseurs relativement aux achats stratégiques de 2016; et</li> <li>- une amélioration du résultat d'exploitation provenant principalement des acquisitions d'entreprises rentables.</li> </ul>	<p>Les activités d'exploitation ont généré plus de flux de trésorerie comparativement à la période correspondante de 2015. La variation est expliquée par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une augmentation de l'utilisation du programme de financement des comptes fournisseurs relativement aux achats stratégiques de 2016;</li> <li>- une diminution des stocks résultant de la performance d'exploitation, alors que pour la même période en 2015, le niveau des stocks était à la hausse afin d'améliorer le taux de service et de minimiser l'impact des augmentations de prix prévues;</li> <li>- des remboursements d'impôt; et</li> <li>- une augmentation du résultat d'exploitation provenant principalement des acquisitions d'entreprises rentables, qui ont surpassé l'impact des actifs nets vendus.</li> </ul> <p>Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par des paiements en 2016, en vertu du programme de financement des comptes fournisseurs, dont un montant de 13 563 \$ qui était relatif aux activités vendues.</p>

## FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2016	2015	2016	2015
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>	<b>(27 850)</b>	(22 387)	<b>(211 549)</b>	245 005

### QUATRIÈME TRIMESTRE

La variation des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement, comparativement au trimestre correspondant de 2015, est principalement relative au renouvellement des incitatifs à long terme accordés aux clients du secteur de la Peinture et produits connexes.

### PÉRIODE DE DOUZE MOIS

Les activités d'investissement ont requis des flux de trésorerie en 2016 alors que lors de la période correspondante de 2015, des flux de trésoreries avaient été générés. La variation est principalement expliquée par un produit net de 321 001 \$ reçu en 2015 lors de la vente des actifs nets de Uni-Select USA, Inc. et Beck/Arnley Worldparts, Inc. Les flux de trésorerie ont été requis, en 2016, pour soutenir la stratégie de croissance par acquisitions ainsi que pour le renouvellement d'incitatifs à long terme accordés aux clients du secteur de la Peinture et produits connexes.

## FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2016	2015	2016	2015
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>	<b>(25 464)</b>	82 474	<b>5 370</b>	(166 166)

### QUATRIÈME TRIMESTRE

Les activités de financement ont requis des flux de trésorerie comparativement à des flux générés au trimestre correspondant de 2015. La variation s'explique par :

- le remboursement de la facilité de crédit en 2016, permis par la performance des activités; et
- l'utilisation de la facilité de crédit en 2015, notamment pour soutenir les besoins du fonds de roulement.

### PÉRIODE DE DOUZE MOIS

La variation des activités de financement s'explique principalement par :

- le remboursement de la facilité de crédit en 2015 à la suite de la vente des actifs nets de Uni-Select USA, Inc. et Beck/Arnley Worldparts, Inc.;
- les flux de trésorerie requis en 2015 pour racheter l'ensemble des débetures convertibles à des fins d'annulation; et
- l'utilisation de la facilité de crédit en 2016 pour soutenir la stratégie d'acquisitions d'entreprises et pour les rachats d'actions.

## FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2016	2015	2016	2015
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>	<b>54 931</b>	(17 290)	<b>136 905</b>	19 186
Variation des éléments de fonds de roulement	(28 522)	39 660	(17 720)	76 308
	<b>26 409</b>	22 370	<b>119 185</b>	95 494
Quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	629	-	533
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(4 790)	(2 994)	(9 755)	(17 150)
Différence entre la somme versée relativement aux avantages postérieurs à l'emploi et la dépense de l'exercice	(64)	3	(75)	(345)
<b>Flux de trésorerie disponibles</b>	<b>21 555</b>	20 008	<b>109 355</b>	78 532

### QUATRIÈME TRIMESTRE

Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté, comparativement au trimestre correspondant de 2015, en raison de l'amélioration du résultat d'exploitation provenant principalement des acquisitions d'entreprises rentables ainsi que de l'amélioration des conditions d'achats. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par une augmentation des investissements en immobilisations, notamment pour le développement du POS au Canada.

### PÉRIODE DE DOUZE MOIS

Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté, comparativement à la période correspondante de 2015, en raison de :

- l'amélioration du résultat d'exploitation principalement en lien avec les acquisitions d'entreprises rentables et à l'amélioration des conditions d'achats, qui ont surpassé l'impact de la vente des actifs nets;
- des remboursements d'impôt au cours de la période; et
- la diminution des investissements en immobilisations à la suite de la vente des actifs nets.

## FINANCEMENT

### SOURCES DE FINANCEMENT

*La Société diversifie ses sources de financement afin de bien gérer et d'atténuer son risque de liquidité.*

### FACILITÉS DE CRÉDIT

Pour répondre à ses besoins de trésorerie, la Société dispose d'une facilité de crédit rotatif à long terme non garantie de 400 000 \$ ainsi que d'une facilité de lettre de crédit de 20 000 \$ pour lesquelles la date d'échéance a été prolongée jusqu'au 30 juin 2020 à la suite de leurs amendements au cours du deuxième trimestre.

Au 31 décembre 2016, un montant de 284 000 \$ était disponible (321 000 \$ au 31 décembre 2015). *(Pour plus de renseignements, voir la note 18 aux états financiers consolidés.)*

### PROGRAMME DE FINANCEMENT DES COMPTES FOURNISSEURS

La Société bénéficie d'un programme de financement de ses comptes fournisseurs. Selon ce programme, les institutions financières font des paiements accélérés escomptés aux fournisseurs et la Société, de son côté, effectue le paiement complet aux institutions financières, en fonction des modalités de paiement prolongées conclues avec les fournisseurs.

Au 31 décembre 2016, Uni-Sélect a bénéficié de modalités de paiement prolongées additionnelles sur ces créditeurs pour un montant de 113 509 \$ et a utilisé un montant de 188 229 \$ de son programme (90 038 \$ et 148 417 \$ respectivement au 31 décembre 2015). La limite autorisée par les institutions financières est de 222 500 \$. Ces montants sont présentés dans les « créditeurs et charges à payer » aux états consolidés de la situation financière. Ce programme est disponible sur demande de la Société et peut être modifié par l'une ou l'autre des parties.

## BESOINS DE LIQUIDITÉS

À l'aide des différents outils de financement cités précédemment, combinés à sa capacité de générer des flux de trésorerie, la Société est en mesure de combler tant ses besoins d'exploitation que contractuels et de soutenir ses différentes initiatives stratégiques.

## BESOINS D'EXPLOITATION

Les différents besoins d'exploitation auxquels la Société fera face en 2017 se résument ainsi :

- l'achat de divers actifs pour environ 23 000 \$ notamment pour :
  - la modernisation des emplacements incluant les équipements d'entrepôt et le rayonnage;
  - l'équipement informatique et les logiciels incluant le système POS pour les magasins canadiens;
  - le renouvellement d'une partie de la flotte de véhicules par le biais de contrats de location-financement;
  - de nouveaux lancements de BUMPER TO BUMPER dans les magasins du secteur des Produits automobiles; et
  - l'ouverture de nouveaux emplacements.
- le paiement de dividendes.

## OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

### Contrats de location-exploitation

La Société s'est engagée dans des contrats de location à long terme échéant à différentes dates jusqu'en 2026 pour la location de bâtiments et de véhicules et pour des services d'impartition informatique. Certains de ces contrats comportent des options de renouvellement pour des périodes additionnelles de un à cinq ans dont la Société pourra se prévaloir en donnant un préavis.

### Contrats de location-financement

La Société procède par voie de location-financement pour renouveler sa flotte de véhicules de livraison. Les termes varient entre 24 et 60 mois selon les contrats. Au 31 décembre 2016, la valeur comptable des actifs loués qui sont présentés sous la rubrique « équipement automobile » avec les « immobilisations corporelles » est de 9 672 \$ (7 843 \$ au 31 décembre 2015).

Le tableau qui suit présente les différentes obligations contractuelles exigibles par période :

	2017	2018	2019	2020	2021	Par la suite
Dette à long terme <sup>(1) (2)</sup>	4	4	4	123 844	3	-
Contrat de location-exploitation	21 417	19 134	15 375	11 648	6 820	9 458
Contrat de location-financement <sup>(3)</sup>	3 722	2 956	2 050	1 272	439	-
<b>Total</b>	<b>25 143</b>	<b>22 094</b>	<b>17 429</b>	<b>136 764</b>	<b>7 262</b>	<b>9 458</b>

<sup>(1)</sup> Inclus la facilité de crédit.

<sup>(2)</sup> Ne comprends pas les obligations liées aux intérêts sur la dette.

<sup>(3)</sup> Comprends les obligations liées aux intérêts sur les contrats de location-financement.

### Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi

La Société contribue à la fois à des régimes de retraite à prestations définies et à des régimes de retraite à cotisations définies.

Les régimes de retraite à prestations définies incluent un régime de retraite enregistré de base, un régime de retraite enregistré pour la haute direction et un régime de retraite non enregistré additionnel pour certains des membres de la haute direction. Les prestations liées aux régimes de retraite à prestations définies sont fondées sur le nombre d'années de service et sur le salaire final moyen. Les deux régimes de retraite enregistrés sont capitalisés par la Société et par les participants du régime. Les contributions des employés sont déterminées selon les salaires des participants et couvrent une portion des prestations. Les contributions de l'employeur sont fondées sur une évaluation actuarielle qui détermine le niveau de capitalisation nécessaire pour couvrir les obligations de la Société.

Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, la Société prévoit faire des contributions approximatives de 2 091 \$ pour ses régimes à prestations définies. (Pour plus de renseignements, voir la note 17 aux états financiers consolidés.)

### Transactions hors bilan – garanties

En vertu de conventions de rachat de stocks, la Société s'est engagée auprès d'institutions financières à racheter les stocks de certains de ses clients. De l'avis de la Direction et basé sur l'expérience historique, la probabilité est faible que des versements importants soient requis et que des pertes soient prises en charge en vertu de cette obligation puisque la valeur des actifs détenus en garantie est nettement supérieure aux obligations financières de la Société. *(Pour plus de renseignements, voir la note 23 aux états financiers consolidés.)*

Selon les termes de sa facilité de crédit, la Société a émis des lettres de crédit de 10 267 \$ au 31 décembre 2016 (14 854 \$ au 31 décembre 2015). *(Pour plus de renseignements, voir la note 18 aux états financiers consolidés.)*

## STRUCTURE DE CAPITAL

La stratégie de gestion de capital de la Société permet d'optimiser la structure de capital afin de pouvoir profiter des occasions stratégiques qui se présentent tout en minimisant les coûts y afférents et en maximisant le rendement pour les actionnaires. La Société adapte la gestion du capital en fonction de la variation de la conjoncture économique et des risques liés aux actifs sous-jacents.

## LIGNES DIRECTRICES ET POLITIQUES DE FINANCEMENT À LONG TERME

La Société surveille les ratios suivants afin de s'assurer de la flexibilité de la structure de capital :

- un ratio d'endettement total net sur l'endettement total net et le total des capitaux propres;
- un ratio de la dette à long terme sur le total des capitaux propres;
- un ratio de la dette financée par emprunt sur le BAIIA ajusté;
- un rendement ajusté du total des capitaux propres moyens; et
- un ratio de distribution de dividendes du résultat ajusté converti en dollars canadiens de l'exercice précédent.

	31 décembre	
	2016	2015
<b>Composantes des ratios d'endettement :</b>		
Dette à long terme	134 298	90 344
Endettement total net	111 973	-
Total des capitaux propres	472 362	436 978
<b>Ratios d'endettement <sup>(1)</sup> :</b>		
<i>Ratio d'endettement total net sur l'endettement total net et le total des capitaux propres</i>	19,2 %	s.o.
<i>Ratio de la dette à long terme sur le total des capitaux propres</i>	28,4 %	20,7 %
<i>Ratio de la dette financée par emprunt sur le BAIIA ajusté</i>	1,04	s.o.
<i>Rendement ajusté du total des capitaux propres moyens</i>	12,9 %	12,0 %
<i>Ratio de distribution de dividendes</i>	19,4 %	21,6 %

<sup>(1)</sup> Ces ratios ne représentent pas les calculs exigés pour le respect des engagements bancaires, mais ceux que la Société juge pertinent de surveiller afin de s'assurer de la flexibilité de sa structure de capital.

La Direction gère de façon constante les éléments de son fonds de roulement afin d'améliorer le cycle de conversion de la trésorerie.

La Société était en position de trésorerie nette en décembre 2015, ce qui explique la variation du ratio d'endettement total net sur l'endettement total net et le total des capitaux propres ainsi que la variation du ratio de la dette financée par emprunt sur le BAIIA ajusté.

La variation du ratio de la dette à long terme sur le total des capitaux propres est attribuable à l'augmentation de la dette à long terme, partiellement compensée par l'augmentation du total des capitaux propres.

L'augmentation du rendement ajusté du total des capitaux propres moyens est principalement expliquée par la réduction du total des capitaux propres moyens découlant de la dépréciation et des frais de transaction relatifs à la vente des actifs nets comptabilisés en 2015 ainsi que par l'amélioration du résultat ajusté.

## CLAUSES BANCAIRES RESTRICTIVES

Aux fins de conformité, la Société effectue un suivi régulier des exigences de son crédit bancaire afin de s'assurer qu'elles sont respectées. Au 31 décembre 2016, la Société respecte toutes les exigences requises. *(Pour plus de renseignements, voir la note 25 aux états financiers consolidés.)*

## DIVIDENDES <sup>(1)</sup>

Les dividendes déclarés en 2016 se chiffrent à 0,335 \$CAN par action comparativement à 0,315 \$CAN en 2015, soit une croissance de 6,3 %.

Le 8 février 2017, la Société a déclaré le premier dividende trimestriel de 2017 de 0,085 \$CAN par action, qui sera payé le 18 avril 2017 aux actionnaires inscrits le 31 mars 2017.

Les dividendes sont approuvés par le Conseil d'administration, lequel fonde sa décision sur les résultats d'exploitation, les flux de trésorerie et autres facteurs pertinents. Il n'y a aucune garantie que des dividendes soient déclarés dans le futur.

Ces dividendes sont des dividendes éligibles aux fins d'impôt.

## INFORMATION SUR LE CAPITAL-ACTIONS <sup>(1)</sup>

(en milliers d'actions)	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2016	2015	2016	2015
Nombre d'actions émises et en circulation	42 214	43 136	42 214	43 136
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	42 219	42 872	42 435	42 778

Au 31 janvier 2017, 42 248 628 actions de la Société sont en circulation.

### Émission d'actions ordinaires

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016, la Société a émis 105 810 actions ordinaires (1 066 430 en 2015) à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions pour une contrepartie en espèces de 1 090 \$ (11 315 \$ en 2015). Le prix d'exercice moyen pondéré des options d'achats d'actions était de 13,34 \$CAN pour l'exercice (13,51 \$CAN en 2015).

### Rachat et annulation d'actions

Le 10 août 2016, la Société a annoncé qu'elle a reçu l'approbation du TSX de renouveler son intention de pouvoir acheter par le biais d'une nouvelle offre publique de rachat d'actions (« OPR ») et à des fins d'annulation, jusqu'à 2 000 000 actions ordinaires représentant 4,7 % de ses 42 231 178 actions ordinaires émises et en circulation en date du 1er août 2016 au cours d'une période de douze mois commençant le 17 août 2016 et se terminant le 16 août 2017. Dans le cadre de l'OPR, la Société a conclu une entente visant un programme de rachat automatique (« PRA ») permettant à la Société de fournir des directives concernant le rachat et l'annulation d'actions ordinaires au cours des périodes d'interdiction d'opérations auto-imposées. Ces rachats, aux fins d'annulation, seront effectués par le courtier à son entière discrétion en fonction des paramètres préétablis par la Société.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016, la Société a racheté 1 027 390 actions ordinaires (362 190 en 2015) pour une contrepartie en espèces de 22 043 \$ (7 747 \$ en 2015) incluant une prime au rachat et annulation d'actions de 20,013 \$ (7 058 \$ en 2015) appliquée en réduction des bénéfices non répartis.

## RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS <sup>(1)</sup>

La rémunération à base d'actions de la Société comprend un régime d'options d'achat d'actions ordinaires réglé en équité et des régimes réglés en trésorerie incluant un régime d'unités d'actions différées ainsi qu'un régime d'unités d'actions lié à la performance.

Au cours du troisième trimestre de 2016 et dans le cours normal de ses activités, la Société a conclu des contrats de swap sur actions. (Pour plus de renseignements, voir les notes 16 et 21 aux états financiers consolidés.)

### Régime d'options d'achat d'actions ordinaires à l'intention des employés-cadres et des membres de la Direction

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, 126 960 options ont été octroyées aux employés-cadres et aux membres de la Direction de la Société (514 678 pour 2015), pour un prix d'exercice moyen de 33,94 \$CAN (15,32 \$CAN en 2015). Au cours de l'exercice, 105 810 options ont été exercées (1 066 430 en 2015) et aucune option n'a été annulée (104 342 en 2015) ni n'a expiré (aucune en 2015).

Au 31 décembre 2016, des options octroyées pour l'émission de 392 778 actions ordinaires (371 628 au 31 décembre 2015) sont en circulation dans le cadre du régime d'options de la Société, et 1 811 034 actions ordinaires (1 937 994 au 31 décembre 2015) sont réservées pour des options additionnelles dans le cadre du régime d'options.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, une charge de rémunération de 672 \$ (1 164 \$ en 2015) a été comptabilisée dans le « résultat net » avec la contrepartie comptabilisée au « surplus d'apports ».

<sup>(1)</sup> Au cours du deuxième trimestre de 2016, la Société a procédé au fractionnement de ses actions ordinaires à raison de 2 pour 1. Afin de refléter l'incidence de ce fractionnement, les informations portant sur le nombre d'actions ordinaires et sur les unités de rémunération à base d'actions ont été retraitées de façon rétrospective.

### Régime d'unités d'actions différées

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, la Société a octroyé 45 149 UAD (60 204 UAD pour 2015) et a racheté 84 323 UAD (49 764 en 2015). Une charge de rémunération de 670 \$ (3 057 \$ en 2015) a été comptabilisée au cours de l'exercice et 142 256 UAD sont en circulation au 31 décembre 2016 (181 430 au 31 décembre 2015). Le passif de rémunération correspondant s'élève à 3 141 \$ (4 476 \$ au 31 décembre 2015). Au 31 décembre 2016, la juste valeur des instruments financiers dérivés est un passif de 182 \$.

### Régime d'unités d'actions liées à la performance

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, la Société a octroyé 76 282 UAP (223 230 UAP en 2015) et a racheté 98 684 UAP (329 660 en 2015). Une charge de rémunération de 3 787 \$ (1 829 \$ en 2015) a été comptabilisée au cours de l'exercice, et 216 036 UAP sont en circulation au 31 décembre 2016 (238 438 au 31 décembre 2015). Le passif de rémunération correspondant s'élève à 4 959 \$ (3 009 \$ au 31 décembre 2015). Au 31 décembre 2016, la juste valeur des instruments financiers dérivés est un passif de 205 \$.

(Pour plus de renseignements, voir la note 16 aux états financiers consolidés.)

## SITUATION FINANCIÈRE

Au cours de la période, la situation financière a été affectée par les acquisitions ou cessions d'entreprises ainsi que par la dépréciation du dollar canadien comparativement au 31 décembre 2015.

Le tableau suivant présente une analyse de postes sélectionnés provenant des états consolidés de la situation financière :

	31 déc. 2016	31 déc. 2015	Acquisitions ou cessions d'entreprises	Impact de la conversion \$/CAN/\$US	Écarts nets <sup>(1)</sup>
<b>Trésorerie</b>	<b>22 325</b>	91 432	(132 556)	168	63 281
<b>Trésorerie détenue en mains tierces</b>	<b>14 486</b>	3 790	10 718	(22)	-
<b>Débiteurs et autres recevables</b>	<b>146 130</b>	123 612	16 080	2 774	3 664
<b>Stocks</b>	<b>330 808</b>	269 900	32 148	4 975	23 785
<b>Actifs d'impôt différé, montant net</b>	<b>18 358</b>	52 479	-	(394)	(33 727)
<b>Créditeurs et charges à payer</b>	<b>314 550</b>	267 995	3 128	2 711	40 716
<b>Solde de prix d'achat, montant net</b>	<b>25 303</b>	6 517	18 749	37	-
<b>Investissements et avances aux marchands membres</b>	<b>28 651</b>	14 082	10 034	82	4 453
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>41 982</b>	30 304	3 948	427	7 303
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>101 158</b>	65 355	39 041	455	(3 693)
<b>Goodwill</b>	<b>243 807</b>	157 270	85 219	1 318	-
<b>Dettes à long terme (incluant la portion court terme)</b>	<b>134 298</b>	90 344	42 755	95	1 104

<sup>(1)</sup> Explications des écarts nets :

**Trésorerie** : Relative aux flux de trésorerie disponibles générés par les activités.

**Stocks** : L'augmentation est relative aux achats stratégiques effectués à la fin de l'exercice.

**Actifs d'impôt différé, montant net** : L'augmentation du résultat avant impôt sur le résultat a permis le recouvrement de pertes fiscales différées.

**Créditeurs et charges à payer** : Principalement attribuable à une augmentation de l'utilisation du programme de financement des comptes fournisseurs à la fin de l'exercice relatif aux achats stratégiques.

## OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015, les actions ordinaires de la Société étaient détenues par un grand nombre d'actionnaires et la Société n'avait pas de partie exerçant un contrôle ultime.

### Transactions avec les principaux dirigeants

Les principaux dirigeants incluent les administrateurs (exécutif et non exécutif) et les membres du Comité de direction. Pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015, la rémunération aux principaux dirigeants est présentée comme suit :

	Exercice clos	
	le 31 décembre	
	2016	2015
Salaires et avantages à court terme du personnel	3 480	4 273
Avantages postérieurs à l'emploi (incluant les contributions au régime à prestations définies)	244	434
Avantages fondés sur des actions	3 016	4 671
Indemnités de départ	-	1 302
Total de la rémunération	6 740	10 680

Il n'y a pas eu d'autres opérations entre parties liées avec les principaux dirigeants pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015.

### Autres transactions

La Société n'a pas encouru de dépense de loyer au profit de parties liées pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 (dépense de loyer de 1 241 \$ pour 2015 au profit de Clarit Realty, Ltd., une société contrôlée par une partie liée).

## ÉVÉNEMENTS SUBSÉQUENTS

Au cours du mois de janvier 2017, la Société a acquis des actifs et passifs de 3 entreprises opérantes aux États-Unis pour un coût total de 65 504 \$. À la date d'acquisition, une juste valeur de 37 965 \$ a été allouée de façon préliminaire au goodwill.

## GESTION DES RISQUES

Dans le cours normal de ses activités, la Société est exposée à différents risques qui pourraient avoir un impact significatif sur ses activités commerciales, ses résultats d'exploitation, ses flux de trésorerie et sa situation financière. La Société maintient à jour un système d'analyse et de contrôle des risques d'exploitation, stratégiques et financiers afin de gérer de façon continue de nombreuses activités dont l'objectif est d'atténuer les risques principaux mentionnés ci-dessous.

### RISQUES LIÉS À LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

#### *La conjoncture économique*

La conjoncture économique a une incidence modérée sur les ventes de produits destinés au marché secondaire de l'automobile, de peintures automobile et industrielle et d'accessoires connexes et sur l'exploitation de la Société. En effet, bien qu'elle en soit en partie tributaire, le marché secondaire de l'automobile est beaucoup moins affecté par une situation économique difficile que peut l'être celle de la vente de véhicules neufs, puisque la décision d'effectuer une réparation à un véhicule est moins discrétionnaire et moins onéreuse que celle d'acheter un nouveau véhicule.

#### *Inflation*

En ce qui a trait à l'inflation, la Direction estime qu'elle a un impact négligeable sur les résultats financiers de la Société, étant donné que la grande majorité des augmentations de prix des marchandises imposées par les manufacturiers est transmise aux consommateurs. Cependant, une inflation faible ou une déflation de la valeur des produits destinés au marché secondaire de l'automobile, de peintures automobile et industrielle et d'accessoires connexes peuvent avoir une incidence négative sur la rentabilité de ses centres de distribution. Afin de réduire le risque de déflation de la valeur des pièces en stock, la Société a des ententes de compensation avec la majorité de ses fournisseurs.

#### *Distance parcourue*

Il existe un lien direct entre le taux de chômage, le prix du carburant et la distance parcourue, de même qu'il a un lien direct entre la distance parcourue et le taux d'usure et de réparation des véhicules. Le prix du carburant a également un effet sur les coûts de livraison de la Société.

## RISQUES LIÉS AU CONTEXTE COMMERCIAL

### ***Croissance du parc automobile***

La multiplication des modèles de véhicules au cours des dernières années et leur durée de vie plus longue entraînent une prolifération de pièces du marché secondaire, ce qui impose des contraintes financières aux distributeurs et aux grossistes qui doivent maintenir un plus large éventail de pièces pour assurer une disponibilité adéquate. Ce facteur est en partie atténué par le fait que les manufacturiers intègrent aux véhicules un contenu technologique de plus en plus sophistiqué, faisant en sorte que chaque pièce remplit davantage de rôles et est plus dispendieuse à réparer, favorisant l'industrie des pièces du marché secondaire de l'automobile.

L'accroissement du nombre de véhicules de marques étrangères dans le parc nord-américain est également à l'origine de la multiplication des modèles et de la prolifération des pièces du marché secondaire. Cette situation, conjuguée à la complexité technologique, aux véhicules électriques et au contenu électronique plus important dans les véhicules, favorise les concessionnaires automobiles lorsque les consommateurs font le choix d'un fournisseur de services pour l'entretien de leur véhicule. En contrepartie, toute rationalisation au chapitre des concessionnaires automobiles pourrait entraîner un déplacement de l'entretien et des réparations vers le réseau du marché secondaire.

### ***Approvisionnement de produits et gestion de stocks***

Uni-Sélect distribue en premier lieu des pièces et des produits de manufacturiers nord-américains reconnus et bien établis. Ces manufacturiers assument en général la responsabilité pouvant découler des produits défectueux, mal conçus ou non conformes à l'usage auquel ils sont destinés.

Uni-Sélect importe directement, dans une moindre mesure, divers produits et pièces de sources étrangères; en ce qui concerne ces pièces, le recouvrement de la trésorerie d'un éventuel recours contre un fournisseur ou un manufacturier est incertaine. La Société bénéficie d'assurance responsabilité. De plus, la logistique du transport entre le pays d'origine et les marchés desservis augmente les risques de rupture de stock.

La nature commerciale de la Société requiert la gestion d'un niveau adéquat de stocks et la capacité de répondre aux demandes spécifiques de livraison. La gestion de l'approvisionnement est un élément important pour la gestion appropriée de stocks et dans la plupart de nos ententes d'approvisionnement des pièces automobiles, la Société a des privilèges de retour qui atténuent les risques associés avec la désuétude de stocks.

Afin de s'assurer d'un approvisionnement continu de ses produits, la Société passe en revue les résultats financiers de ses principaux fournisseurs et revoit régulièrement la diversification de ses sources d'approvisionnement.

### ***Distribution directe aux clients par le manufacturier***

La distribution de peinture dépend de l'approvisionnement des produits de la Société par un certain nombre restreint de manufacturiers importants. Dans le futur, certains de ces manufacturiers pourraient décider de distribuer leurs produits directement aux clients ou via d'autres distributeurs sans passer par les services de distribution de la Société. Cette décision pourrait créer un effet négatif sur la rentabilité de la Société dépendamment de l'importance du manufacturier dans la chaîne d'approvisionnement et de la disponibilité de sources alternatives d'approvisionnement. Afin d'atténuer ces risques, la Société maintient des relations d'affaires harmonieuses avec les manufacturiers importants de peinture, fournit une distribution efficace et offre des programmes de loyauté à ses clients de carrosserie, ce qui crée de la valeur dans la chaîne d'approvisionnement.

### ***Technologie***

Le développement technologique continu des dernières années impose aux distributeurs et aux grossistes d'offrir un perfectionnement continu à leur personnel et à leurs clients, ainsi que l'accès à de nouveaux outils de diagnostic. Uni-Sélect gère l'impact potentiel de ces tendances par l'ampleur et la qualité des programmes de formation et de support qu'elle offre aux grossistes indépendants, à leur personnel et à leurs clients. Elle offre à ses clients un accès à des technologies performantes et modernes en matière de gestion des données, gestion d'entrepôts et de télécommunication.

Des dispositifs de sécurité tels que des systèmes d'évitement de collisions, des véhicules sans conducteur ou d'autres améliorations de sécurité ainsi que l'influence des compagnies d'assurance peuvent réduire la demande de peinture et produits connexes de la Société et peuvent avoir un impact sur les activités et les résultats financiers.

### ***Risques environnementaux***

L'activité de distribution de peinture et de certaines pièces automobiles comporte certains risques environnementaux. L'endommagement ou la destruction des entrepôts, spécialisés dans l'entreposage de ces produits, notamment par un incendie, entraînant un rejet ou un déversement de peinture ou de matériaux dangereux pourrait avoir des conséquences environnementales par la contamination des sols ou la pollution de l'air, entre autres. Ces entrepôts spécialisés sont bien pourvus d'équipement visant à réduire ces risques, notamment de systèmes de gicleurs de pointe et de bassins de rétention en cas de déversement accidentel.

### ***Risques légaux et fiscaux***

La Société peut être exposée à des réclamations, des disputes et des poursuites judiciaires découlant du cours normal des activités, qui peuvent avoir un impact négatif et matériel sur les résultats et la situation financière. La Société est soumise à différentes réglementations et administrations fiscales. Les changements de réglementations fiscales peuvent avoir un impact négatif et matériel sur les résultats et la situation financière de la Société. Afin d'atténuer ces risques, la Société utilise les services de cabinets d'experts.

## **RISQUES LIÉS AU CONTEXTE D'EXPLOITATION**

### ***Risques liés au modèle d'affaires et à la stratégie de Uni-Sélect***

Dans le marché secondaire de l'automobile, le modèle d'affaires de Uni-Sélect est de desservir les grossistes indépendants et les installateurs indépendants à travers de son réseau d'entrepôts et de magasins corporatifs. Ceci impose à la Société des exigences particulières afin de s'assurer la loyauté et la pérennité de ses grossistes. C'est pourquoi l'approche fondamentale de la Société est de favoriser la croissance, la compétitivité et la rentabilité de ses grossistes indépendants au moyen d'une solution d'affaires globale incluant de bonnes conditions d'achats, une gestion proactive de la sélection de produits, des services de distribution d'une grande efficacité, des programmes marketing novateurs et une série de services de support, en formation et en financement, entre autres.

D'autre part, face au vieillissement des propriétaires de magasins du marché secondaire de pièces, Uni-Sélect a aussi mis en place des programmes de succession permettant aux grossistes indépendants désireux de prendre leur retraite de vendre leur commerce à un membre de leur famille ou à un employé. Comme alternative, Uni-Sélect peut décider de racheter le commerce de ses grossistes indépendants afin de protéger et de grossir son réseau de distribution, selon sa stratégie corporative.

### ***Intégration des entreprises acquises***

La stratégie de croissance par acquisition de la Société comporte sa part de risques. Le succès des acquisitions de la Société dépend de sa capacité à intégrer et à cristalliser les synergies afin de consolider efficacement les activités des entreprises acquises à ses activités existantes. Uni-Sélect a développé une expertise à ce chapitre, ayant mené à bien l'acquisition et l'intégration de plusieurs entreprises au cours des dernières années. Pour limiter son risque, la Société a adopté une stratégie d'acquisition ciblée et sélective, applique des procédures de vérification diligente sévères et conçoit des plans d'intégration détaillés. Finalement, Uni-Sélect dispose d'une équipe multidisciplinaire afin de bien évaluer et gérer les risques particuliers des marchés où elle s'implante.

### ***Concurrence***

L'industrie du marché secondaire de l'automobile dans laquelle la Société évolue est hautement compétitive. La disponibilité des pièces, le prix, la qualité et le service à la clientèle sont des facteurs très importants. Uni-Sélect a des concurrents principalement dans le segment commercial (DIFM) de cette industrie contre, entre autres, des chaînes de détaillants nationales, des distributeurs et grossistes indépendants ainsi que des fournisseurs internet. La concurrence varie d'un marché à l'autre et certains compétiteurs peuvent posséder des avantages supérieurs à Uni-Sélect qui pourraient entraîner, entre autres, une réduction de prix de vente et une augmentation des dépenses marketing et promotionnelles occasionnant ainsi une baisse de la rentabilité de la Société. Afin de réduire ce risque, la Société revoit régulièrement son offre de produits et service de façon à répondre le plus adéquatement possible aux besoins de sa clientèle. De plus, la prolifération des pièces constitue en soi une barrière à l'entrée dans le marché de nouveaux compétiteurs.

### ***Les systèmes d'opérations et systèmes financiers***

La Société dépend largement de ses systèmes informatiques ainsi que de ceux de ses partenaires d'affaires afin de gérer les stocks, d'effectuer les processus transactionnels ainsi que pour rapporter les résultats. Ces systèmes sont sujets aux dommages et aux interruptions dus aux pannes électriques, aux défaillances des télécommunications, aux virus informatiques, aux bris de sécurité ainsi qu'aux forces majeures. Advenant que ses systèmes informatiques ou ceux de ses partenaires d'affaires soient dans l'incapacité de fonctionner adéquatement, la Société pourrait subir des pertes de données critiques et des interruptions ou des délais dans sa capacité à gérer ses stocks et à mener à bien ses processus transactionnels, ce qui pourrait avoir un impact sur les revenus et les résultats d'exploitation. Pour atténuer ce risque, la Société est supportée par des cabinets d'experts pour prévenir l'intrusion et la perte de données de ses applications. Cela inclut des pare-feu robustes, des procédures de sauvegarde, des circuits doubles de télécommunication, de la redondance matérielle et de l'hébergement de serveurs dans des sites spécialisés.

### **Ressources humaines**

Durant cette période active en changement, Uni-Sélect doit attirer, former et retenir un grand nombre d'employés compétents, tout en contrôlant la masse salariale. Les coûts de main-d'œuvre sont sujets à de nombreux facteurs externes, tels que les taux de rémunération et d'avantages sociaux et la disponibilité de ressources compétentes localement et en temps opportun. L'incapacité à attirer, former et retenir des employés pourrait avoir une incidence sur la capacité de croissance et la performance financière de la Société. La Société a mis en place plusieurs outils afin d'attirer, de former et de retenir les meilleurs talents dont :

- des guides pour accélérer l'intégration des employés et mesurer l'acquisition de compétences;
- des formations axées dans certains domaines spécifiques, tels que le développement des ventes, le renforcement en matière de connaissance des affaires, l'efficacité des équipes et les communications interpersonnelles;
- l'évaluation annuelle des employés en regard de la performance, du développement et de la succession; et
- les programmes de régimes de retraite et d'avantages sociaux harmonisés, compétitifs et équitables.

## **RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS**

### **Risque de liquidité**

Le risque de liquidité est le risque que la Société ait de la difficulté à s'acquitter de ses obligations à temps et à un coût raisonnable. Ce risque est traité dans la section « Financement ».

### **Risque de crédit**

Le risque de crédit provient d'une éventuelle incapacité des clients à satisfaire à leurs obligations. Le risque maximum auquel la Société est exposée correspond à la valeur comptable de sa trésorerie, sa trésorerie détenue en mains tierces, ses débiteurs et autres recevables et ses avances aux membres. Aucun client de la Société ne représente plus de 5 % du solde des débiteurs. Afin de gérer son risque, des limites de crédit précises sont déterminées pour certains comptes et sont révisées régulièrement par la Société.

La Société peut aussi être exposée au risque de crédit provenant de ses contrats de change à terme et de ses contrats de swaps sur actions, qui sont gérés par des institutions financières de renom.

La Société détient des titres des biens personnels et des actifs de certains clients. Ces clients doivent aussi contribuer à un fonds pour garantir en partie leurs créances envers la Société. La solvabilité des clients est examinée régulièrement et des analyses mensuelles sont révisées afin de s'assurer du recouvrement des montants excédant le délai normal de paiement et, le cas échéant, des mesures sont prises afin de limiter le risque de crédit.

La provision pour mauvaises créances et les débiteurs en souffrance sont revus au minimum trimestriellement et une dépréciation est comptabilisée seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

### **Risque de change**

La Société est exposée au risque de change sur les instruments financiers, principalement relatif aux achats réglés dans une monnaie autre que les monnaies fonctionnelles respectives de la Société. À l'occasion, la Société utilise des contrats de change à terme afin de limiter l'effet des variations du dollar canadien par rapport au dollar américain sur le résultat net et sur les flux de trésorerie. Selon la Direction, le risque est minimal que la fluctuation des valeurs relatives du dollar américain et du dollar canadien aient un effet important sur le résultat net. La Société détient certains placements dans des filiales étrangères (États-Unis) dont les actifs nets sont exposés aux écarts de conversion. La Société couvre l'exposition au risque de change lié à ces placements avec des instruments d'emprunt libellés en dollar américain. *(Pour plus de renseignements, voir la note 21 aux états financiers consolidés.)*

### **Risque de taux d'intérêt**

La Société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt, principalement en raison de ses dettes à taux variables. Afin d'atténuer ces fluctuations, la Société utilise à l'occasion des instruments financiers dérivés, soit des contrats de swap consistant à échanger des taux variables pour des taux fixes. Elle n'utilise pas d'instruments financiers à des fins de transaction ou de spéculation. *(Pour plus de renseignements, voir la note 21 aux états financiers consolidés.)*

# CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES

## *MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES*

Au moment où les états financiers consolidés ont été autorisés, de nouvelles normes, modifications et interprétations de normes existantes ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), mais ne sont pas encore en vigueur et n'ont pas été adoptées par anticipation par la Société.

Les informations sur les nouvelles normes, modifications et interprétations qui sont susceptibles d'avoir une incidence sur les états financiers consolidés de la Société sont détaillées ci-dessous. Certaines autres nouvelles normes et interprétations qui ont été publiées n'auront toutefois aucun effet significatif prévu sur les états financiers consolidés de la Société.

### **DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR – 1ER JANVIER 2018 AVEC ADOPTION ANTICIPÉE PERMISE**

#### ***Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients***

En mai 2014, l'IASB et le Financial Accounting Standards Board (« FASB ») ont publié conjointement l'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients », une norme harmonisée sur la comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients. Les dispositions de cette nouvelle norme remplacent les normes actuelles portant sur la comptabilisation des produits, notamment l'IAS 18 « Produits des activités ordinaires » et l'IAS 11 « Contrats de constructions » et les interprétations connexes. IFRS 15 introduit un modèle unique, fondé sur des principes de 5 étapes à appliquer lors de la comptabilisation de contrats avec des clients. La Société évalue actuellement l'incidence de cette nouvelle norme et juge que l'adoption de celle-ci ne devrait pas avoir d'incidence significative sur les états financiers consolidés.

#### ***Instruments financiers***

En juillet 2014, l'IASB a publié la version complète et finale de l'IFRS 9 « Instruments financiers », qui remplace la norme actuelle sur les instruments financiers (IAS 39). L'IFRS 9 présente un modèle unique, fondé sur des principes de classement et d'évaluation des actifs financiers qui reflètent la nature de leurs flux de trésorerie ainsi que le modèle économique suivi par ces actifs financiers. La norme présente également des directives sur le risque de crédit propre à une entité lié aux passifs financiers et introduit le modèle de comptabilité de couverture afin de refléter les aspects économiques de la gestion du risque et de son traitement comptable. La norme présente un modèle de dépréciation unique basé sur les pertes prévues plutôt que sur les pertes encourues. La Société évalue actuellement l'incidence de cette nouvelle norme et juge que l'adoption de celle-ci ne devrait pas avoir d'incidence significative sur les états financiers consolidés.

### **DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR – 1ER JANVIER 2019 AVEC ADOPTION ANTICIPÉE PERMISE DANS CERTAINES CIRCONSTANCES**

#### ***Contrats de location***

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16 « Contrats de location », qui remplace la norme actuelle sur les contrats de location (IAS 17). IFRS 16 supprime le classement à titre de location simple et impose aux preneurs de constater tous les contrats de location à l'état de la situation financière en comptabilisant un droit d'utilisation et une obligation locative. Une exemption est permise pour les contrats de location à court terme et pour les contrats de location pour lesquels l'actif sous-jacent a une faible valeur. De plus, IFRS 16 modifie la définition du contrat de location, établit les exigences de comptabilisation de l'actif et du passif (notamment sur les aspects complexes comme les composantes autres que de location, les paiements locatifs variables et les périodes optionnelles), modifie la comptabilisation des accords de cession-bail et présente de nouvelles exigences d'information. La Société évalue actuellement l'incidence de cette norme sur ces états financiers consolidés.

## UTILISATION D'ESTIMATIONS ET RECOURS AU JUGEMENT

Pour dresser des états financiers conformément aux IFRS, la Direction a recours à son jugement et doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers consolidés et les notes complémentaires. Le jugement est généralement utilisé pour déterminer si un solde ou une transaction doit être comptabilisé aux états financiers alors que les estimations et les hypothèses sont plutôt utilisées dans la mesure des transactions comptabilisées et des soldes. Toutefois, le jugement et les estimations sont souvent interdépendants.

Les renseignements concernant les méthodes comptables de la Société sont présentés à la note 3 afférente aux états financiers consolidés et les jugements, estimations et hypothèses les plus importants sont relatifs aux éléments suivants :

### ESTIMATIONS

**Regroupement d'entreprises** : À la comptabilisation initiale d'un regroupement d'entreprises, la Société comptabilise les actifs acquis et passifs assumés à leur juste valeur estimative. La valeur comptabilisée du goodwill est affectée directement par les valeurs estimées des actifs et passifs. Des modifications aux estimations utilisées augmenteraient ou diminueraient la valeur du goodwill à la date d'acquisition ou le résultat net des années subséquentes. *(Pour plus de renseignements, voir la note 11 aux états financiers consolidés.)*

**Constatations des ventes** : Des estimations sont utilisées pour déterminer les montants à comptabiliser pour les droits de retour, les garanties, les remises sur ventes et les rabais volumes. Ces estimations sont fondées sur l'expérience historique de la Société et les hypothèses de la Direction sur les événements futurs et sont révisées régulièrement durant l'exercice.

**Évaluation des stocks** : La Société utilise des estimations pour déterminer la valeur de réalisation nette des stocks en considérant la quantité, l'âge et la condition des stocks au moment où les estimations sont faites. Ces estimations incluent des hypothèses sur les prix de vente futurs, les coûts de vente, la demande des produits et les frais de retour de marchandises. La Société utilise aussi des estimations pour déterminer les valeurs des remises sur vente, des rabais volume et d'autres éléments similaires reçus ou à recevoir des fournisseurs. Ces estimations sont fondées sur l'expérience historique et les hypothèses de la Direction sur les événements futurs et sont révisées régulièrement durant l'exercice.

**Provision pour stocks excédentaires ou désuets** : La Société constitue une provision pour la désuétude estimée, calculée en fonction d'hypothèses relatives à la demande future pour ses produits et aux conditions des marchés sur lesquels ses produits sont vendus. Cette provision, qui réduit les stocks à leur valeur de réalisation nette, est ensuite inscrite à titre de réduction des stocks dans les états consolidés de la situation financière. La Direction doit faire des estimations au moment de déterminer ces provisions. Si les conditions réelles du marché sont moins favorables que les hypothèses de la Société, des provisions supplémentaires peuvent s'avérer nécessaires.

**Immobilisations corporelles et incorporelles** : Des hypothèses sont requises pour déterminer les durées d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles qui ont une durée d'utilité déterminée. *(Pour plus de renseignements, voir la note 3 aux états financiers consolidés.)*

**Dépréciation des actifs non financiers** : La Société utilise des estimations et des hypothèses fondées sur l'expérience historique et les estimations les plus probables de la Direction pour estimer les flux de trésorerie futurs dans la détermination des montants recouvrables des actifs et de la juste valeur des unités génératrices de trésoreries (« UGT »). Les tests de dépréciation exigent que la Direction établisse des hypothèses importantes sur les événements futurs et les résultats opérationnels. Des estimations importantes sont aussi requises dans la détermination du taux d'actualisation approprié à appliquer aux flux de trésorerie futurs afin d'ajuster les taux du marché courants pour les facteurs de risque spécifiques aux actifs et à l'entité. Les révisions de ces hypothèses et estimations, ou les variations entre les montants estimés et les résultats actuels peuvent avoir une incidence importante sur les actifs comptabilisés dans les états consolidés de la situation financière et sur le résultat net de la Société dans les périodes ultérieures. Pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015, à l'exception des pertes de valeur comptabilisées en 2015 dans le cadre de la vente des actifs nets de Uni-Select USA, Inc. et Beck/Arnley Worldparts, Inc., aucune perte de valeur ni reprise de pertes antérieures n'a été comptabilisée dans les actifs non courants de la Société. *(Pour plus de renseignements, voir les notes 4, 5 et 15 aux états financiers consolidés.)*

**Impôts différés** : La Société estime ses actifs et passifs d'impôt différé fondés sur les différences entre les valeurs comptables et les valeurs fiscales des actifs et passifs. Ils sont mesurés en appliquant, à la date des états financiers, les taux d'impôt et les lois fiscales adoptés ou quasi adoptés pour les exercices au cours desquels les différences temporelles devraient se résorber. Les variations quant à la date à laquelle auraient lieu les résorptions ou quant aux taux d'imposition applicables dans les années futures peuvent résulter des écarts importants entre ces estimations et les montants matérialisés qui affecteraient le résultat net dans une période subséquente.

**Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi** : Des hypothèses et estimations importantes sont requises dans la constatation des obligations en vertu des régimes de retraite à prestations définies de la Société. La Direction estime ses obligations au titre des prestations définies annuellement avec l'assistance des actuaires indépendants. Par contre, le résultat actuel peut varier dû aux incertitudes reliées aux estimations. Les estimations des obligations au titre des prestations définies sont fondées sur des taux d'inflation, d'actualisation et de mortalité que la Direction considère comme raisonnables. Elles prennent aussi en considération l'évaluation spécifique que la Société effectue au niveau des augmentations futures de salaires et de l'âge de retraite des employés. Les taux d'actualisation sont déterminés à une date rapprochée de la fin d'exercice en référence aux rendements d'obligations de sociétés de grande qualité qui sont libellés dans la monnaie dans laquelle les avantages seront payés et qui ont des termes se rapprochant des termes des obligations au titre des prestations définies relatives. Des écarts dans les hypothèses peuvent avoir un impact significatif sur le montant d'obligations au titre de prestations définies de la Société. *(Pour plus de renseignements, voir la note 17 aux états financiers consolidés.)*

**Efficacité de couverture** : La Société utilise des estimations et des hypothèses fondées sur les tendances du marché externe et les estimations les plus probables de la Direction des risques spécifiques à l'entité pour évaluer l'efficacité de la couverture de manière prospective durant la relation de couverture, le cas échéant. La comptabilité de couverture est terminée lorsqu'une relation de couverture n'est plus hautement efficace ou lorsqu'une transaction prévue n'est plus probable. Des écarts dans les résultats actuels pourraient avoir une incidence sur le résultat net de la Société dans les périodes subséquentes. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés pour des fins de spéculation.

**Provisions** : La Société utilise des estimations concernant les coûts prévus et leur échéancier ainsi que la probabilité de réalisation des obligations dans la détermination des montants de provisions. Les provisions sont réexaminées à chaque date de clôture et sont ajustées pour refléter les meilleures estimations. *(Pour plus de renseignements, voir la note 3 aux états financiers consolidés.)*

## JUGEMENTS

**Contrats de location** : La Société utilise le jugement pour déterminer le classement de ses actifs loués au début du contrat. *(Pour plus de renseignements, voir la note 3 aux états financiers consolidés.)*

**Indice de dépréciation des actifs** : La Société établit un jugement important pour déterminer l'existence d'un événement ayant une incidence négative sur les flux de trésorerie futurs estimés liés à un actif. Le cas échéant, la Société procède à un test de dépréciation de ces UGT afin de déterminer si la valeur comptable des actifs est recouvrable. Les tests de dépréciation utilisent diverses estimations de la Direction comme décrites à la section précédente.

**Comptabilité de couverture** : Au début de la relation de couverture, la Société établit, le cas échéant, un jugement pour déterminer la probabilité qu'une transaction prévue se produise.

## DONNÉES SUR LE TAUX DE CHANGE

Le tableau suivant présente les renseignements sur les taux de change en vigueur, indiqués en dollars américains, par tranche de 1,00 \$CAN :

	Exercices clos le 31 décembre		
	2016	2015	2014
<b>Moyenne pour la période</b>			
Aux fins des états consolidés des résultats	<b>0,75</b>	0,78	0,91
<b>Date de clôture</b>			
Aux fins des états consolidés de la situation financière	<b>0,74</b>	0,72	0,86

Puisque la Société utilise le dollar américain comme monnaie de présentation dans ses états financiers consolidés et dans le présent document, à moins d'indication contraire, les résultats des activités canadiennes sont convertis en dollar américain au taux moyen de la période. Les écarts et explications liés aux variations du taux de change et à la volatilité du dollar canadien sont donc liés à la conversion en dollar américain des résultats de ses opérations canadiennes et n'ont pas d'incidence économique réelle sur sa performance puisque la plupart de ses revenus et de ses charges consolidés sont reçus ou libellés dans la devise fonctionnelle des marchés dans lesquels elle exerce ses activités. Par conséquent, la sensibilité de ses résultats à l'égard de la variation des taux de change est minime sur le plan économique.

# EFFICACITÉ DES CONTRÔLES ET DES PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION ET DES CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La Direction planifie et effectue une vérification des contrôles internes de la Société relativement au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et des émetteurs (le règlement 52-109).

## **CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION**

Uni-Sélect a poursuivi son évaluation continue des contrôles et procédures de communication de l'information conformément aux exigences du Règlement 52-109. Au 31 décembre 2016, le Président et chef de la direction et le Chef de la direction financière ont conclu que les contrôles et procédures de communication de l'information sont efficaces.

## **CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE**

Uni-Sélect a évalué l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière au 31 décembre 2016 conformément aux exigences du Règlement 52-109. Cette évaluation a permis au Président et chef de la direction et au Chef de la direction financière de conclure que les contrôles internes à l'égard de l'information financière sont efficaces et fournissent une assurance raisonnable que l'information financière présentée est fiable et que les états financiers consolidés de Uni-Sélect ont été établis conformément aux IFRS.

Au cours de la période de douze mois close le 31 décembre 2016, aucun changement important aux contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière n'a été fait, qui aurait eu une incidence importante ou dont on peut raisonnablement penser qu'il pourrait avoir une incidence importante sur ces contrôles.

## PERSPECTIVES

Au cours de l'exercice 2016, la Société a implanté des initiatives stratégiques afin d'étendre sa couverture géographique et de créer une densité d'affaires dans les marchés les plus importants chez FinishMaster (États-Unis). Au Canada, l'accent a été mis sur l'établissement de la structure des magasins corporatifs, sur le lancement de la marque FINISHMASTER et sur le lancement du nouveau programme et marque BUMPER TO BUMPER aux clients indépendants et aux magasins corporatifs. En 2017, la mission reste la même. L'objectif dans les deux unités d'affaires est d'obtenir une croissance rentable tant organiquement que par acquisitions d'entreprises. En 2016, la Société a démontré le potentiel de sa stratégie de croissance et s'engage à accélérer ses progrès en 2017.

FinishMaster (États-Unis) aura l'opportunité d'étendre sa couverture géographique et de créer une densité d'affaires dans des marchés américains plus importants. Elle restera concentrée sur la réussite de l'intégration des acquisitions dans la famille FinishMaster (États-Unis) en générant les synergies prévues et en offrant un meilleur service à une plus grande clientèle. De plus, cette unité d'affaires mettra l'accent sur l'accélération des initiatives courantes de croissance organique ainsi que sur l'implantation de nouvelles.

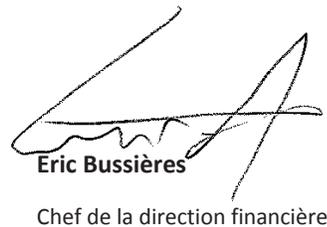
Le secteur des produits automobiles au Canada restera concentrée sur l'exécution des stratégies existantes afin d'accélérer la rentabilité avec les clients grossistes indépendants et les magasins corporatifs. En 2016, cette unité d'affaires a progressé en établissant le groupe de magasins corporatifs. Aujourd'hui, elle a une équipe de direction dédiée aux magasins corporatifs, qui est commise à une croissance rentable, et qui instaurera une discipline de vente améliorée ainsi que des processus opérationnels standardisés et optimisés, le tout supporté par les systèmes. Il est prévu que tous les magasins corporatifs auront migré au nouveau système POS en 2017. En 2016, cette unité d'affaires a lancé le programme et la marque BUMPER TO BUMPER aux clients indépendants et aux magasins corporatifs et continuera, en 2017, à accélérer ce programme à une plus grande clientèle à travers le Canada. Cette unité d'affaires ajoutera d'autres acquisitions sélectionnées à ses magasins corporatifs afin de compléter le réseau des clients grossistes et d'ajouter de nouvelles locations FINISHMASTER pour enrichir le réseau à travers le Canada.

Avant tout, la Société restera concentrée à offrir un service exceptionnel aux clients à l'aide d'une expérience de première qualité et des taux de service élevés. Les équipes opérationnelles des deux unités s'affairent à optimiser les processus pour livrer ces objectifs.

L'objectif de la Société est d'étendre sa part de marché dans les deux unités d'affaires tout en se préparant pour le futur. La Société poursuit sa stratégie et continuera de chercher des opportunités d'affaires afin d'offrir plus de valeur aux actionnaires à court et à long terme.



**Henry Buckley**  
Président et chef de la direction



**Eric Bussières**  
Chef de la direction financière

Approuvé par le Conseil d'administration le 8 février 2017.

# ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2016

Rapport de la direction	52
Rapport de l'auditeur indépendant	53
États consolidés des résultats	54
États consolidés du résultat global	55
États consolidés des variations de capitaux propres	56
Tableaux consolidés des flux de trésorerie	57
États consolidés de la situation financière	58
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	59

## RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers consolidés de Uni-Sélect inc. ainsi que les renseignements financiers contenus dans ce rapport annuel sont la responsabilité de la Direction de la Société. Ces états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et ont été approuvés par le Conseil d'administration le 8 février 2017.

Uni-Sélect inc. maintient des systèmes de contrôles internes qui, de l'avis de la Direction, assurent raisonnablement l'exactitude de l'information financière et la conduite ordonnée et efficace des affaires de la Société.

Le Conseil d'administration s'acquitte de sa responsabilité relative aux états financiers consolidés, compris dans ce rapport annuel, principalement par l'intermédiaire de son comité d'audit. Ce comité, qui tient périodiquement des réunions avec les administrateurs et les membres de la direction de la Société et l'auditeur indépendant, a révisé les états financiers consolidés de Uni-Sélect inc. et a recommandé leur approbation au Conseil d'administration.

Les états financiers consolidés ont été audités par l'auditeur indépendant de la Société, Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.

Président et chef de la direction

Chef de la direction financière



Henry Buckley



Eric Bussièrès

Boucherville  
Le 8 février 2017

# RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux actionnaires de  
Uni-Sélect inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la société Uni-Sélect inc., qui comprennent les états consolidés de la situation financière aux 31 décembre 2016 et 2015 et les états consolidés des résultats, les états consolidés du résultat global, les états consolidés des variations des capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

## **Responsabilité de la Direction pour les états financiers consolidés**

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la présentation des états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

## **Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

## **Opinion**

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la société Uni-Sélect inc. aux 31 décembre 2016 et 2015 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

/s/ Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.<sup>1</sup>  
Montréal (Canada)  
Le 8 février 2017

<sup>1</sup> CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique № A120795

# ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

(en milliers de \$US, à l'exception des données par action)	Note	Exercice clos le	
		2016	31 décembre 2015
<b>Ventes</b>		<b>1 197 319</b>	1 355 434
Achats, nets de la fluctuation des stocks		<b>830 717</b>	952 817
Marge brute		<b>366 602</b>	402 617
Avantages du personnel		<b>175 621</b>	213 666
Autres dépenses d'exploitation		<b>84 879</b>	91 977
Frais de restructuration et autres	4	<b>(746)</b>	5 328
Dépréciation et frais de transaction relatifs à la vente des actifs nets	5	<b>-</b>	144 968
Résultat avant charges financières, amortissement, quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence et impôt sur le résultat		<b>106 848</b>	(53 322)
Charges financières, montant net	6	<b>4 484</b>	6 006
Amortissement	7	<b>15 962</b>	13 174
Résultat avant la quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence et impôt sur le résultat		<b>86 402</b>	(72 502)
Quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence		<b>-</b>	(533)
Résultat avant impôt sur le résultat		<b>86 402</b>	(73 035)
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	8		
Exigible		<b>(5 680)</b>	12 235
Différé		<b>33 817</b>	(45 049)
		<b>28 137</b>	(32 814)
<b>Résultat net</b>		<b>58 265</b>	(40 221)
<b>Résultat par action</b>	9		
De base		<b>1,37</b>	(0,94)
Dilué		<b>1,36</b>	(0,94)
<b>Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)</b>	9		
De base		<b>42 435</b>	42 778
Dilué		<b>42 693</b>	42 778

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

# ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers de \$US)	Note	Exercice clos le	
		2016	31 décembre 2015
<b>Résultat net</b>		<b>58 265</b>	<b>(40 221)</b>
Autres éléments du résultat global			
Éléments qui seront reclassés ultérieurement au résultat net :			
Portion efficace des variations de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie (nette d'impôt de 29 \$ en 2015)		-	(78)
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie transférée aux résultats (nette d'impôt de 167 \$ en 2015)		-	452
Gains (pertes) de change latents sur la conversion des états financiers à la monnaie de présentation (nets d'aucun impôt en 2016 (nettes d'impôt de 6 689 \$ en 2015))		<b>6 229</b>	(16 247)
Pertes de change latentes sur la conversion de la dette désignée comme élément de couverture des investissements nets dans des filiales étrangères (nettes d'impôt de 6 200 \$ en 2015)		-	(13 748)
		<b>6 229</b>	<b>(29 621)</b>
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement au résultat net :			
Réévaluation du passif net des obligations au titre des prestations définies (nette d'impôt de 745 \$ (118 \$ en 2015))	17	<b>1 940</b>	(321)
Total des autres éléments du résultat global		<b>8 169</b>	<b>(29 942)</b>
<b>Résultat global</b>		<b>66 434</b>	<b>(70 163)</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

# ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DE CAPITAUX PROPRES

(en milliers de \$US)	Note	Attribuable aux actionnaires					Total des capitaux propres
		Capital- actions	Surplus d'apports	Composante équité des déventures convertibles	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global (note 22)	
<b>Solde au 31 décembre 2014</b>		87 238	2 424	1 687	428 497	(6 850)	512 996
Résultat net		-	-	-	(40 221)	-	(40 221)
Autres éléments du résultat global		-	-	-	(321)	(29 621)	(29 942)
Résultat global		-	-	-	(40 542)	(29 621)	(70 163)
Contributions et distributions aux actionnaires :							
Rachat et annulation d'actions	20	(689)	-	-	(7 058)	-	(7 747)
Émission d'actions	20	11 315	-	-	-	-	11 315
Rachat des déventures convertibles	18	-	-	(1 687)	1 687	-	-
Dividendes		-	-	-	(10 587)	-	(10 587)
Paiements fondés sur des actions	16	-	1 164	-	-	-	1 164
		10 626	1 164	(1 687)	(15 958)	-	(5 855)
<b>Solde au 31 décembre 2015</b>		97 864	3 588	-	371 997	(36 471)	436 978
Résultat net		-	-	-	58 265	-	58 265
Autres éléments du résultat global		-	-	-	1 940	6 229	8 169
Résultat global		-	-	-	60 205	6 229	66 434
Contributions et distributions aux actionnaires :							
Rachat et annulation d'actions	20	(2 030)	-	-	(20 013)	-	(22 043)
Émission d'actions	20	1 090	-	-	-	-	1 090
Dividendes		-	-	-	(10 769)	-	(10 769)
Paiements fondés sur des actions	16	-	672	-	-	-	672
		(940)	672	-	(30 782)	-	(31 050)
<b>Solde au 31 décembre 2016</b>		96 924	4 260	-	401 420	(30 242)	472 362

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

# TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de \$US)	Note	Exercice clos le	
		2016	31 décembre 2015
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>			
Résultat net		58 265	(40 221)
Éléments hors caisse :			
Frais de restructuration et autres	4	(746)	5 328
Dépréciation et frais de transaction relatifs à la vente des actifs nets	5	-	144 968
Charges financières, montant net	6	4 484	6 006
Amortissement	7	15 962	13 174
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	8	28 137	(32 814)
Amortissement des incitatifs accordés aux clients		14 722	12 532
Autres éléments hors caisse		1 704	4 277
Variation des éléments du fonds de roulement	10	17 720	(76 308)
Intérêts payés		(3 553)	(5 330)
Impôt sur le résultat recouvert (versé)		210	(12 426)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		136 905	19 186
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>			
Acquisitions d'entreprises	11	(161 839)	(40 821)
Produit net de la vente des actifs nets	5	-	321 001
Solde de prix d'achat, net		(2 173)	(1 114)
Trésorerie détenue en mains tierces		(11 353)	(3 790)
Avances aux marchands membres et incitatifs accordés aux clients		(23 757)	(13 282)
Remboursements d'avances à des marchands membres		1 916	4 141
Dividendes reçus des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence		-	664
Acquisitions d'immobilisations corporelles		(9 755)	(17 150)
Produit de la disposition d'immobilisations corporelles		662	304
Acquisitions et développement d'immobilisations incorporelles		(5 250)	(4 948)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(211 549)	245 005
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>			
Augmentation de la dette à long terme		138 965	210 358
Remboursement de la dette à long terme		(101 730)	(327 984)
Rachat des débetures convertibles		-	(41 713)
Augmentation (diminution) nette des dépôts de garantie des marchands membres		(379)	175
Rachat et annulation d'actions	20	(22 043)	(7 747)
Émission d'actions	20	1 090	11 315
Dividendes versés		(10 533)	(10 570)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		5 370	(166 166)
Écart de conversion		167	(6 700)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie		(69 107)	91 325
Trésorerie au début de l'exercice		91 432	107
Trésorerie à la fin de l'exercice		22 325	91 432

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

# ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers de \$US)	Note	31 décembre	
		2016	2015
<b>ACTIFS</b>			
Actifs courants :			
Trésorerie		22 325	91 432
Trésorerie détenue en mains tierces		14 486	3 790
Débiteurs et autres recevables	12	146 130	123 612
Impôt sur le résultat à recevoir		16 751	11 053
Stocks		330 808	269 900
Frais payés d'avance		8 076	12 671
Total des actifs courants		538 576	512 458
Investissements et avances aux marchands membres	13	28 651	14 082
Immobilisations corporelles	14	41 982	30 304
Immobilisations incorporelles	15	101 158	65 355
Goodwill	15	243 807	157 270
Actifs d'impôt différé	8	22 743	55 681
<b>TOTAL DES ACTIFS</b>		<b>976 917</b>	<b>835 150</b>
<b>PASSIFS</b>			
Passifs courants :			
Créditeurs et charges à payer		314 550	267 995
Solde de prix d'achat, net		25 303	6 517
Provision pour les frais de restructuration et autres	4	775	3 983
Dividendes à payer		2 673	2 485
Versements sur la dette à long terme et les dépôts de garantie des marchands membres	18, 19	3 817	2 704
Total des passifs courants		347 118	283 684
Obligations au titre des avantages du personnel à long terme	16, 17	16 802	18 033
Dette à long terme	18	130 572	87 722
Dépôts de garantie des marchands membres	19	5 319	5 531
Instruments financiers dérivés	16, 21	359	-
Passifs d'impôt différé	8	4 385	3 202
<b>TOTAL DES PASSIFS</b>		<b>504 555</b>	<b>398 172</b>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>			
Capital-actions	20	96 924	97 864
Surplus d'apports		4 260	3 588
Résultats non distribués		401 420	371 997
Cumul des autres éléments du résultat global	22	(30 242)	(36 471)
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES</b>		<b>472 362</b>	<b>436 978</b>
<b>TOTAL DES PASSIFS ET DES CAPITAUX PROPRES</b>		<b>976 917</b>	<b>835 150</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour le Conseil d'administration,

  
 André Courville, FCPA, FCA, ICD.D  
 Administrateur

  
 Michelle Ann Cormier, CPA, CA, ASC  
 Administratrice

# NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de \$US, à l'exception des données par action, des pourcentages et d'indication contraire)

## 1 - STATUT CONSTITUTIF ET NATURE DES ACTIVITÉS

Uni-Sélect inc. (« Uni-Sélect ») est une société domiciliée au Canada dûment constituée et régie par la Loi sur les sociétés par actions (Québec). Uni-Sélect est la société mère ultime d'un groupe d'entreprises comprenant Uni-Sélect et ses filiales (collectivement désignées la « Société »). La Société est un important distributeur de produits automobiles et de peinture et produits connexes pour véhicules automobiles. Le siège social de la Société est situé au 170, boul. Industriel, Boucherville, Québec, Canada.

Ces états financiers consolidés présentent les activités et la situation financière de la Société et de toutes ses filiales ainsi que la participation de la Société dans des coentreprises, s'il y a lieu.

Les actions de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (« TSX ») sous le symbole UNS.

## 2 - BASE DE PRÉSENTATION

### Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »). La Société a uniformément appliqué les mêmes conventions comptables pour l'ensemble des périodes présentées.

Le Conseil d'administration a approuvé et autorisé pour publication ces états financiers consolidés le 8 février 2017.

### Base de mesure

Ces états financiers consolidés ont été établis au coût historique, à l'exception des instruments financiers dérivés qui sont évalués à la juste valeur, des provisions qui sont évaluées selon la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle et des obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi qui sont évaluées à la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies et diminuée du montant net des actifs du régime.

### Monnaie fonctionnelle et de présentation

Les éléments inclus aux états financiers de chacune des entités de la Société sont mesurés dans la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel l'entité exerce ses activités (la « monnaie fonctionnelle »). Les monnaies fonctionnelles de la Société sont le dollar canadien pour les entités au Canada et le dollar américain pour les entités aux États-Unis. Ces états financiers consolidés sont présentés en dollars américains qui représentent la monnaie de présentation de la Société.

### Utilisation d'estimations et recours au jugement

Pour dresser des états financiers conformément aux IFRS, la Direction de la Société a recours à son jugement et doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes complémentaires. Le jugement est généralement utilisé pour déterminer si un solde ou une transaction doit être comptabilisé aux états financiers alors que les estimations et les hypothèses sont plutôt utilisées dans la mesure des transactions comptabilisées et des soldes. Toutefois, le jugement et les estimations sont souvent interdépendants.

Les renseignements concernant les méthodes comptables de la Société sont présentés à la note 3 afférente aux états financiers consolidés et les jugements, estimations et hypothèses les plus importants sont relatifs aux éléments suivants :

#### (i) Estimations

*Regroupement d'entreprises* : À la comptabilisation initiale d'un regroupement d'entreprises, la Société comptabilise les actifs acquis et passifs assumés à leur juste valeur estimative. La valeur comptabilisée du goodwill est affectée directement par les valeurs estimées des actifs et passifs. Des modifications aux estimations utilisées augmenteraient ou diminueraient la valeur du goodwill à la date d'acquisition ou le résultat net des années subséquentes. Voir la note 11 pour les renseignements sur les regroupements d'entreprises complétés au cours des deux derniers exercices.

*Constatations des ventes* : Des estimations sont utilisées pour déterminer les montants à comptabiliser pour les droits de retour, les garanties, les remises sur ventes et les rabais volumes. Ces estimations sont fondées sur l'expérience historique de la Société et les hypothèses de la Direction sur les événements futurs et sont révisées régulièrement durant l'exercice.

## 2 - BASE DE PRÉSENTATION (SUITE)

*Évaluation des stocks* : La Société utilise des estimations pour déterminer la valeur de réalisation nette des stocks en considérant la quantité, l'âge et la condition des stocks au moment où les estimations sont faites. Ces estimations incluent des hypothèses sur les prix de vente futurs, les coûts de vente, la demande des produits et les frais de retour de marchandises. La Société utilise aussi des estimations pour déterminer les valeurs des remises sur vente, des rabais volume et d'autres éléments similaires reçus ou à recevoir des fournisseurs. Ces estimations sont fondées sur l'expérience historique et les hypothèses de la Direction sur les événements futurs et sont révisées régulièrement durant l'exercice.

*Provision pour stocks excédentaires ou désuets* : La Société constitue une provision pour la désuétude estimée, calculée en fonction d'hypothèses relatives à la demande future pour ses produits et aux conditions des marchés sur lesquels ses produits sont vendus. Cette provision, qui réduit les stocks à leur valeur de réalisation nette, est ensuite inscrite à titre de réduction des stocks dans les états consolidés de la situation financière. La Direction doit faire des estimations au moment de déterminer ces provisions. Si les conditions réelles du marché sont moins favorables que les hypothèses de la Société, des provisions supplémentaires peuvent s'avérer nécessaires.

*Immobilisations corporelles et incorporelles* : Des hypothèses sont requises pour déterminer les durées d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles qui ont une durée d'utilité déterminée. Voir la note 3 pour plus de renseignements.

*Dépréciation des actifs non financiers* : La Société utilise des estimations et des hypothèses fondées sur l'expérience historique et les estimations les plus probables de la Direction pour estimer les flux de trésorerie futurs dans la détermination des montants recouvrables des actifs et de la juste valeur des unités génératrices de trésoreries (« UGT »). Les tests de dépréciation exigent que la Direction établisse des hypothèses importantes sur les événements futurs et les résultats opérationnels. Des estimations importantes sont aussi requises dans la détermination du taux d'actualisation approprié à appliquer aux flux de trésorerie futurs afin d'ajuster les taux du marché courants pour les facteurs de risque spécifiques aux actifs et à l'entité. Les révisions de ces hypothèses et estimations, ou les variations entre les montants estimés et les résultats actuels peuvent avoir une incidence importante sur les actifs comptabilisés dans les états consolidés de la situation financière et sur le résultat net de la Société dans les périodes ultérieures. Pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015, à l'exception des pertes de valeur comptabilisées en 2015 dans le cadre de la vente des actifs nets de Uni-Select USA, Inc. et Beck/Arnley Worldparts, Inc. présentée à la note 5, aucune perte de valeur ni reprise de pertes antérieures n'a été comptabilisée dans les actifs non courants de la Société. Voir les notes 4, 5 et 15 pour plus de renseignements.

*Impôts différés* : La Société estime ses actifs et passifs d'impôt différé fondés sur les différences entre les valeurs comptables et les valeurs fiscales des actifs et passifs. Ils sont mesurés en appliquant, à la date des états financiers, les taux d'impôt et les lois fiscales adoptés ou quasi adoptés pour les exercices au cours desquels les différences temporelles devraient se résorber. Les variations quant à la date à laquelle auraient lieu les résorptions ou quant aux taux d'imposition applicables dans les années futures peuvent résulter des écarts importants entre ces estimations et les montants matérialisés qui affecteraient le résultat net dans une période subséquente.

*Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi* : Des hypothèses et estimations importantes sont requises dans la constatation des obligations en vertu des régimes de retraite à prestations définies de la Société. La Direction estime ses obligations au titre des prestations définies annuellement avec l'assistance des actuaires indépendants. Par contre, le résultat actuel peut varier dû aux incertitudes reliées aux estimations. Les estimations des obligations au titre des prestations définies sont fondées sur des taux d'inflation, d'actualisation et de mortalité que la Direction considère comme raisonnables. Elle prend aussi en considération l'évaluation spécifique que la Société effectue au niveau des augmentations futures de salaires et de l'âge de retraite des employés. Les taux d'actualisation sont déterminés à une date rapprochée de la fin d'exercice en référence aux rendements d'obligations de sociétés de grande qualité qui sont libellés dans la monnaie dans laquelle les avantages seront payés et qui ont des termes se rapprochant des termes des obligations au titre des prestations définies relatives. Des écarts dans les hypothèses peuvent avoir un impact significatif sur le montant d'obligations au titre de prestations définies de la Société. Voir la note 17 pour les renseignements sur les hypothèses et estimations utilisées durant les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015.

*Efficacité de couverture* : La Société utilise des estimations et des hypothèses fondées sur les tendances du marché externe et les estimations les plus probables de la Direction des risques spécifiques à l'entité pour évaluer l'efficacité de la couverture de manière prospective durant la relation de couverture, le cas échéant. La comptabilité de couverture est terminée lorsqu'une relation de couverture n'est plus hautement efficace ou lorsqu'une transaction prévue n'est plus probable. Des écarts dans les résultats actuels pourraient avoir une incidence sur le résultat net de la Société dans les périodes subséquentes. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés pour des fins de spéculation.

*Provisions* : La Société utilise des estimations concernant les coûts prévus et leur échéancier ainsi que la probabilité de réalisation des obligations dans la détermination des montants de provisions. Les provisions sont réexaminées à chaque date de clôture et sont ajustées pour refléter les meilleures estimations. Voir la note 3 pour plus de renseignements.

## 2 - BASE DE PRÉSENTATION (SUITE)

### (ii) Jugements

*Contrats de location* : La Société utilise le jugement pour déterminer le classement de ses actifs loués au début du contrat. Voir la note 3 pour plus de renseignements.

*Indice de dépréciation des actifs* : La Société établit un jugement important pour déterminer l'existence d'un événement ayant une incidence négative sur les flux de trésorerie futurs estimés liés à un actif. Le cas échéant, la Société procède à un test de dépréciation de ces UGT afin de déterminer si la valeur comptable des actifs est recouvrable. Les tests de dépréciation utilisent diverses estimations de la Direction comme décrites à la section précédente.

*Comptabilité de couverture* : Au début de la relation de couverture, la Société établit, le cas échéant, un jugement pour déterminer la probabilité qu'une transaction prévue se produise.

## 3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables utilisées dans la préparation de ces états financiers consolidés sont les suivantes :

### Méthode de consolidation

#### (i) Filiales

Les filiales sont des entreprises contrôlées par la Société. La Société détient le contrôle lorsqu'elle est exposée ou a droit à des rendements variables, par sa participation dans la filiale, et lorsqu'elle possède la capacité d'exercer son pouvoir de manière à influencer sur les rendements que cette dernière obtient. Les filiales sont entièrement consolidées dès la date de la prise de contrôle, et elles sont déconsolidées à la date où le contrôle cesse. Les transactions avec les filiales sont éliminées dans les états financiers consolidés. Les filiales les plus significatives de la Société détenues à 100 % au 31 décembre 2016 se présentent comme suit :

370071 Alberta Ltd.	Uni-Select Luxembourg S.à r.l.	Uni-Sélect Québec inc.
FinishMaster, Inc.	Uni-Select Pacific inc.	Uni-Select USA Holdings, Inc.
FinishMaster Services, Inc.	Uni-Sélect Prairies inc.	
Uni-Sélect Eastern inc.	Achats Uni-Sélect, s.e.n.c.	

#### (ii) Participations dans des entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence (coentreprises)

Les coentreprises sont des entreprises sur lesquelles la Société exerce un contrôle conjoint, qui confère des droits sur les actifs nets du partenariat. La prise de décisions stratégiques financières et opérationnelles concernant les activités pertinentes du partenariat requiert le consentement unanime des parties. Les coentreprises, s'il y a lieu, sont comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence.

### Regroupements d'entreprises

La Société applique la méthode de l'acquisition pour comptabiliser les regroupements d'entreprises. La contrepartie transférée par la Société pour obtenir le contrôle d'une filiale est calculée comme la somme, à la date d'acquisition, des justes valeurs des actifs transférés, des passifs repris et des capitaux propres émis par la Société, lesquels comprennent la juste valeur d'un actif ou d'un passif résultant d'un accord de contrepartie éventuelle. Les coûts d'acquisition sont comptabilisés en charge lorsqu'ils sont engagés.

La Société comptabilise les actifs acquis et les passifs repris identifiables lors d'un regroupement d'entreprises, qu'ils aient été comptabilisés antérieurement ou non dans les états financiers de l'entreprise acquise avant l'acquisition. Les actifs acquis et les passifs repris sont évalués à leur juste valeur estimée à la date d'acquisition.

Le goodwill est évalué à la date d'acquisition comme étant la juste valeur de la contrepartie transférée, y compris le montant comptabilisé de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise, diminuée du montant net comptabilisé (généralement la juste valeur) des actifs identifiables acquis et des passifs identifiables repris. Lorsque l'excédent est négatif, un profit résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses est comptabilisé immédiatement au résultat net.

### Conversion de monnaie étrangère

#### (i) Transactions en monnaie étrangère

Les transactions libellées dans une monnaie étrangère sont initialement comptabilisées dans la monnaie fonctionnelle de l'entité connexe (note 2) à l'aide des taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les actifs et passifs libellés dans une monnaie étrangère sont convertis à l'aide des taux de change de clôture. Tout écart de change en découlant est comptabilisé en résultat, à l'exception de ceux relatifs aux éléments de couverture de flux de trésorerie, lesquels sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global (« AÉRG »).

### 3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

#### (ii) Opérations en monnaies étrangères

Les actifs et passifs des établissements à l'étranger dont la monnaie fonctionnelle est autre que la monnaie de présentation (note 2) sont convertis en dollars américains selon les taux de change de clôture. Les revenus et les charges sont convertis aux taux de change moyens de la période. Les écarts de conversion sont comptabilisés et présentés sous les AÉRG dans les capitaux propres. Les taux de change utilisés pour dresser les états financiers consolidés se résument comme suit :

	Exercice clos le	
	2016	2015
Taux de conversion à la fin de l'exercice	0,74 \$US pour 1 \$CAN	0,72 \$US pour 1 \$CAN
Taux de conversion moyen de l'exercice	0,75 \$US pour 1 \$CAN	0,78 \$US pour 1 \$CAN

#### Constatation des ventes

La Société comptabilise ses ventes à la suite de la livraison de la marchandise à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, déduction faite des provisions pour droit de retour et garanties et autres remises sur ventes et rabais volume, lorsque les risques et avantages importants inhérents à la propriété ont été transférés à l'acheteur, qu'il n'y a plus d'intervention continue de la Direction en ce qui concerne les biens, que le recouvrement de la contrepartie est probable et que le montant des produits peut être évalué de façon fiable. La Société offre à ses clients un droit de retour sur les ventes de biens et certaines garanties. Au moment où la Société constate la vente, elle comptabilise des provisions relatives aux droits de retour et garanties, lesquelles sont fondées sur l'expérience historique de la Société et les hypothèses de la Direction.

#### Stocks

Les stocks se composent de produits finis et sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cadre normal des affaires, diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

#### Incitatif accordé aux clients

La Société accorde des incitatifs sous forme de trésorerie, de stocks et de matériel à certains clients en contrepartie d'ententes d'achat pluriannuelles (« contrats »). Ces incitatifs sont comptabilisés au coût et sont amortis, contrat par contrat, sur une base linéaire en diminution des ventes sur le moindre de la durée du contrat ou de 48 mois, durée correspondant à la durée moyenne des contrats. Dans le cas de manquement d'un client à l'engagement, la portion restante de la valeur aux livres non amortie de l'incitatif, net des dommages-intérêts, est comptabilisée immédiatement comme autres charges au résultat net.

#### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût diminué du cumul de l'amortissement et du cumul des pertes de valeur. Le coût comprend les dépenses directement attribuables à l'acquisition de l'actif et à sa préparation pour son utilisation. Le coût diminué de la valeur résiduelle d'une immobilisation corporelle est amorti en fonction de la durée d'utilité estimée selon les méthodes et les périodes qui suivent :

	Méthodes	Périodes / Taux
Pavage	Dégressif	8 %
Bâtiments	Linéaire et dégressif	30 à 40 ans / 5 %
Mobilier et équipement	Linéaire et dégressif	7 à 10 ans / 20 %
Équipement informatique et logiciels d'exploitation	Linéaire et dégressif	3 à 5 ans / 30 %
Matériel roulant	Linéaire et dégressif	5 ans / 30 %
Améliorations locatives	Linéaire	Durée des baux
Véhicules en vertu des contrats de location-financement	Linéaire et dégressif	Durée des baux / 30 %

Les méthodes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont réexaminées à chaque date de clôture.

### 3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

#### Immobilisations incorporelles

Pour les immobilisations incorporelles générées à l'interne, la Société comptabilise les coûts directement attribuables à l'acquisition et au développement d'un progiciel de gestion intégré et aux coûts d'emprunt afférents. Afin de refléter le rythme de consommation des avantages attendus, la Société amortit son progiciel et les coûts attribués sur une base linéaire de dix ans. La période d'amortissement commence lorsque l'actif est prêt pour l'utilisation et cesse lorsque l'actif est comptabilisé comme un actif détenu en vue de la vente ou est décomptabilisé.

Les marques de commerce qui ont toutes été acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises sont identifiées comme ayant une durée d'utilité indéterminée sur la base des attentes de profitabilité à long terme et du positionnement général des marques de commerce en termes de notoriété et de volume des ventes. Elles sont évaluées au coût diminué du cumul des pertes de valeur. Les marques de commerce ne sont pas amorties.

Les autres immobilisations incorporelles, incluant celles acquises lors de regroupements d'entreprises, sont évaluées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur et sont amorties en fonction de la durée d'utilité estimée selon les méthodes et les périodes qui suivent :

	Méthodes	Périodes
Relations clients et autres	Linéaire	4 à 20 ans
Logiciels	Linéaire et dégressif	3 à 10 ans / 30 %

Les méthodes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont réexaminées à chaque date de clôture.

#### Goodwill

Le goodwill représente les avantages économiques futurs résultant d'un regroupement d'entreprises qui ne sont pas identifiés individuellement et comptabilisés séparément. Le goodwill est évalué au coût diminué du cumul des pertes de valeur et n'est pas amorti.

#### Coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt directement attribuables au développement du progiciel de gestion intégré (c.-à-d. actif qualifié), s'il y a lieu, sont incorporés au coût de l'immobilisation incorporelle jusqu'à ce que les activités à la préparation de son utilisation soient pratiquement terminées. Autrement, les coûts d'emprunt sont comptabilisés au résultat net selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

#### Dépréciation d'actifs

Les immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée sont revues à chaque date de clôture afin de déterminer si des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable de l'actif ou de l'UGT correspondante pourrait ne pas être recouvrable. Si une telle indication existe, la valeur recouvrable de l'actif ou de l'UGT est estimée. Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée, plus spécifiquement le goodwill et les marques de commerce, sont soumises à un test de dépréciation sur une base annuelle ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation présentent des indices de dépréciation.

La valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT est la valeur la plus élevée entre sa valeur d'utilité et sa juste valeur diminuée des coûts de sortie. Aux fins de l'évaluation de la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont comptabilisés à leur valeur actualisée en appliquant un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques à l'actif. Pour les besoins des tests de dépréciation, les actifs qui ne peuvent être soumis à un test de dépréciation individuel sont regroupés pour former le plus petit groupe d'actifs qui génère, par leur utilisation continue, des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou par groupe d'actifs. Pour les besoins des tests de dépréciation, le goodwill acquis lors d'un regroupement d'entreprises est affecté à l'UGT ou au groupe d'UGT qui devrait bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises. Chaque unité ou groupe d'unités auquel le goodwill est affecté ne peut être plus grand qu'un secteur opérationnel et représente le niveau le plus bas auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi pour les besoins de gestion interne.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable estimée. Les données utilisées pour les procédures de tests de dépréciation proviennent directement du dernier budget et du plan stratégique approuvés de la Société. Les taux d'actualisation sont déterminés individuellement pour chaque UGT et reflètent l'appréciation de la Direction du profil de risques spécifiques à chaque UGT.

Les pertes de valeur sont comptabilisées au résultat net. Les pertes de valeur comptabilisées au titre d'une UGT sont d'abord réparties en réduction de la valeur comptable du goodwill, puis en réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'UGT au prorata.

### 3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Les pertes de valeur au titre du goodwill, le cas échéant, ne peuvent pas être reprises. En ce qui a trait aux autres actifs, les pertes de valeur comptabilisées au cours des années antérieures sont évaluées à chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe des indications qui confirment que la perte a diminué ou bien qu'elle n'existe plus. Une perte de valeur à l'égard des autres actifs est reprise s'il y a eu un changement dans les estimations ayant servi à déterminer la valeur recouvrable. Une perte de valeur à l'égard des autres actifs n'est reprise que dans la mesure où la valeur comptable de l'actif n'excède pas la valeur comptable qui aurait été déterminée, après amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

#### **Contrats de location**

Les contrats de location aux termes desquels la Société assume la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété sont classés comme des contrats de location-financement. Lors de la comptabilisation initiale, les actifs acquis sous des contrats de location-financement sont comptabilisés dans les « immobilisations corporelles » à la juste valeur ou à la valeur actualisée des paiements minimums de location, selon le moins élevé des deux. Un passif correspondant est comptabilisé comme une obligation de location-financement dans la « dette à long terme ». Dans les périodes subséquentes, l'actif est amorti sur la durée d'utilité estimée et les intérêts relatifs à l'obligation sont comptabilisés dans les « charges financières, montant net » aux états consolidés des résultats.

Les autres contrats de location sont des contrats de location simple et les actifs loués ne sont pas comptabilisés aux états consolidés de la situation financière de la Société. Les paiements versés aux termes d'un contrat de location simple sont comptabilisés au résultat net sur une base linéaire pendant toute la durée du contrat de location.

#### **Impôt sur le résultat**

La charge d'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. L'impôt exigible et l'impôt différé sont comptabilisés au résultat net, sauf dans la mesure où ils se rapportent à un regroupement d'entreprises ou à des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres ou dans les AÉRG.

L'impôt exigible est l'impôt qui sera vraisemblablement payé ou récupéré au titre du bénéfice imposable ou de la perte fiscale d'une année, d'après les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture, et il comprend également tout ajustement d'impôt à payer relativement à des années antérieures.

L'impôt différé des actifs et des passifs aux fins de l'information financière est déterminé en fonction des différences temporelles entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs. Il est mesuré en appliquant, à la date de clôture, les taux d'impôt et les lois fiscales adoptés ou quasi adoptés pour les exercices au cours desquels les différences temporelles devraient se résorber. Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés lorsqu'il est probable que la perte fiscale connexe ou l'écart temporaire déductible soit utilisé contre les bénéfices imposables futurs. Les passifs d'impôt différé sont généralement comptabilisés en totalité, même si la norme IAS 12 « Impôt sur le résultat » indique des exemptions limitées. Toutefois, aucun impôt différé n'est constaté lors de la comptabilisation initiale du goodwill ou lors de la comptabilisation initiale d'actifs ou de passifs à moins qu'il résulte d'une transaction qui est soit un regroupement d'entreprises, ou qui affecte le bénéfice imposable ou le résultat. L'impôt différé au titre des différences temporelles liées à des investissements dans des filiales et coentreprises n'est pas comptabilisé si la Société est en mesure de contrôler la réalisation de ces différences temporelles et s'il est improbable qu'elles se réalisent dans un futur prévisible. L'impôt différé au titre des différences temporelles liées à des investissements dans des filiales et des coentreprises, le cas échéant, est réévalué à la fin de chaque exercice et est comptabilisé s'il est probable que les différences temporelles se réalisent dans un futur prévisible.

#### **Provisions**

Une provision est comptabilisée si, dans le cadre d'un événement passé, la Société a une obligation actuelle, juridique ou implicite, dont le montant peut être estimé de façon fiable et s'il est probable qu'une sortie des avantages économiques sera nécessaire à l'extinction de l'obligation. Le montant comptabilisé à titre de provision correspond à la meilleure estimation de la contrepartie nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la fin de l'exercice. Les principales provisions de la Société sont relatives aux frais de restructuration, incluant les coûts de fermeture des emplacements, les indemnités de départ des employés et les obligations de location déficitaires.

Les frais de restructuration sont comptabilisés lorsque la Société a mis en place un plan détaillé de restructuration qui a été communiqué avec suffisamment de détails pour générer une obligation. Les frais de restructuration comprennent seulement les coûts directement reliés au plan de restructuration et sont évalués selon les estimations les plus probables du montant nécessaire pour régler les obligations de la Société. Les modifications subséquentes aux estimations de l'obligation sont comptabilisées aux états consolidés des résultats de la Société.

### 3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

#### **Obligations au titre des avantages du personnel à court terme**

Les obligations au titre des avantages du personnel à court terme sont évaluées sur une base non actualisée et sont comptabilisées en charges à mesure que les services correspondants sont rendus. Un passif égal au montant que la Société s'attend à payer aux termes de plans d'intéressement et d'attribution de primes à court terme est comptabilisé si la Société a une obligation actuelle, juridique ou implicite de payer ce montant au titre des services passés rendus par les membres du personnel et si une estimation fiable de l'obligation peut être effectuée.

#### **Rémunération à base d'actions**

##### *Rémunération à base d'actions réglée en équité*

La charge de rémunération est évaluée à la juste valeur à la date d'octroi au moyen du modèle trinomial d'évaluation des options. La charge de rémunération est comptabilisée sur la période d'acquisition des droits aux options, avec une augmentation correspondante comptabilisée au surplus d'apport dans les capitaux propres. Les extinctions et les annulations sont estimées à la date d'octroi et elles sont revues à chaque date de clôture. Le montant comptabilisé en charge est ajusté pour refléter le nombre de droits dont on s'attend à ce que les conditions de service soient remplies, de sorte que le montant finalement comptabilisé en charge dépend du nombre de droits qui remplissent les conditions de service à la date d'acquisition des droits. Lorsque les options d'achat d'actions sont exercées, le capital-actions est crédité de la somme de la contrepartie payée et de la portion correspondante préalablement comptabilisée au surplus d'apport.

##### *Rémunération à base d'actions réglée en trésorerie*

La Société possède deux régimes de rémunération à base d'actions réglée en trésorerie qui se composent d'un Régime d'unités d'actions différées (« Régime UAD ») et d'un Régime d'unités d'actions lié à la performance (« Régime UAP »). Pour ces régimes, la juste valeur du passif est évaluée en multipliant le nombre d'unités pour lequel les droits devraient être acquis par la juste valeur d'une unité; cette dernière étant basée sur le prix de marché des actions ordinaires de la Société. La charge de rémunération et le passif correspondant sont comptabilisés sur la période d'acquisition des droits, le cas échéant, et sont réévalués à chaque date de clôture jusqu'au règlement du passif. Les variations dans la juste valeur du passif sont comptabilisées aux états consolidés des résultats.

Relativement aux UAD et UAP, la Société a conclu des contrats de swap sur actions dans le but de gérer les risques liés au cours de l'action ordinaire.

#### **Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi**

##### *Régimes à cotisations définies*

Les cotisations versées à ces régimes sont comptabilisées en charge dans les périodes au cours desquelles les services sont rendus par les membres du personnel.

##### *Régimes à prestations définies*

La Société a adopté les méthodes suivantes pour les régimes à prestations définies :

- l'obligation nette de la Société au titre des régimes de retraite à prestations définies est calculée en estimant la valeur des avantages futurs accumulés par les employés en contrepartie des services rendus au cours des périodes considérées et des périodes antérieures diminués de la juste valeur des actifs des régimes;
- le coût des prestations de retraite gagnées par les employés est établi par calculs actuariels selon la méthode des unités de crédits projetées. Les calculs tiennent compte des hypothèses les plus probables de la Direction concernant la progression des salaires, l'âge de départ à la retraite, le taux de mortalité des membres et le taux d'actualisation;
- quand il y a amélioration des prestations de retraite, les avantages au titre des services passés rendus par les membres du personnel sont comptabilisés immédiatement au résultat net;
- les réévaluations comprenant les gains ou les pertes actuariels, toute variation du plafond de l'actif, tout effet des exigences minimales de financement du régime et le rendement des actifs des régimes excluant les montants inclus dans les charges financières nettes sont comptabilisés immédiatement dans les AÉRG et les résultats non distribués.

Les coûts des services rendus et des services passés au titre des régimes de retraite à prestations définies sont comptabilisés dans les « avantages du personnel ». Le produit ou la dépense d'intérêt net de l'actif net ou de l'obligation nette est comptabilisé dans les « charges financières, montant net ».

### 3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

#### **Instruments financiers**

##### **Instruments financiers non dérivés**

Les actifs financiers et passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier. Les actifs financiers et les passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur, majorés de leurs coûts de transaction et leur évaluation subséquente dépend de leur classement. Leur classement dépend des objectifs lorsque les instruments financiers ont été acquis ou émis, de leurs caractéristiques et leur désignation par la Société. La Société a effectué les classements suivants :

- les prêts et créances sont des actifs financiers à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. La trésorerie, la trésorerie détenue en mains tierces, les débiteurs et les avances aux marchands membres sont classés comme prêts et créances. Après la comptabilisation initiale, ils sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué des pertes de valeur.
- les créditeurs et charges à payer, le solde de prix d'achat, les dividendes à payer, la dette à long terme (à l'exception des contrats de location-financement) et les dépôts de garantie des marchands membres sont classés comme passifs évalués au coût amorti. Les évaluations subséquentes sont comptabilisées au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Un actif financier est décomptabilisé lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à l'actif financier arrivent à expiration ou lorsque la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif financier sont transférés. Un passif financier est décomptabilisé lorsqu'il est éteint, annulé ou expiré.

Tous les actifs financiers, à l'exception de ceux évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, font l'objet d'un test de dépréciation minimalement à chaque date de clôture. Un actif financier est déprécié s'il existe une indication objective qu'un événement s'est produit après la comptabilisation initiale de l'actif et a eu une incidence négative sur les flux de trésorerie futurs estimés de l'actif financier et que celui-ci peut être estimé de façon fiable. Le montant d'une perte de valeur sur un actif financier évalué au coût amorti correspond à la différence entre la valeur comptable de cet actif et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés, actualisés au taux d'intérêt effectif initial de l'actif.

##### **Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture**

La Société utilise les instruments financiers dérivés pour gérer le risque de taux d'intérêt, le risque de change et le risque lié au cours de l'action ordinaire. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins de transaction ou de spéculation. Certains instruments financiers sont désignés comme des instruments de couverture.

Lors de la désignation de la couverture, la Société établit une documentation formalisée décrivant la relation entre les instruments de couverture et les éléments couverts, y compris les objectifs en matière de gestion des risques et de stratégie de couverture, ainsi que les méthodes qui serviront à évaluer l'efficacité de la relation de couverture. Au début de la couverture et de façon continue, la Société évalue si l'on s'attend à ce que les instruments de couverture soient « hautement efficaces » pour compenser les variations de flux de trésorerie des éléments couverts respectifs pendant la période pour laquelle la couverture est désignée.

##### *Couvertures de flux de trésorerie*

Les dérivés (contrats de swap de taux d'intérêt), s'il en existe, sont utilisés pour la gestion des taux d'intérêt variables du portefeuille d'endettement total de la Société et du coût d'emprunt global correspondant. Les dérivés sont initialement comptabilisés à leur juste valeur et les coûts de transaction attribuables sont comptabilisés au résultat net à mesure qu'ils sont engagés. Après la comptabilisation initiale, les dérivés sont évalués à leur juste valeur, et les variations de celle-ci sont comptabilisées comme il est décrit ci-dessous.

Lorsqu'un dérivé est désigné comme instrument de couverture dans une couverture de variation des flux de trésorerie attribuable à un risque particulier associé à une transaction prévue hautement probable qui pourrait affecter le résultat, la partie efficace des variations de la juste valeur du dérivé est comptabilisée dans les AÉRG et présentée dans le cumul des variations de juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie dans les capitaux propres. Le montant comptabilisé dans les AÉRG est sorti et inclut au résultat net de la même période pour laquelle les flux de trésorerie couverts influent le résultat net sous le même élément. Toute partie inefficace des variations de la juste valeur du dérivé est comptabilisée immédiatement au résultat net. La Société estime que les instruments financiers dérivés sont efficaces comme couvertures, tant lors de la mise en place de la couverture que pendant la durée de l'instrument, puisque pour toute la durée jusqu'à l'échéance, le montant de capital nominal et le taux d'intérêt de référence des instruments concordent tous avec les conditions de l'instrument d'emprunt couvert.

### 3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Si l'instrument de couverture ne satisfait plus aux critères de la comptabilité de couverture, s'il arrive à maturité ou s'il est vendu, résilié, exercé ou si l'entité annule la désignation, la comptabilité de couverture cessera d'être pratiquée, de manière prospective. Le gain ou la perte cumulé comptabilisé antérieurement dans les AÉRG et présenté dans le cumul des variations de juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie dans les capitaux propres y est maintenu jusqu'à ce que la transaction prévue influe sur le résultat net. Si l'on ne s'attend plus à ce que la transaction prévue se réalise, le solde des AÉRG est alors comptabilisé immédiatement au résultat net. Dans d'autres cas, le montant comptabilisé dans les AÉRG est transféré au résultat net dans la même période que celle au cours de laquelle l'élément couvert influe sur le résultat net.

#### *Couverture de l'investissement net dans des filiales étrangères*

La Société applique la comptabilité de couverture aux écarts de conversion entre la monnaie fonctionnelle de l'établissement à l'étranger et la monnaie fonctionnelle de la société mère. Les écarts de conversion découlant de la conversion de la dette désignée comme couverture d'un investissement net dans un établissement à l'étranger sont comptabilisés dans les AÉRG pour la partie efficace de la couverture, et sont présentés dans le compte des écarts de conversion cumulés. Dans la mesure où la couverture est inefficace, ces écarts sont comptabilisés au résultat net. Lorsque la portion couverte d'un investissement net diminue, le montant cumulé correspondant des écarts de conversion est transféré au résultat net en tant que gain ou perte sur disposition partielle ou complète. La Société a choisi d'exclure d'une disposition partielle d'une filiale étrangère, les paiements de prêts faisant partie de l'investissement net dans un établissement étranger.

Les gains ou pertes de change découlant d'un élément monétaire, qui est à recevoir ou à payer à un établissement à l'étranger, dont le règlement n'est ni planifié ni probable dans un futur prévisible et qui constitue en substance une part de l'investissement net dans cet établissement à l'étranger, sont comptabilisés dans les AÉRG, dans le compte des écarts de conversion cumulés.

#### *Couverture des coûts liés au risque de change*

Les contrats à terme sont utilisés dans le but de gérer les risques de change. Ces contrats à terme ne sont pas désignés comme élément de couverture et sont évalués à la juste valeur à la fin de chaque période. Les variations de juste valeur sont comptabilisées aux états consolidés des résultats comme « autres dépenses d'exploitation » et la contrepartie, actif ou passif, est présentée dans les instruments financiers dérivés aux états consolidés de la situation financière.

Aux termes de ces contrats à terme, la Société génère des flux de trésorerie compensatoires sur la position sous-jacente en termes de montants et de calendrier des opérations prévues. L'effet net des contrats à terme annule en partie l'impact des fluctuations de taux de change sur les gains/pertes de change résultant principalement des achats réglés dans une monnaie autre que les monnaies fonctionnelles respectives de la Société.

#### *Couverture des coûts liés aux paiements fondés sur des actions*

Les contrats de swap sur actions sont utilisés dans le but de gérer les risques liés aux cours de l'action ordinaire. Ces swaps sur actions ne sont pas désignés comme élément de couverture et sont évalués à la juste valeur à la fin de chaque période. Les variations de juste valeur sont comptabilisées aux états consolidés des résultats comme « avantages du personnel » et la contrepartie, actif ou passif, est présentée dans les instruments financiers dérivés aux états consolidés de la situation financière.

Aux termes de ces swaps, la Société bénéficie de l'avantage économique que lui procurent les dividendes et de la plus-value des actions en contrepartie de paiements versés aux institutions financières pour les coûts de financement et toute moins-value des actions. L'effet net des swaps sur actions annule en partie les fluctuations du cours des actions de la Société, fluctuations qui influent sur le coût des UAD et des UAP.

### **Cumul des autres éléments du résultat global**

#### *Écarts de conversion cumulés*

Les écarts de conversion cumulés comprennent tous les écarts de conversion découlant de la conversion des états financiers des activités canadiennes à la monnaie de présentation de la Société, ainsi que la conversion de la dette désignée comme élément de couverture des investissements nets de la Société dans des filiales étrangères, le cas échéant.

#### *Cumul des variations de juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie*

La réserve de couverture comprend la portion efficace du changement net cumulé de la juste valeur des éléments de couverture de flux de trésorerie, le cas échéant, afférents aux transactions qui n'ont pas encore eu lieu.

### 3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

#### **Modifications comptables futures**

Au moment où les états financiers consolidés ont été autorisés, de nouvelles normes, modifications et interprétations de normes existantes ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), mais ne sont pas encore en vigueur et n'ont pas été adoptées par anticipation par la Société.

Les informations sur les nouvelles normes, modifications et interprétations qui sont susceptibles d'avoir une incidence sur les états financiers consolidés de la Société sont détaillées ci-dessous. Certaines autres nouvelles normes et interprétations qui ont été publiées n'auront toutefois aucun effet significatif prévu sur les états financiers consolidés de la Société.

#### Date d'entrée en vigueur – 1er janvier 2018 avec adoption anticipée permise

##### *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*

En mai 2014, l'IASB et le Financial Accounting Standards Board (« FASB ») ont publié conjointement l'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients », une norme harmonisée sur la comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients. Les dispositions de cette nouvelle norme remplacent les normes actuelles portant sur la comptabilisation des produits, notamment l'IAS 18 « Produits des activités ordinaires » et l'IAS 11 « Contrats de constructions » et les interprétations connexes. IFRS 15 introduit un modèle unique, fondé sur des principes de 5 étapes à appliquer lors de la comptabilisation de contrats avec des clients. La Société évalue actuellement l'incidence de cette nouvelle norme et juge que l'adoption de celle-ci ne devrait pas avoir d'incidence significative sur les états financiers consolidés.

##### *Instruments financiers*

En juillet 2014, l'IASB a publié la version complète et finale de l'IFRS 9 « Instruments financiers », qui remplace la norme actuelle sur les instruments financiers (IAS 39). L'IFRS 9 présente un modèle unique, fondé sur des principes de classement et d'évaluation des actifs financiers qui reflètent la nature de leurs flux de trésorerie ainsi que le modèle économique suivi par ces actifs financiers. La norme présente également des directives sur le risque de crédit propre à une entité lié aux passifs financiers et introduit le modèle de comptabilité de couverture afin de refléter les aspects économiques de la gestion du risque et de son traitement comptable. La norme présente un modèle de dépréciation unique basé sur les pertes prévues plutôt que sur les pertes encourues. La Société évalue actuellement l'incidence de cette nouvelle norme et juge que l'adoption de celle-ci ne devrait pas avoir d'incidence significative sur les états financiers consolidés.

#### Date d'entrée en vigueur – 1er janvier 2019 avec adoption anticipée permise dans certaines circonstances

##### *Contrats de location*

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16 « Contrats de location », qui remplace la norme actuelle sur les contrats de location (IAS 17). IFRS 16 supprime le classement à titre de location simple et impose aux preneurs de constater tous les contrats de location à l'état de la situation financière en comptabilisant un droit d'utilisation et une obligation locative. Une exemption est permise pour les contrats de location à court terme et pour les contrats de location pour lesquels l'actif sous-jacent a une faible valeur. De plus, IFRS 16 modifie la définition du contrat de location, établit les exigences de comptabilisation de l'actif et du passif (notamment sur les aspects complexes comme les composantes autres que de location, les paiements locatifs variables et les périodes optionnelles), modifie la comptabilisation des accords de cession-bail et présente de nouvelles exigences d'information. La Société évalue actuellement l'incidence de cette norme sur ces états financiers consolidés.

#### 4 - FRAIS DE RESTRUCTURATION ET AUTRES

En 2013, le Conseil d'administration de la Société a approuvé un plan stratégique et opérationnel interne (le « Plan d'action »), qui était complémentaire au plan de consolidation du réseau de distribution annoncé en 2012. Le Plan d'action prévoyait, entre autres, la fermeture et la rationalisation de certains magasins et entrepôts, ainsi que l'ouverture de deux emplacements. Le plan a pris fin en juin 2015, lorsque la Société a conclu la vente de la quasi-totalité des actifs de Uni-Select USA, Inc. et de Beck/Arnley Worldparts, Inc. annoncée en février 2015.

En 2015, à la suite de l'annonce de l'entente visant la vente de ces actifs et afin de rationaliser ses activités corporatives, la Société a comptabilisé des frais de restructuration et autres qui consistent en des charges d'indemnité de départ de 4 918 \$ et des frais de contrats déficitaires de 2 876 \$. La Société a également comptabilisé 440 \$ en vue de la relocalisation de certains sites, ce qui totalise 8 234 \$ en frais de restructuration et autres.

Aux 31 décembre 2016 et 2015, les variations de la provision pour les frais de restructuration et autres se détaillent comme suit :

	Exercice clos le 31 décembre	
	2016	2015
Solde au début de l'exercice	3 983	6 724
Frais de restructuration et autres comptabilisés au cours de l'exercice	-	8 234
Provision utilisée au cours de l'exercice	(2 567)	(5 791)
Changement d'estimation <sup>(1)</sup>	(746)	(2 906)
Vente des actifs nets	-	(1 902)
Écart de conversion	105	(376)
Solde à la fin de l'exercice	775	3 983

<sup>(1)</sup> En décembre 2016, la Société a revu les provisions restantes et a reflété, suite aux négociations récentes avec ses fournisseurs d'impartition informatique, une réduction des frais de restructuration et autres aux états consolidés des résultats de 746 \$ pour les contrats déficitaires.

En juin 2015, la Société a revu les provisions restantes et a reflété les changements d'estimation suivants : une diminution de 1 056 \$ relativement aux coûts de fermeture de bâtiments ainsi qu'une baisse des obligations futures de loyer pour 1 850 \$, ce qui a entraîné une réduction des frais de restructuration et autres aux états consolidés des résultats totalisant 2 906 \$.

#### 5 - VENTE DES ACTIFS NETS

En 2015, à la suite de l'annonce de l'entente visant la vente de la quasi-totalité des actifs de Uni-Select USA, Inc. et Beck/Arnley Worldparts, Inc, conclue en juin 2015, la Société a comptabilisé une charge de dépréciation et frais de transaction pour 144 968 \$. Ce montant comprenait une charge de dépréciation d'actifs (principalement des logiciels et relations clients) pour 65 398 \$ et la dépréciation d'une portion du goodwill pour 57 715 \$. La Société a également comptabilisé des frais de transaction de 21 855 \$.

Au 31 décembre 2015, le produit net s'élevait à 321 001 \$, reflétant l'obligation de la Société de rembourser un solde de prix de vente de 469 \$ payé ultérieurement en janvier 2016.

## 6 - CHARGES FINANCIÈRES, MONTANT NET

	Exercice clos le 31 décembre	
	2016	2015
Intérêts sur la dette à long terme	3 652	3 763
Intérêts et charge de désactualisation sur les débetures convertibles <sup>(1)</sup>	-	252
Amortissement des frais de financement	465	577
Charge nette d'intérêts sur les obligations au titre des avantages du personnel à long terme	498	815
Intérêts sur les dépôts de garantie des marchands membres et autres	102	106
Reclassement des pertes réalisées sur les instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie dans le résultat net et résiliation des swaps	-	971
Total des charges financières	4 717	6 484
Produit d'intérêt des marchands membres et autres	(233)	(478)
Total des charges financières, montant net	4 484	6 006

<sup>(1)</sup> Voir la note 18 pour plus de renseignements.

## 7 - AMORTISSEMENT

	Exercice clos le 31 décembre	
	2016	2015
Amortissement des immobilisations corporelles	7 113	6 493
Amortissement des immobilisations incorporelles	8 849	6 681
Total de l'amortissement	15 962	13 174

## 8 - IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

### Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat

	Exercice clos le 31 décembre	
	2016	2015
Charge (recouvrement) d'impôt exigible	(5 680)	12 235
Charge (recouvrement) d'impôt différé		
Création et reprise des écarts temporaires	33 817	(45 049)
Total de la charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	28 137	(32 814)

### Rapprochement de la charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat

Le rapprochement de l'impôt sur le résultat aux taux d'imposition statutaires combinés applicables dans les territoires canadiens où la Société exerce ses activités à l'impôt sur le résultat comptabilisé aux états consolidés des résultats se présente comme suit :

	Exercice clos le 31 décembre	
	2016	2015
Impôt sur le résultat selon le taux d'imposition statutaire de la Société – 26,90 % (26,90 % en 2015)	23 242	(19 586)
Écarts de taux réglementaires d'imposition des filiales étrangères	5 932	(10 899)
Bénéfice fiscal provenant d'une structure de financement	(4 019)	(5 739)
Gain de change	384	5 059
Charges non déductibles et autres	2 598	(1 649)
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat comptabilisé aux états consolidés des résultats	28 137	(32 814)

## 8 - IMPÔT SUR LE RÉSULTAT (SUITE)

### Actifs et passifs d'impôt différé comptabilisé

<b>31 décembre 2016</b>						
	Solde de	Comptabilisés	Comptabilisé	Comptabilisé	Écart de	Solde de
	début	au	dans les	dans les	conversion	fin
		résultat net	autres éléments du	autres regroupements		
			résultat global	d'entreprises		
				(note 11)		
Pertes (gains) autres qu'en capital reportées	48 163	(29 339)	-	-	485	<b>19 309</b>
Revenu imposable au cours du prochain exercice	1 195	(1 255)	-	-	60	-
Provisions déductibles au cours du prochain exercice	23 173	(14 180)	-	-	147	<b>9 140</b>
Immobilisations corporelles	(2 512)	786	-	-	(94)	<b>(1 820)</b>
Obligations au titre des prestations définies	2 837	161	(745)	-	77	<b>2 330</b>
Frais de financement	(273)	26	-	-	(11)	<b>(258)</b>
Provision pour incitatifs de performance	1 882	(111)	-	-	63	<b>1 834</b>
Immobilisations incorporelles et goodwill	(15 253)	6 067	-	-	(865)	<b>(10 051)</b>
Perte (gain) de change en capital	(5 309)	1 231	-	-	624	<b>(3 454)</b>
Autres	(1 424)	2 797	-	-	(45)	<b>1 328</b>
<b>Actifs d'impôt différé</b>	<b>52 479</b>	<b>(33 817)</b>	<b>(745)</b>	<b>-</b>	<b>441</b>	<b>18 358</b>

<b>31 décembre 2015</b>						
	Solde de	Comptabilisés	Comptabilisé	Comptabilisé	Écart de	Solde de
	début	au	dans les	dans les	conversion	fin
		résultat net	autres éléments du	autres regroupements		
			résultat global	d'entreprises		
				(note 11)		
Pertes (gains) autres qu'en capital reportées	20 454	29 384	-	204	(1 879)	48 163
Revenu imposable au cours du prochain exercice	325	1 004	-	-	(134)	1 195
Provisions déductibles au cours du prochain exercice	28 910	(5 623)	-	-	(114)	23 173
Immobilisations corporelles	(19 013)	15 954	-	-	547	(2 512)
Obligations au titre des prestations définies	5 832	(2 379)	(118)	-	(498)	2 837
Frais de financement	41	(338)	-	-	24	(273)
Couverture de flux de trésorerie	138	-	(138)	-	-	-
Provision pour incitatifs de performance	893	1 225	-	-	(236)	1 882
Immobilisations incorporelles et goodwill	(22 816)	8 235	-	(919)	247	(15 253)
Perte (gain) de change en capital	-	(4 196)	(1 534)	-	421	(5 309)
Autres	(2 827)	1 783	-	-	(380)	(1 424)
<b>Actifs d'impôt différé</b>	<b>11 937</b>	<b>45 049</b>	<b>(1 790)</b>	<b>(715)</b>	<b>(2 002)</b>	<b>52 479</b>

### Présentation aux états consolidés de la situation financière

<b>31 décembre</b>		
	<b>2016</b>	2015
Actifs d'impôt différé	<b>22 743</b>	55 681
Passifs d'impôt différé	<b>4 385</b>	3 202
	<b>18 358</b>	52 479

## 9 - RÉSULTAT PAR ACTION

Le tableau suivant présente le rapprochement du résultat de base par action avec le résultat dilué par action :

	Note	Exercice clos le	
		2016	2015
Résultat net attribuable aux actionnaires utilisé pour le résultat de base et dilué par action		58 265	(40 221)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour le résultat de base par action	20	42 434 956	42 777 589
Incidence des options d'achat d'actions <sup>(1)</sup>		258 138	-
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour le résultat dilué par action		42 693 094	42 777 589
Résultat par action de base		1,37	(0,94)
Résultat par action dilué		1,36	(0,94)

<sup>(1)</sup> Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, 126 960 actions ordinaires moyennes pondérées pouvant être émises à l'exercice des options d'achat d'actions ont été exclues du calcul du résultat par action dilué puisque le prix d'exercice des options était plus élevé que la moyenne du prix du marché des actions (347 672 en 2015 ont été exclues du calcul du résultat par action dilué puisque leur inclusion aurait eu un effet anti-dilutif).

## 10 - INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

Les variations des éléments du fonds de roulement se détaillent comme suit :

	Exercice clos le	
	2016	2015
Débiteurs et autres recevables	(1 658)	4,587
Stocks	(23 889)	(47 623)
Frais payés d'avance	4 954	(6 397)
Créditeurs et charges à payer	40 880	(21 084)
Provision pour les frais de restructuration	(2 567)	(5 791)
Total des variations des éléments du fonds de roulement	17 720	(76,308)

## 11 - REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016, la Société a acquis des actifs et passifs de 7 entreprises opérantes aux États-Unis (8 entreprises en 2015), 6 entreprises opérantes au Canada (5 entreprises en 2015) et a acquis les actions de 1 entreprise opérante au Canada. En 2015, la Société a acheté les participations restantes de 3 coentreprises opérantes au Canada.

Le coût total de ces acquisitions de 183 342 \$ (55 939\$ en 2015), net de la trésorerie des entreprises acquises pour 12 \$ (1 730 \$ en 2015), a été alloué, de façon préliminaire, aux actifs et aux passifs sur la base de leur juste valeur.

L'ensemble des justes valeurs comptabilisées, à la date d'acquisition, pour chaque catégorie d'actifs et de passifs sont les suivantes :

	31 décembre			
			2016	2015
	Peinture et produits connexes	Produits automobiles	Total	Total
Débiteurs et autres recevables	13 191	2 912	<b>16 103</b>	8 974
Stocks	26 020	6 151	<b>32 171</b>	17 012
Immobilisations corporelles	3 074	874	<b>3 948</b>	3 356
Immobilisations incorporelles	29 670	-	<b>29 670</b>	4 050
Goodwill <sup>(1)</sup>	86 616	7 849	<b>94 465</b>	29 181
Autres actifs non courants	9 484	550	<b>10 034</b>	1 969
Créditeurs et charges à payer	(1 270)	(1 779)	<b>(3 049)</b>	(7 888)
Passifs d'impôt différé	-	-	-	(715)
Coût total	166 785	16 557	<b>183 342</b>	55 939
Solde de prix d'achat <sup>(2)</sup>	(18 333)	(3 170)	<b>(21 503)</b>	(6 851)
Juste valeur des titres de participation dans les coentreprises, détenus immédiatement avant l'obtention du contrôle <sup>(3)</sup>	-	-	-	(8 267)
Déboursé net	148 452	13 387	<b>161 839</b>	40 821

<sup>(1)</sup> Il est attendu que le goodwill soit déductible fiscalement.

<sup>(2)</sup> Au 31 décembre 2016, 11 331 \$ du solde de prix d'achat sont détenus au sein de mains tierces (3 790 \$ au 31 décembre 2015).

<sup>(3)</sup> L'achat de la participation de la Société dans 3 coentreprises a généré des gains nets totalisant 3 301 \$. Ces gains ont été comptabilisés dans les « autres dépenses d'exploitation » pour l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Ces entreprises ont été acquises dans le cours normal des activités et la Société a encouru 903 \$ (517 \$ en 2015) de frais d'acquisition. Depuis leur date d'acquisition respective, les acquisitions ont contribué aux ventes et au résultat net pour un montant de 121 038 \$ et 6,732 \$ (33 049 \$ et 2 017 \$ en 2015) respectivement.

Au 31 décembre 2016, la Société a finalisé l'allocation du prix d'acquisition de toutes les compagnies acquises au cours de l'exercice 2015, entraînant un reclassement de 9 371 \$ entre le goodwill et les immobilisations incorporelles et de 125 \$ entre les autres actifs courants et le goodwill (voir la note 15 pour plus de renseignements).

## 12 - DÉBITEURS ET AUTRES RECEVABLES

	31 décembre	
	2016	2015
Débiteurs	<b>132 107</b>	112 012
Portion courante des investissements et avances aux marchands membres (note 13)	<b>14 023</b>	11 600
Total des débiteurs et autres recevables	<b>146 130</b>	123 612

### 13 - INVESTISSEMENTS ET AVANCES AUX MARCHANDS MEMBRES

	31 décembre	
	2016	2015
Incitatifs accordés aux clients	40 401	22 896
Actions de sociétés	375	604
Avances aux marchands membres <sup>(1)</sup>	1 898	2 182
<b>Total des investissements et avances aux marchands membres</b>	<b>42 674</b>	<b>25 682</b>
Portion courante des investissements et avances aux marchands membres	14 023	11 600
Portion non courante des investissements et avances aux marchands membres	28 651	14 082

<sup>(1)</sup> Taux variant entre 0 % et 5,7 %, encaissables par versements mensuels, échéant à différentes dates jusqu'en 2021.

### 14 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Terrain et pavage	Bâtiments	Mobilier et équipement	Équipement informatique et logiciels d'exploitation	Matériel roulant	Améliorations locatives	Total
<b>Solde au 1er janvier 2015</b>	2 752	7 505	13 600	5 507	17 446	5 114	51 924
Acquisitions	37	517	4 470	6 536	4 962	1 183	17 705
Acquisitions par regroupements d'entreprises (note 11)	531	1 348	751	91	416	219	3 356
Radiations (note 5)	-	(23)	(598)	(716)	(1 239)	(211)	(2 787)
Dispositions	(90)	(438)	(11 270)	(5 621)	(9 638)	(3 815)	(30 872)
Amortissement	(54)	(433)	(1 034)	(1 579)	(2 951)	(442)	(6 493)
Écart de conversion	(408)	(740)	(753)	(399)	(130)	(99)	(2 529)
<b>Solde au 31 décembre 2015</b>	<b>2 768</b>	<b>7 736</b>	<b>5 166</b>	<b>3 819</b>	<b>8 866</b>	<b>1 949</b>	<b>30 304</b>
Coût	3 038	15 361	21 853	19 478	20 186	10 921	90 837
Amortissement cumulé	(270)	(7 625)	(16 687)	(15 659)	(11 320)	(8 972)	(60 533)
Valeur comptable nette à la fin de l'exercice 2015	2 768	7 736	5 166	3 819	8 866	1 949	30 304
Acquisitions	60	387	2 083	4 296	5 140	3 140	15 106
Acquisitions par regroupements d'entreprises (note 11)	-	2	1 828	42	2 076	-	3 948
Dispositions	(79)	(235)	(31)	-	(368)	(2)	(715)
Amortissement	(54)	(458)	(1 161)	(1 603)	(3 264)	(573)	(7 113)
Écart de conversion	80	157	130	49	25	11	452
<b>Solde au 31 décembre 2016</b>	<b>2 775</b>	<b>7 589</b>	<b>8 015</b>	<b>6 603</b>	<b>12 475</b>	<b>4 525</b>	<b>41 982</b>
Coût	3 105	15 694	26 222	24 084	25 725	14 116	108 946
Amortissement cumulé	(330)	(8 105)	(18 207)	(17 481)	(13 250)	(9 591)	(66 964)
Valeur comptable nette à la fin de l'exercice 2016	2 775	7 589	8 015	6 603	12 475	4 525	41 982

Au 31 décembre 2016, la valeur comptable nette des actifs loués, qui sont présentés sous « matériel roulant » était de 9 672 \$ (7 843 \$ au 31 décembre 2015).

## 15 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET GOODWILL

	Immobilisations incorporelles			Goodwill	
	Marques de commerce	Relations clients et autres	Logiciels <sup>(2)</sup>	Total	
<b>Solde au 1er janvier 2015</b>	8 650	52 548	72 358	133 556	192 496
Acquisitions	-	478	3 140	3 618	-
Acquisitions par regroupements d'entreprises (note 11)	-	4 050	-	4 050	29 181
Radiations et dépréciation (note 5)	(750)	(6 145)	(55 716)	(62 611)	(57 715)
Dispositions	-	-	(3 907)	(3 907)	-
Amortissement	-	(3 659)	(3 022)	(6 681)	-
Écart de conversion	-	(488)	(2 182)	(2 670)	(6 692)
<b>Solde au 31 décembre 2015</b>	<b>7 900</b>	<b>46 784</b>	<b>10 671</b>	<b>65 355</b>	<b>157 270</b>
Coût	7 900	77 386	23 108	108 394	157 270
Amortissement cumulé <sup>(1)</sup>	-	(30 602)	(12 437)	(43 039)	-
Valeur comptable nette à la fin de l'exercice 2015	7 900	46 784	10 671	65 355	157 270
Acquisitions	-	1 201	3 950	5 151	-
Acquisitions par regroupements d'entreprises (note 11)	-	29 670	-	29 670	94 465
Ajustements relatifs à la répartition finale du prix d'achat des regroupements d'entreprises (note 11)	-	9 371	-	9 371	(9 246)
Amortissement	-	(6 404)	(2 445)	(8 849)	-
Écart de conversion	-	110	350	460	1 318
<b>Solde au 31 décembre 2016</b>	<b>7 900</b>	<b>80 732</b>	<b>12 526</b>	<b>101 158</b>	<b>243 807</b>
Coût	7 900	117 754	27 799	153 453	243 807
Amortissement cumulé <sup>(1)</sup>	-	(37 022)	(15 273)	(52 295)	-
Valeur comptable nette à la fin de l'exercice 2016	<b>7 900</b>	<b>80 732</b>	<b>12 526</b>	<b>101 158</b>	<b>243 807</b>

<sup>(1)</sup> La durée d'amortissement moyenne pondérée des immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée est de 5 années pour les logiciels et de 12 années pour les relations clients et autres.

<sup>(2)</sup> Au 31 décembre 2016, les logiciels comprennent un coût et un amortissement cumulé de 10 520 \$ et de 5 050 \$ respectivement (10 171 \$ et 3 880 \$ au 31 décembre 2015), relatifs à l'acquisition et au développement interne d'un progiciel de gestion intégré.

### Tests de dépréciation des unités génératrices de trésoreries incluant le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée (marques de commerce)

Aux fins de tests de dépréciation, le goodwill et les marques de commerce sont attribués aux deux UGT, Canada et États-Unis, qui représentent le niveau le plus bas de la Société auquel le goodwill et les marques de commerce font l'objet d'un suivi pour des besoins de gestion interne. Les valeurs recouvrables des UGT de la Société sont fondées sur leurs valeurs d'utilité et sont déterminées avec l'assistance d'évaluateurs indépendants. Les valeurs comptables des unités étaient inférieures aux valeurs recouvrables et aucune perte de valeur n'est comptabilisée.

La valeur d'utilité a été déterminée en actualisant les flux de trésorerie futurs qui devraient être générés par l'usage continu des unités. La valeur d'utilité au cours de l'exercice 2016 a été déterminée de manière semblable à l'exercice 2015. Le calcul de la valeur d'utilité est fondé sur les principales hypothèses suivantes :

- les flux de trésorerie estimatifs sont fondés sur l'expérience, les résultats d'activités actuelles et le plan d'affaires quinquennal en 2016 et 2015. Les flux de trésorerie pour les 5 prochaines années sont estimés en utilisant un taux de croissance constant de 2,0 % (2,0 % en 2015) pour les activités canadiennes et les activités américaines; un taux qui n'excède pas les taux de croissance moyens à long terme de l'industrie.
- les taux d'actualisation avant impôt sont de 11,8 % (11,6 % en 2015) pour les activités canadiennes et de 13,6 % (13,4 % en 2015) pour les activités américaines et sont utilisés pour déterminer le montant recouvrable des unités. Les taux d'actualisation ont été fondés sur l'expérience et le coût moyen pondéré du capital de l'industrie qui est basé sur une série possible de leviers d'endettement de 15 % à un taux d'intérêt du marché de 3,5 % (4,1 % en 2015) pour les activités canadiennes et de 2,8 % (3,4 % en 2015) pour les activités américaines.

## 15 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET GOODWILL (SUITE)

Les hypothèses principales reflètent l'évaluation de la Direction sur les tendances futures du marché secondaire de l'automobile et sont fondées sur des sources externes et internes. L'analyse de sensibilité démontre qu'aucun changement raisonnable dans les hypothèses ne ferait en sorte que la valeur comptable de chaque UGT excède sa valeur recouvrable.

## 16 - RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

La rémunération à base d'actions de la Société comprend un régime d'options d'achat d'actions ordinaires réglé en équité et des régimes réglés en trésorerie incluant un régime d'unités d'actions différées ainsi qu'un régime d'unités d'actions lié à la performance.

Au cours du deuxième trimestre de 2016, la Société a procédé au fractionnement de ses actions ordinaires à raison de 2 pour 1. Afin de refléter l'incidence de ce fractionnement, les informations portant sur la rémunération à base d'actions telles que les UAD, les UAP et les options, ont été retraitées de façon rétrospective.

Au cours du troisième trimestre de 2016 et dans le cours normal de ses activités, la Société a conclu des contrats de swap sur actions (note 21).

### Régime d'options d'achat d'actions ordinaires à l'intention des employés-cadres et des membres de la Direction

La Société possède un régime d'options d'achat d'actions à l'intention des employés-cadres et des membres de la Direction (« régime d'options ») dont un total de 3 400 000 actions est réservé pour émission. Sous ce régime, les options sont octroyées au prix moyen du taux de clôture des actions ordinaires de la Société à la TSX pour les cinq jours de séance précédant la date d'octroi. Les options sont octroyées sur une période de trois années et un jour suivant la date d'émission et peuvent être levées pour une période ne dépassant pas sept années.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, 126 960 options ont été octroyées aux employés-cadres et aux membres de la Direction de la Société (514 678 pour 2015), pour un prix d'exercice moyen de 33,94 \$CAN (15,32 \$CAN en 2015). Au cours de l'exercice, 105 810 options ont été exercées (1 066 430 en 2015) et aucune option n'a été annulée (104 342 en 2015) ni n'a expiré (aucune en 2015).

Au 31 décembre 2016, des options octroyées pour l'émission de 392 778 actions ordinaires (371 628 au 31 décembre 2015) sont en circulation dans le cadre du régime d'options de la Société, et 1 811 034 actions ordinaires (1 937 994 au 31 décembre 2015) sont réservées pour des options additionnelles dans le cadre du régime d'options.

Un sommaire du régime d'options de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015 est présenté comme suit :

	2016		2015	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$CAN	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$CAN
En circulation au début de l'exercice	371 628	14,46	1 027 722	13,06
Octroyées	126 960	33,94	514 678	15,32
Exercées	(105 810)	13,34	(1 066 430)	13,51
Annulées	-	-	(104 342)	14,65
En circulation à la fin de l'exercice	392 778	21,06	371 628	14,46
Exerçables à la fin de l'exercice	127 829	19,41	26 874	15,32

## 16 - RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS (SUITE)

La fourchette des prix de levée, les prix de levée moyens pondérés et la durée résiduelle moyenne pondérée des options de la Société sont présentés comme suit :

31 décembre 2016					
Prix de levée	Options en circulation			Options exerçables	
	Nombre en circulation	Durée résiduelle moyenne pondérée (années)	Prix de levée moyen pondéré	Nombre pouvant être levé	Prix de levée moyen pondéré
SCAN			SCAN		SCAN
11,45	14 886	3,01	11,45	14 886	11,45
14,38	55 500	4,01	14,38	11 190	14,38
15,32	195 432	5,01	15,32	70 013	15,32
33,94	126 960	6,01	33,94	31 740	33,94
	<b>392 778</b>	<b>5,11</b>	<b>21,06</b>	<b>127 829</b>	<b>19,41</b>

31 décembre 2015					
Prix de levée	Options en circulation			Options exerçables	
	Nombre en circulation	Durée résiduelle moyenne pondérée (années)	Prix de levée moyen pondéré	Nombre pouvant être levé	Prix de levée moyen pondéré
SCAN			SCAN		SCAN
11,45	61 056	4,01	11,45	-	-
14,38	88 624	5,01	14,38	-	-
15,32	221 948	6,01	15,32	26 874	15,32
	<b>371 628</b>	<b>5,44</b>	<b>14,46</b>	<b>26 874</b>	<b>15,32</b>

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, une charge de rémunération de 672 \$ (1 164 \$ en 2015) a été comptabilisée dans le « résultat net » avec la contrepartie comptabilisée au « surplus d'apports ».

La juste valeur des options octroyées le 4 janvier 2016 a été établie à l'aide du modèle trinomial d'évaluation d'options. Les hypothèses utilisées pour les calculs de la juste valeur sont présentées comme suit :

		2016	2015
Juste valeur à l'octroi	SCAN	<b>33,94</b>	15,32
Dividende prévu	%	<b>0,94</b>	1,98
Volatilité prévue	%	<b>24,69</b>	26,24
Taux d'annulation	%	<b>6,67</b>	6,67
Taux d'intérêt sans risque	%	<b>1,02</b>	1,42
Durée de vie prévue	années	<b>6,99</b>	6,99
Prix de levée	SCAN	<b>33,94</b>	15,32
Cours de l'action	SCAN	<b>33,94</b>	15,32

La volatilité prévue est estimée pour chaque tranche d'octroi, compte tenu de la volatilité moyenne historique du prix de l'action sur la même période que la durée prévue des options octroyées.

### Régime d'unités d'actions différées

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, la Société a octroyé 45 149 UAD (60 204 UAD pour 2015) et a racheté 84 323 UAD (49 764 en 2015). Une charge de rémunération de 670 \$ (3 057 \$ en 2015) a été comptabilisée au cours de l'exercice et 142 256 UAD sont en circulation au 31 décembre 2016 (181 430 au 31 décembre 2015). Le passif de rémunération correspondant s'élève à 3 141 \$ (4 476 \$ au 31 décembre 2015). Au 31 décembre 2016, la juste valeur des instruments financiers dérivés est un passif de 182 \$.

## 16 - RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS (SUITE)

### Régime d'unités d'actions liées à la performance

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, la Société a octroyé 76 282 UAP (223 230 UAP en 2015) et a racheté 98 684 UAP (329 660 en 2015). Une charge de rémunération de 3 787 \$ (1 829 \$ en 2015) a été comptabilisée au cours de l'exercice, et 216 036 UAP sont en circulation au 31 décembre 2016 (238 438 au 31 décembre 2015). Le passif de rémunération correspondant s'élève à 4 959 \$ (3 009 \$ au 31 décembre 2015). Au 31 décembre 2016, la juste valeur des instruments financiers dérivés est un passif de 205 \$.

## 17 - OBLIGATIONS AU TITRE DES AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI

La Société contribue à la fois à des régimes de retraite à prestations définies et à des régimes de retraite à cotisations définies.

Les régimes de retraite à prestations définies incluent un régime de retraite enregistré de base, un régime de retraite enregistré pour la haute direction et un régime de retraite non enregistré additionnel pour certains des membres de la haute direction. Les prestations liées aux régimes de retraite à prestations définies sont fondées sur le nombre d'années de service et sur le salaire final moyen. Les deux régimes de retraite enregistrés sont capitalisés par la Société et par les participants du régime. Les contributions des employés sont déterminées selon les salaires des participants et couvrent une portion des prestations. Les contributions de l'employeur sont fondées sur une évaluation actuarielle qui détermine le niveau de capitalisation nécessaire pour couvrir les obligations de la Société.

La Société contribue aussi à d'autres régimes différents considérés comme des régimes de retraite à cotisations définies. La charge totale de la Société au titre des régimes à cotisations définies est de 1 635 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 (1 697 \$ pour 2015).

### Régimes à prestations définies

Une évaluation actuarielle des régimes à prestations définies est obtenue au moins toutes les trois années.

Les régimes à prestations définies exposent la Société aux risques actuariels tels que le risque de longévité, le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque d'investissement. La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies est calculée en fonction des meilleures estimations du taux de mortalité des participants. Le risque de longévité existe à cause de l'augmentation de l'espérance de vie des participants du régime, qui fait augmenter l'obligation du régime. Un changement dans l'évaluation des actifs étrangers des régimes due aux variations du taux de change expose les régimes au risque de change. Une diminution dans le taux d'intérêt des obligations utilisé pour calculer la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies a pour effet d'augmenter l'obligation du régime. Ce risque de taux d'intérêt sera partiellement compensé par l'augmentation du rendement des fonds à revenu fixe. Le risque d'investissement survient lorsque le rendement des actifs du régime est inférieur au taux d'intérêt sur l'obligation de la Société servant à déterminer le taux d'actualisation.

Actuellement, les régimes possèdent un solde d'investissement mixte de 52,6 % en fonds de participation, 20,3 % en fonds de titres à revenu fixe et 27,1 % en autres fonds. Compte tenu de la nature long terme des régimes d'obligations au titre des prestations définies, la Société juge approprié qu'une portion raisonnable des actifs des régimes soit investie en actions, en fonds à revenu fixe et en autres fonds afin de générer un rendement long terme supplémentaire.

Les informations relatives au statut des obligations et des actifs des régimes à prestations définies se présentent comme suit :

	2016	2015
Obligation au titre des prestations définies		
Solde au début de l'exercice	53 154	58 740
Coût des services rendus	2 347	2 888
Cotisations des employés	802	593
Charges d'intérêts	2 253	2 271
Prestations versées	(3 566)	(1 561)
Réévaluations:		
Pertes (gains) actuarielles découlant des modifications des hypothèses financières	(463)	665
Gains actuariels découlant des ajustements liés à l'expérience	(606)	(201)
Écarts de conversion	1 812	(10 241)
Solde à la fin de l'exercice	55 733	53 154

## 17 - OBLIGATIONS AU TITRE DES AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI (SUITE)

	2016	2015
<b>Actifs des régimes</b>		
Juste valeur au début de l'exercice	42 606	37 069
Revenus d'intérêts	1 755	1 456
Cotisations de l'employeur	2 630	8 928
Cotisations des employés	802	593
Prestations versées	(3 566)	(1 334)
Frais administratifs	(236)	(219)
Rendement des actifs des régimes (excluant les montants inclus dans les revenus d'intérêts)	1 616	25
Écarts de conversion	1 424	(3 912)
Juste valeur à la fin de l'exercice	47 031	42 606

### 31 décembre

	2016	2015
	%	%
<b>Composition des actifs des régimes</b>		
Placements dans les fonds de participation	52,6	52,5
Placements dans les fonds à revenu fixe	20,3	16,0
Placements dans les autres fonds	27,1	31,5
	100,0	100,0

L'obligation nette est présentée dans « obligations au titre des avantages du personnel à long terme » dans les états consolidés de la situation financière de la Société.

### 31 décembre

	2016	2015
Juste valeur des actifs des régimes	47 031	42 606
Obligations au titre des prestations définies	(55 733)	(53 154)
Obligations au titre des avantages du personnel à long terme	(8 702)	(10 548)

La charge des régimes à prestations définies, comptabilisée dans les postes « avantages du personnel » et « charges financières, montant net » dans les états consolidés des résultats, se présente comme suit :

### Exercice clos le 31 décembre

	2016	2015
Coût des services rendus	2 347	2 888
Charges nettes d'intérêts	498	815
Frais administratifs	236	219
Charge des régimes à prestations définies	3 081	3 922

## 17 - OBLIGATIONS AU TITRE DES AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI (SUITE)

Les réévaluations des obligations au titre des avantages du personnel à long terme qui sont comptabilisées dans les AÉRG se présentent comme suit :

	Exercice clos le	
	31 décembre	
	2016	2015
Pertes (gains) actuarielles découlant des modifications des hypothèses financières	(463)	665
Gains actuariels découlant des ajustements liés à l'expérience	(606)	(201)
Rendement des actifs des régimes (excluant les montants inclus dans les revenus d'intérêts)	(1 616)	(25)
	<b>(2 685)</b>	439

Les hypothèses actuarielles importantes à la date de fin d'exercice (moyenne pondérée des hypothèses au 31 décembre) se présentent comme suit :

		31 décembre	
		2016	2015
Taux d'actualisation	%	4,00	3,95
Taux de croissance de la rémunération	%	3,50	3,50
Espérance de vie moyenne			
Homme, âgé de 45 ans à la date de clôture	années	87,7	87,6
Femme, âgée de 45 ans à la date de clôture	années	90,0	90,0
Homme, âgé de 65 ans à la date de clôture	années	86,6	86,5
Femme, âgée de 65 ans à la date de clôture	années	89,1	89,0

Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, la Société prévoit contribuer aux régimes à prestations définies pour approximativement 2 091 \$.

Les hypothèses actuarielles importantes servant à établir l'obligation des régimes à prestations définies comprennent le taux d'actualisation, le taux de croissance de la rémunération et l'espérance de vie moyenne. Le calcul des engagements nets des régimes à prestations définies est sensible à ces hypothèses.

Le tableau suivant résume l'incidence des modifications de ces hypothèses actuarielles sur les obligations au titre des prestations définies :

	31 décembre	
	2016	2015
	%	%
Taux d'actualisation		
Augmentation de 1 %	(14,2)	(14,6)
Diminution de 1 %	18,8	19,4
Taux de la rémunération		
Augmentation de 0,5 %	1,9	2,4
Diminution de 0,5 %	(1,7)	(1,9)
Espérance de vie moyenne		
Augmentation de 10 %	1,9	1,9
Diminution de 10 %	(2,1)	(2,0)

## 18 - FACILITÉS DE CRÉDIT, DETTE À LONG TERME ET DÉBENTURES CONVERTIBLES

### Facilité de crédit rotatif

Le 20 mai 2016, la Société a amendé les termes de sa facilité de crédit rotatif à long terme non garantie de 400 000 \$ et a prolongé l'échéance jusqu'au 30 juin 2020. Cette facilité est disponible en dollars canadiens ou américains et peut être remboursée en tout temps, sans pénalité. Les taux d'intérêt variables sont basés sur le LIBOR en dollars américains, les acceptations bancaires et les taux préférentiels, majorés des marges applicables.

### Facilité de lettre de crédit

Le 29 juin 2016, la Société a amendé les termes de sa facilité de lettre de crédit non garantie de 20 000 \$ et a prolongé l'échéance jusqu'au le 30 juin 2020. Cette facilité est disponible aux fins de l'émission de lettres de crédit en dollars canadiens et américains. Les taux d'intérêt variables sont basés sur le LIBOR en dollars américains, les acceptations bancaires et les taux préférentiels, majorés des marges applicables.

Les lettres de crédit de la Société ont été émises pour garantir les paiements de certains avantages sociaux aux employés et de certains achats de stocks des filiales. Les lettres de crédit ne sont pas comptabilisées en tant que passif dans la dette à long terme de la Société puisque les garanties sous-jacentes sont déjà comptabilisées directement dans les états consolidés de la situation financière de la Société, si applicable. Au 31 décembre 2016, des lettres de crédit pour 10 267 \$ ont été émises (14 854 \$ en 2015).

### Dettes à long terme

	Échéance	Taux d'intérêt effectif	Court terme	31 décembre	
				2016	2015
Facilité de crédit rotatif, taux variables – 125 407 \$ (84 200 \$ au 31 décembre 2015)	2020	2,07 % à 4,58 %		123 841	82 426
Contrats de location-financement, taux variables	-	-	3 722	10 439	7 898
Autres	2021	-	4	18	20
			3 726	134 298	90 344
Versements exigibles à court terme				3 726	2 622
Dettes à long terme				130 572	87 722

### Débentures convertibles

En 2011, la Société a émis des débentures convertibles subordonnées et non garanties qui portaient intérêt à un taux de 5,90 % annuellement, payable par versements semi-annuels les 31 janvier, et 31 juillet de chaque année. Les débentures étaient convertibles en actions ordinaires au gré du détenteur au prix de 41,76 \$CAN par action, avant fractionnement, ce qui représente un taux de conversion de 23,9 actions ordinaires par tranche de 1 000 \$CAN du capital des débentures convertibles. Les débentures convertibles venaient à échéance le 31 janvier 2016 et pouvaient être rachetées par la Société, dans certains cas, après le 31 janvier 2014.

Conformément aux termes établis à l'émission des débentures, la Société a racheté, en février 2015, l'ensemble des débentures convertibles pour une contrepartie, au pair, de 51 750 \$CAN. Jusqu'au rachat aux fins d'annulation, le taux d'intérêt annuel effectif a été de 8,16 %.

La composante capitaux propres des débentures, initialement déterminée comme l'écart entre la juste valeur des débentures convertibles dans son ensemble et la juste valeur de la composante passif, a été reclassée aux bénéfices non répartis pour un montant total de 1 687 \$.

### Paiements minimums futurs

Au 31 décembre 2016, les remboursements de capital sur la dette à long terme (sauf les contrats de location-financement) et la valeur actualisée des paiements minimums de location se présentent comme suit :

	2017	2018	2019	2020	2021	Par la suite
Dettes à long terme (sauf les contrats de location-financement)	4	4	4	123 844	3	-
Valeur actualisée des paiements minimums de location	3 722	2 956	2 050	1 272	439	-

## 19 - DÉPÔTS DE GARANTIE DES MARCHANDS MEMBRES

Les marchands membres doivent cotiser à un fonds pour garantir en partie leurs créances envers la Société. Les montants de dépôts sont basés sur le volume des achats de chaque marchand membre et portent intérêt au taux préférentiel moins 1 %. Le taux d'intérêt en vigueur au 31 décembre 2016 est de 2,7 % (2,7 % au 31 décembre 2015). La répartition des dépôts de garantie se présente comme suit :

	31 décembre	
	2016	2015
Total des dépôts de garantie des marchands membres	5 410	5 613
Versements exigibles à court terme	91	82
Portion non courante des dépôts de garantie des marchands membres	5 319	5 531

## 20 - CAPITAL-ACTIONS

Au cours du deuxième trimestre de 2016, la Société a procédé au fractionnement de ses actions ordinaires à raison de 2 pour 1. Afin de refléter l'incidence de ce fractionnement, les informations portant sur les actions ordinaires ont été retraitées de façon rétrospective.

### Autorisé

La structure du capital de la Société inclut un nombre illimité d'actions ordinaires, sans valeur nominale, et un nombre illimité d'actions privilégiées, sans valeur nominale, pouvant être émises en séries et assorties des caractéristiques suivantes :

#### (i) Actions ordinaires

Chaque action ordinaire confère à son porteur un droit de vote et un droit de recevoir des dividendes aux montants et payables au moment que le Conseil d'administration détermine après le paiement des dividendes sur les actions privilégiées. En cas de liquidation ou dissolution volontaire ou forcée, les porteurs ont le droit de participer au partage de l'actif après le paiement aux porteurs des actions privilégiées.

#### (ii) Actions privilégiées

Les actions privilégiées, dont aucune n'a été émise ni n'est en circulation, sont des actions sans droit de vote pouvant être émises en séries. Le Conseil d'administration a le droit, de temps à autre, de fixer le nombre, la désignation, les droits, les privilèges, les restrictions et les conditions des actions privilégiées de chaque série. Le nombre d'actions privilégiées pouvant être émises et en circulation se limite à 20 % du nombre d'actions ordinaires émises et en circulation au moment de l'émission des actions privilégiées. Les porteurs de quelque série d'actions privilégiées ont le droit de recevoir des dividendes et ont la priorité sur les actions ordinaires dans le partage de l'actif en cas de liquidation ou de dissolution volontaire ou forcée.

	31 décembre	
	2016	2015
<b>Émis et payé</b>		
Solde au début de l'exercice (43 135 758 actions ordinaires (42 431 518 en 2015))	97 864	87 238
Émission de 105 810 actions ordinaires suite à l'exercice d'options d'achat d'actions (1 066 430 en 2015)	1 090	11 315
Rachat et annulation de 1 027 390 actions ordinaires (362 190 en 2015)	(2 030)	(689)
Solde à la fin de l'exercice (42 214 178 actions ordinaires (43 135 758 en 2015))	96 924	97 864

### Rachat et annulation d'actions

Le 10 août 2016, la Société a annoncé qu'elle a reçu l'approbation du TSX de renouveler son intention de pouvoir acheter par le biais d'une nouvelle offre publique de rachat d'actions (« OPR ») et à des fins d'annulation, jusqu'à 2 000 000 actions ordinaires représentant 4,7 % de ses 42 231 178 actions ordinaires émises et en circulation en date du 1er août 2016 au cours d'une période de douze mois commençant le 17 août 2016 et se terminant le 16 août 2017. Dans le cadre de l'OPR, la Société a conclu une entente visant un programme de rachat automatique (« PRA ») permettant à la Société de fournir des directives concernant le rachat et l'annulation d'actions ordinaires au cours des périodes d'interdiction d'opérations auto-imposées. Ces rachats, aux fins d'annulation, seront effectués par le courtier à son entière discrétion en fonction des paramètres préétablis par la Société.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016, la Société a racheté 1 027 390 actions ordinaires (362 190 en 2015) pour une contrepartie en espèces de 22 043 \$ (7 747 \$ en 2015) incluant une prime au rachat et annulation d'actions de 20 013 \$ (7 058 \$ en 2015) appliquée en réduction des bénéfices non répartis.

### Émission d'actions

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016, la Société a émis 105 810 actions ordinaires (1 066 430 en 2015) à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions pour une contrepartie en espèces de 1 090 \$ (11 315 \$ en 2015). Le prix d'exercice moyen pondéré des options d'achats d'actions était de 13,34 \$CAN pour l'exercice (13,51 \$CAN en 2015).

## 20 - CAPITAL-ACTIONS (SUITE)

### Dividendes

Un total de 0,335 \$CAN par action ordinaire a été déclaré par la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 (0,315 \$CAN en 2015).

## 21 - INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES

Les classements de même que les valeurs comptables et les justes valeurs des instruments financiers sont détaillés comme suit :

	31 décembre 2016		31 décembre 2015	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
<b>Actifs financiers classés dans les prêts et créances</b>				
Trésorerie	22 325	22 325	91 432	91 432
Trésorerie détenue en mains tierces	14 486	14 486	3 790	3 790
Débiteurs	132 107	132 107	112 012	112 012
Avances aux marchands membres	Niveau 3 1 898	1 898	Niveau 3 2 182	2 182
<b>Passifs financiers au coût amorti</b>				
Créditeurs et charges à payer	298 188	298 188	252 091	252 091
Solde de prix d'achat	25 303	25 303	6 517	6 517
Dividendes à payer	2 673	2 673	2 485	2 485
Dette à long terme (sauf les contrats de location-financement)	Niveau 2 123 859	123 859	Niveau 2 82 446	82 446
Dépôts de garantie des marchands membres	Niveau 3 5 410	s.o.	Niveau 3 5 613	s.o.
<b>Passifs financiers à la juste valeur</b>				
Contrats de swaps sur actions	Niveau 2 387	387	s.o.	s.o.
<b>Autres passifs</b>				
Contrats de location-financement	Niveau 2 10 439	10 439	Niveau 2 7 898	7 898

### Actifs financiers classés dans les prêts et créances

La juste valeur de la trésorerie, de la trésorerie détenue en mains tierces et des débiteurs se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance de courte durée.

La juste valeur des avances aux marchands membres a été déterminée en fonction des flux de trésorerie actualisés calculés à l'aide des taux d'intérêt effectifs disponibles à la Société à la date de clôture pour des instruments financiers semblables.

### Actifs financiers à la juste valeur

La juste valeur des contrats de change à terme a été déterminée en utilisant les taux de change cotés sur le marché actif ajustés du risque de crédit déterminé par les institutions financières. Ils ne sont pas inclus dans le tableau ci-dessus puisque leur juste valeur n'est pas significative au 31 décembre 2016.

### Passifs financiers au coût amorti

La juste valeur des créditeurs et charges à payer, solde de prix d'achat et des dividendes à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance de courte durée.

La juste valeur de la dette à long terme (sauf les contrats de location-financement) a été établie en calculant la valeur actualisée de l'écart entre les facilités de crédit existantes et le taux qui serait négocié en fonction des conditions économiques à la date de clôture. La juste valeur de la dette à long terme se rapproche de sa valeur comptable puisque les taux d'intérêt effectifs applicables aux facilités de crédit de la Société reflètent les conditions courantes du marché.

La juste valeur des dépôts de garantie des marchands membres n'a pu être déterminée puisqu'elle résulte de données non observables sur le marché.

### Passifs financiers à la juste valeur

La juste valeur des contrats de swaps sur actions a été déterminée en utilisant les cours d'actions cotés sur le marché actif ajustés du risque de crédit déterminé par les institutions financières.

## 21 - INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES (SUITE)

### Autres passifs

La juste valeur des contrats de location-financement a été établie en calculant la valeur actualisée de l'écart entre les facilités de crédit existantes et le taux qui serait négocié en fonction des conditions économiques à la date de clôture. Au 31 décembre 2016, la juste valeur des contrats de location-financement se rapproche de leur valeur comptable puisque les taux d'intérêt effectifs applicables au contrat de location-financement de la Société reflètent les conditions courantes du marché.

### Hiérarchie de juste valeur

Les instruments financiers évalués à la juste valeur au sein des états consolidés de la situation financière sont classés en fonction des niveaux hiérarchiques suivants :

- Niveau 1 : consiste en une évaluation fondée sur des prix (non ajustés) cotés sur des marchés pour des actifs et passifs identiques;
- Niveau 2 : consiste en des techniques d'évaluation fondées principalement sur des données, autres que des prix cotés (inclus dans le niveau 1), observables directement ou indirectement sur le marché, et;
- Niveau 3 : consiste en des techniques d'évaluation qui ne sont pas fondées principalement sur des données observables sur le marché.

### Instruments financiers dérivés – couverture des risques de change

Au cours du quatrième trimestre de 2016, la Société a conclu des contrats à terme pour un montant nominal de 3 184 \$ afin d'atténuer les risques de change auxquels elle est exposée, principalement en raison des achats réglés dans une monnaie autre que les monnaies fonctionnelles respectives de la Société. Le taux moyen de ces contrats à terme s'élève à 0,75 jusqu'à leur échéance respective variant entre 1 et 12 mois.

### Instruments financiers dérivés – couverture des coûts liés aux paiements fondés sur des actions

Au cours du troisième trimestre de 2016, la Société a conclu des contrats de swap sur actions dans le but de gérer les risques liés au cours de l'action ordinaire. Au 31 décembre 2016, les contrats de swap sur actions visaient l'équivalent de 318 371 actions ordinaires de la Société.

### Instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie

En 2011, la Société a conclu des contrats de swaps afin de couvrir les flux de taux d'intérêt variables liés aux transactions prévues pour le début de l'année 2012 sur une portion de la facilité de crédit rotatif de la Société et ce, pour un montant nominal initial de 80 000 \$. Les swaps de taux d'intérêt fixaient les charges d'intérêt à 0,97 % jusqu'à leur échéance en 2016. Les flux de trésorerie liés aux swaps de taux d'intérêt devaient se produire dans les mêmes périodes puisqu'ils devaient affecter le résultat net.

Ces contrats de swaps ont été désignés comme couverture de flux de trésorerie jusqu'en juin 2015 lorsque la Société a résilié les contrats de swaps pour un coût total de 352 \$.

### Gestion des risques découlant des instruments financiers

Dans le cours normal de ses opérations, la Société est exposée aux risques découlant des instruments financiers, principalement le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de change et le risque de taux d'intérêt. La Société gère ces expositions aux risques sur une base continue.

#### (i) Risque de crédit

Le risque de crédit provient d'une éventuelle incapacité des clients à satisfaire à leurs obligations. Le risque maximum auquel la Société est exposée correspond à la valeur comptable de sa trésorerie, sa trésorerie détenue en mains tierces et de ses débiteurs et autres recevables et avances aux marchands membres. Aucun client de la Société ne représente plus de 5 % du solde des débiteurs. Afin de gérer son risque, des limites de crédit spécifiques sont déterminées pour certains comptes et sont révisées régulièrement par la Société.

La Société peut également être exposée au risque de crédit en raison de ses contrats de change à terme et de ses contrats de swaps sur actions, ce qui est géré en ne traitant qu'avec des institutions financières de renom.

La Société détient en garantie des biens personnels et des actifs de certains clients. Ces clients doivent aussi contribuer à un fonds pour garantir en partie leurs créances envers la Société. La solvabilité des clients est examinée régulièrement et des analyses mensuelles sont révisées afin de s'assurer de la recouvrabilité des montants excédant le délai normal de paiement et, le cas échéant, des mesures sont prises afin de limiter le risque de crédit. Au cours des dernières années, aucun montant substantiel n'a affecté négativement le résultat net de la Société, le taux de mauvaises créances moyen sur les ventes se chiffrant à 0,2 % au cours des trois dernières années.

## 21 - INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES (SUITE)

Au 31 décembre 2016, les débiteurs en souffrance représentent 4 990 \$ (2 501 \$ au 31 décembre 2015) et font l'objet d'une provision pour mauvaises créances de 3 077 \$ (1 573 \$ au 31 décembre 2015). La provision pour mauvaises créances et les débiteurs en souffrance sont revus au minimum trimestriellement et une dépréciation est comptabilisée seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain. L'évolution de la provision pour mauvaises créances est présentée comme suit :

	31 décembre	
	2016	2015
Solde au début de l'exercice	1 573	4 798
Dépréciation	2 012	2 320
Radiations	(576)	(3 180)
Vente des actifs nets	-	(2 240)
Écart de change	68	(125)
Solde à la fin de l'exercice	3 077	1 573

La Direction considère que, pour chacune des dates de clôture au 31 décembre examinées ci-dessus, l'ensemble des actifs financiers possède une bonne qualité de crédit et ce, puisqu'ils ne sont ni dépréciés ni échus.

### (ii) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est défini comme étant le risque que la Société ne puisse satisfaire à ses obligations en temps voulu ou à un prix raisonnable. La Société gère son risque de liquidité sur une base consolidée par son utilisation de différents marchés de capitaux afin de s'assurer d'une flexibilité dans sa structure de capital. La Société établit des prévisions budgétaires et de flux de trésorerie, en tenant compte de ses besoins courants et futurs de trésorerie, afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour remplir ses obligations.

Au 31 décembre 2016, la Société dispose des facilités de crédit renouvelables et des lettres de crédit totalisant 400 000 \$ et 20 000 \$, respectivement (400 000 \$ et 20 000 \$ au 31 décembre 2015). Voir la note 18 pour plus de renseignements. Au 31 décembre 2016, la Société bénéficie des facilités de crédit non utilisées d'environ 284 000 \$ (321 000 \$ au 31 décembre 2015).

La Direction est d'avis qu'en tenant compte des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation et des ressources financières mises à sa disposition, le risque de liquidité de la Société est adéquatement atténué.

Les échéances contractuelles et les paiements estimés futurs d'intérêt des passifs financiers de la Société se présentent comme suit :

	31 décembre 2016			
	Valeur comptable	Échéance de moins d'un an	Un à trois ans	Plus de trois ans
<b>Instruments financiers non dérivés</b>				
Créditeurs et charges à payer	297 688	297 688	-	-
Solde de prix d'achat	25 303	25 303	-	-
Dividendes à payer	2 673	2 673	-	-
Dettes à long terme (sauf les contrats de location-financement)	123 859	4	123 852	3
Intérêts à payer	500	500	-	-
Dépôts de garantie des marchands membres	5 410	91	-	5 319
	455 433	326 259	123 852	5 322
<b>Instruments financiers dérivés</b>				
Contrats de swaps sur actions	387	387	-	-
	455 820	326 646	123 852	5 322

## 21 - INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES (SUITE)

31 décembre 2015

	Valeur comptable	Échéance de moins d'un an	Un à trois ans	Plus de trois ans
<b>Instruments financiers non dérivés</b>				
Créditeurs et charges à payer	251 469	251 469	-	-
Solde de prix d'achat	6 517	6 517	-	-
Dividendes à payer	2 485	2 485	-	-
Dette à long terme (sauf les contrats de location-financement)	82 446	3	82 436	7
Intérêts à payer	622	622	-	-
Dépôts de garantie des marchands membres	5 613	82	-	5 531
	<b>349 152</b>	<b>261 178</b>	<b>82 436</b>	<b>5 538</b>

### (iii) Risque de change

La Société est exposée au risque de change sur les instruments financiers principalement en raison des achats réglés dans une monnaie autre que les monnaies fonctionnelles respectives de la Société. À l'occasion, la Société utilise des contrats à terme afin de limiter l'effet des variations du dollar canadien par rapport au dollar américain sur les flux de trésorerie prévus.

La Société détient certains placements dans des filiales étrangères (États-Unis) dont les actifs nets sont exposés aux écarts de conversion. La Société couvre l'exposition au risque de change lié à ces placements avec les instruments d'emprunt libellés en dollars américains (note 18).

Si les taux de change avaient varié de 5 %, à la hausse ou à la baisse, avec l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes, la Direction considère qu'il n'y aurait pas d'effet important sur le résultat net pour l'exercice clos le 31 décembre 2016. Ces changements, basés sur une observation des conditions courantes du marché, sont considérés comme raisonnablement possibles.

### (iv) Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt, principalement en raison de ses dettes à taux variables. La Société gère son exposition aux variations de taux d'intérêt par une répartition équilibrée de sa dette financière entre des instruments comportant des taux fixes et des taux variables et en concluant des swaps consistant à échanger des flux de trésorerie de taux variables contre des flux de trésorerie à taux fixes. Au 31 décembre 2016, la Société est donc exposée à un risque de taux d'intérêt sur sa facilité de crédit rotatif à taux variables et ses contrats de location-financement. Voir la note 18 pour plus de renseignements.

Si les taux d'intérêt avaient varié de 25 points de base, à la hausse ou à la baisse, avec l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes, le résultat net de la Société aurait été supérieur ou inférieur de 224 \$ et les AÉRG n'auraient pas varié pour l'exercice clos le 31 décembre 2016. Ces changements, basés sur une observation des conditions courantes du marché, sont considérés comme raisonnablement possibles.

## 22 - CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Écart de conversion cumulé	Pertes de change non réalisées sur la conversion de la dette désignée comme élément de couverture des investissements nets dans les filiales étrangères	Cumul des variations de juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie	Total
Solde au début de l'exercice <sup>(1)</sup>	17 577	(24 053)	(374)	(6 850)
Autres éléments du résultat global <sup>(1)</sup>	(16 247)	(13 748)	374	(29 621)
Solde au 31 décembre 2015	1 330	(37 801)	-	(36 471)
Autres éléments du résultat global	6 229	-	-	6 229
<b>Solde au 31 décembre 2016</b>	<b>7 559</b>	<b>(37 801)</b>	<b>-</b>	<b>(30 242)</b>

<sup>(1)</sup> Reclassement de 6 323 \$ et (9 691) \$ de « écart de conversion cumulé » aux « pertes de change non réalisées sur la conversion de la dette désignée comme élément de couverture des investissements nets dans les filiales étrangères » afin d'ajuster les données comparatives. Ceci n'a eu aucun impact sur le cumul des autres éléments du résultat global au 31 décembre 2015.

## 23 - ENGAGEMENTS ET GARANTIES

### Engagements

La Société s'est engagée dans des contrats de location à long terme échéant à différentes dates jusqu'en 2026 pour la location de bâtiments et de véhicules et pour des services d'impartition informatique. La charge de loyer comptabilisée dans les états consolidés des résultats est de 16 497 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 (20 109 \$ pour 2015). Les paiements minimums exigibles engagés sont présentés comme suit :

	31 décembre 2016
Moins d'un an	21 417
Entre un et cinq ans	52 977
Plus de cinq ans	9 458
<b>Total des paiements minimums</b>	<b>83 852</b>

Certains de ces contrats comportent des options de renouvellement pour des périodes additionnelles de un à cinq ans dont la Société pourra se prévaloir en donnant un préavis.

### Garanties

En vertu des conventions de rachat de stocks, la Société s'est engagée auprès d'institutions financières à racheter les stocks de certains de ses clients à des taux de 60 % ou 75 % du coût des stocks pour un montant maximum de 44 956 \$ au 31 décembre 2016 (à des taux de 60 % ou 75 % et pour un maximum de 44 835 \$ au 31 décembre 2015). Dans l'éventualité d'une défaillance par un client, les stocks seraient écoulés dans le cours normal des activités de la Société. Ces conventions sont de durées indéterminées. De l'avis de la Direction et basée sur l'expérience historique, la probabilité est faible que des versements importants soient requis en vertu de ces conventions et que des pertes soient prises en charge puisque la valeur des actifs détenus en garantie est supérieure aux obligations financières de la Société.

## 24 - OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015, les actions ordinaires de la Société étaient détenues par un grand nombre d'actionnaires et la Société n'avait pas de partie exerçant un contrôle ultime.

### Transactions avec les principaux dirigeants

Les principaux dirigeants incluent les administrateurs (exécutif et non exécutif) et les membres du Comité de direction. Pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015, la rémunération aux principaux dirigeants est présentée comme suit :

	Exercice clos le 31 décembre	
	2016	2015
Salaires et avantages à court terme du personnel	3 480	4 273
Avantages postérieurs à l'emploi (incluant les contributions aux régimes à prestations définies)	244	434
Avantages fondés sur des actions	3 016	4 671
Indemnités de départ	-	1 302
<b>Total de la rémunération</b>	<b>6 740</b>	<b>10 680</b>

Il n'y a pas eu d'autres opérations entre parties liées avec les principaux dirigeants pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015.

### Autres transactions

La Société n'a pas encouru de dépense de loyer au profit de parties liées pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 (dépense de loyer de 1 241 \$ pour 2015 au profit de Clarit Realty, Ltd., une société contrôlée par une partie liée).

## 25 - GESTION DU CAPITAL

Guidée par une philosophie de maintenir sa base d'actifs à son minimum tout en maximisant l'utilisation de celle-ci, la Société surveille les ratios suivants afin de maintenir une flexibilité dans la structure du capital :

- un ratio d'endettement total net sur l'endettement total net et un total de capitaux propres;
- un ratio de la dette à long terme sur le total des capitaux propres;
- un ratio de la dette financée par emprunt sur le résultat avant charges financières, amortissement, quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence et impôt sur le résultat, excluant certains ajustements, dont les frais de restructuration et autres, ainsi que la dépréciation et frais de transaction relatifs à la vente des actifs nets (les « autres ajustements »);
- un rendement du total des capitaux propres moyens; et
- un dividende annuel basé sur le résultat net de l'année précédente, excluant les autres ajustements.

Aux fins de la gestion du capital, la Société inclut le total des capitaux propres, la dette à long terme et les dettes bancaires déduction faite de la trésorerie.

La Société gère sa structure du capital et ajuste celle-ci en fonction des variations de la conjoncture économique et des risques liés aux actifs sous-jacents. Afin de maintenir ou d'ajuster sa structure du capital, la Société dispose de plusieurs outils, notamment un programme de rachat d'actions aux fins d'annulation dans le cadre d'offres publiques de rachat d'actions dans le cours normal des affaires et des facilités de crédit flexible lui permettant de réagir rapidement aux opportunités d'affaires. La Société analyse constamment le niveau de son fonds de roulement, notamment les stocks afin de s'assurer que ceux-ci sont maintenus à un niveau optimal, et procède régulièrement à des ajustements tant au niveau des quantités à maintenir afin de satisfaire la demande qu'au niveau de la diversification requise par sa clientèle. La Société a aussi mis sur pied un programme de financement des comptes fournisseurs selon lequel le paiement de certains fournisseurs est reporté.

La Société évalue la gestion de son capital au moyen de divers indicateurs, incluant : le ratio d'endettement total net sur l'endettement total net et le total des capitaux propres, le ratio de la dette à long terme sur le total des capitaux propres, le rendement total moyen des capitaux propres et le ratio de la dette financée par emprunt sur le résultat avant charges financières, amortissement, quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence et impôt sur le résultat excluant les autres ajustements.

Les indicateurs utilisés par la Société sont présentés comme suit :

	31 décembre	
	2016	2015
Ratio d'endettement total net sur l'endettement total net plus le total des capitaux propres	19,2 %	s.o.
Ratio de la dette à long terme sur le total des capitaux propres	28,4 %	20,7 %
Rendement du total des capitaux propres moyens <sup>(1)</sup>	12,8 %	(8,5)%
Ratio de la dette financée par emprunt sur le résultat avant charges financières, amortissement, quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence et impôt sur le résultat excluant les autres ajustements	1,05	s.o.

<sup>(1)</sup> En 2015, le rendement du total des capitaux propres moyens était négatif en raison de la dépréciation des actifs suite à la vente des actifs nets de Uni-Select USA, Inc. et Beck/Arnley Worldparts, Inc. Voir la note 5 pour plus de renseignements.

Le taux d'intérêt applicable sur la facilité de crédit rotatif est en fonction de l'atteinte de certains ratios financiers tels que le ratio de la dette financée par emprunt sur le résultat avant charges financières, amortissement, quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence et impôt sur le résultat excluant les autres ajustements, et le ratio d'endettement total net sur l'endettement total et le total des capitaux propres, qui sont les mêmes ratios que la Société doit respecter. La Société respecte ces clauses au 31 décembre 2016. La stratégie globale de la Société en ce qui a trait à la gestion du risque est la même que celle de l'exercice précédent.

## 26 - INFORMATION SECTORIELLE

La Société fournit des informations sur trois secteurs isolables : Peinture et produits connexes (*représentant FinishMaster, Inc. au sein du marché américain*), Produits automobiles (*représentant le réseau canadien, ainsi que le marché secondaire de l'automobile américain jusqu'à la vente des actifs nets le 1er juin 2015*), et Corporatif et autres. La mesure de rentabilité utilisée par la Société pour évaluer la performance des résultats obtenus par secteur est le résultat sectoriel.

	Exercice clos le 31 décembre							
	Peinture et produits connexes		Produits automobiles		Corporatif et autres		Total	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Ventes avant ventes intersectorielles	752 864	623 901	444 455	736 623	-	-	1 197 319	1 360 524
Ventes intersectorielles	-	(5 090)	-	-	-	-	-	(5 090)
Ventes	752 864	618 811	444 455	736 623	-	-	1 197 319	1 355 434
Résultat sectoriel <sup>(1)</sup>	93 393	70 431	26 611	37 267	(13 902)	(10 724)	106 102	96 974
Frais de restructuration et autres	-	440	-	(3 339)	(746)	8 227	(746)	5 328
Dépréciation et frais de transaction relatifs à la vente des actifs nets	-	-	-	144 523	-	445	-	144 968
Résultat sectoriel présenté <sup>(2)</sup>	93 393	69 991	26 611	(103 917)	(13 156)	(19 396)	106 848	(53 322)

<sup>(1)</sup> Le principal décideur opérationnel utilise essentiellement une mesure du bénéfice pour prendre des décisions et évaluer la performance, soit la marge brute réduite des avantages du personnel et des autres dépenses d'exploitation.

<sup>(2)</sup> Correspond au « résultat avant charges financières, amortissement, quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence et impôt sur le résultat » selon les états consolidés des résultats.

La Société exerce ses activités au Canada et aux États-Unis. Les principaux renseignements financiers par région géographique se présentent comme suit :

	Exercice clos le 31 décembre	
	2016	2015
Ventes		
États-Unis	752 864	918 078
Canada	444 455	437 356
Total	1 197 319	1 355 434

	31 décembre 2016		
	États-Unis	Canada	Total
Immobilisations corporelles	22 552	19 430	41 982
Immobilisations incorporelles	84 029	17 129	101 158
Goodwill	198 266	45 541	243 807

	31 décembre 2015		
	États-Unis	Canada	Total
Immobilisations corporelles	15 838	14 466	30 304
Immobilisations incorporelles	51 110	14 245	65 355
Goodwill	119 525	37 745	157 270

## 27 - ÉVÉNEMENTS SUBSÉQUENTS

Au cours du mois de janvier 2017, la Société a acquis des actifs et passifs de 3 entreprises opérantes aux États-Unis pour un coût total de 65 504 \$. À la date d'acquisition, une juste valeur de 37 965 \$ a été allouée de façon préliminaire au goodwill.

---

## RENSEIGNEMENTS AUX ACTIONNAIRES

---

### DIVIDENDES DÉCLARÉS EN 2016

DATE DE DÉCLARATION	DATE DE CLÔTURE DES REGISTRES	DATE LIMITE DU PAIEMENT	\$CAN
10 février 2016	31 mars 2016	19 avril 2016	0,080
27 avril 2016	30 juin 2016	19 juillet 2016	0,085
27 juillet 2016	30 septembre 2016	18 octobre 2016	0,085
26 octobre 2016	31 décembre 2016	17 janvier 2017	0,085

### COTE BOURSIÈRE

TSX : UNS

### POLITIQUE SUR LE DIVIDENDE

La pratique de la Société consiste à déclarer les dividendes sur une base trimestrielle, sous réserve de la rentabilité, des exigences de liquidité pour le financement de la croissance, de la santé financière générale de la Société et d'autres facteurs établis par le Conseil d'administration, au besoin.

Les dividendes payés par la Société, sauf indication contraire, sont considérés comme admissibles aux fins de l'impôt. La Société ne dispose pas d'un plan de réinvestissement de dividendes.

### AGENT DE TRANSFERT

Société de fiducie Computershare du Canada  
1500, boulevard Robert-Bourassa  
Bureau 700  
Montréal (Québec) H3A 3S8  
514-982-7555 ou 1 800 564-6253  
Courriel : [service@computershare.com](mailto:service@computershare.com)  
Site Web : [computershare.com](http://computershare.com)

### DÉPÔTS

La Société dépose tous les renseignements requis par les autorités canadiennes en valeurs mobilières, lesquels sont accessibles sur le site [sedar.com](http://sedar.com).

Le présent rapport, ainsi que tout autre document relatif à la Société se trouvent sur son site Web à l'adresse [uniselect.com](http://uniselect.com).

### RELATIONS AUX INVESTISSEURS

450 641-6972  
[investisseurs@uniselect.com](mailto:investisseurs@uniselect.com)

### LIGNE D'ÉTHIQUE

1 855 650-0998  
[denonciation@uniselect.com](mailto:denonciation@uniselect.com)

Au titre des procédures de dénonciation au Comité d'audit, ce service téléphonique permet aux membres de l'équipe et à d'autres personnes, de manière anonyme et confidentielle, de soulever des questions en matière de gestion comptable, de contrôles internes et de comportement éthique, ou de porter plainte.

### MARQUES DE COMMERCE

Toutes les marques de commerce, déposées ou non, de Uni-Sélect inc. et ses filiales comprennent, entre autres, UNI-SÉLECT, FINISH MASTER, FINISHMASTER CANADA, AUTO EXTRA, AUTO PARTS PLUS, AUTO-PLUS, AUTO-SELECT, BUMPER TO BUMPER - VOS EXPERTS EN PIÈCES D'AUTO, COOLING DEPOT, MÄKTIG, COLOR XTRA, COLOR PLUS, SMART, PUREZONE, PROCOLOR, SELECTAUTOXPRT, SMARTLINK, UNI-PRO et WORLDPARTS. Toutes les autres marques de commerce, déposées ou non, sont des marques de commerce de leurs propriétaires respectifs. Tous les logos, noms commerciaux et marques de commerce cités et utilisés aux présentes sont la propriété de leurs détenteurs respectifs. Il est interdit de les utiliser, de les modifier, de les copier ou de les citer sans le consentement écrit de leur détenteur. Tous droits réservés.

### AUDITEURS

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.

### CONSEILLERS JURIDIQUES

McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l.

### BANQUIERS

Banque Nationale du Canada  
Banque Royale du Canada  
Bank of America  
Banque de Montréal  
Caisse Centrale Desjardins du Québec  
JPMorgan Chase Bank, N.A.  
M&T Bank  
Banque Laurentienne du Canada

### ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES

Le 4 mai 2017, à 13 h 30 (HE)  
Hôtel Mortagne  
Salle Îles de Boucherville – A  
1228, rue Nobel  
Boucherville (Québec)

### BUREAU CORPORATIF

170, boulevard Industriel  
Boucherville (Québec) J4B 2X3  
450 641-2440  
[questions@uniselect.com](mailto:questions@uniselect.com)



[uniselect.com](http://uniselect.com)